



Causeries février 2010

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 1er février

Ils chauffent, ils sont sur la bonne piste, encore un effort et ils comprendront que c'est l'ensemble du système capitaliste qu'il faut balayer.

Un article paru dans le site Rue89 (au format pdf dans la rubrique Info économique).

Et si la finance avait adopté la fraude pour éviter une crise fatale au système ?

C'est la thèse du juge Jean de Maillard. Entretien.

Est-ce un syndrome de la crise économique ? Sa cause ? Ou sa conséquence ? En tout cas, l'idée que l'économie contemporaine est gangrenée par la criminalité fait son chemin.

Depuis « *Un monde sans loi* » (Stock, 1998), Jean de Maillard, magistrat et blogueur de Rue89, explore les vices cachés de la criminalité financière. Dans son dernier livre, « *L'Arnaque* », le magistrat (qui n'a jamais été juge financier) inverse le paradigme : et si, pour survivre, la finance internationale, avait pris en main les ressorts de la « *fraude* » ?

« *C'est un terme par défaut, précise-t-il, qui remonte aux années 80, au moment où Reagan et Thatcher arrivent au pouvoir. Ils mettent en concurrence, dans l'univers du crédit immobilier, les structures mutualistes avec les entreprises privées. C'est là que la dérive commence.* »

La technique de la chaîne de Ponzi, comme Madoff.

Pour l'auteur, les banques sont au cœur de ce dispositif. Les états prêtent de l'argent aux banques, qui spéculent sur les bourses pour faire monter les cours et refaire de l'argent avec la mise initiale.

Avec une constante dans les techniques utilisées par les intermédiaires financiers : le recours à la chaîne de Ponzi (aussi appelée boule de neige ou pyramide) :

« *Exactement comme dans l'affaire Madoff, vous financez une arnaque en demandant aux nouveaux entrants de financer ceux qui sont déjà*

dans le système. »

Résultat : chaque crise voit surgir sa propre bulle spéculative, immobilière, Internet, liée au crédit... Avec des liquidités qui viennent nourrir les paradis fiscaux, échappant à l'impôt, mais terriblement nécessaires aux mécanismes économiques. D'où l'hypocrisie des grandes déclarations d'intention de ces derniers mois sur les places off-shores.

« Le plus important, c'est la fonction réglementaire des paradis fiscaux qui permet d'implanter fictivement certaines activités. »

Y-a-t-il une volonté politique de lutter contre ce phénomène ?

Pour qu'il y ait une volonté politique, encore faudrait-il qu'il y ait une conscience politique... Les dirigeants politiques ne savent même plus ce qui se passe dans la sphère financière. Reprendre en main le système financier aurait pour conséquence de le détruire. »

Dernière mode : l'explosion des « *dark pools* », les bourses noires.

Dernier phénomène inquiétant de la planète finance, l'explosion des dark pools. Ces « *boîtes noires* » ou « *bourses noires* » ont vu le jour en 2007 en Europe, à partir de la directive des marchés d'instruments financiers (MIF). Elles consistent à proposer aux investisseurs une place de marché sans cotation publique. En clair, vous achetez ou vendez sans connaître la valeur des actions, actions par ailleurs cotées sur les grandes places financières.

Initialement, le principe du « *dark pool* » est d'éviter les écarts de cours lié à certains ordres. En fait, nul ne sait vraiment -y compris les experts de l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans un avis d'octobre 2009- comment contrôler ces nouvelles places...

Pour Jean de Maillard, les « *dark pools* » sont le lieu des prochains dérapages de la finance.

Point retraites et chômage : la collaboration de classes à l'oeuvre.

1- Retraites.

Le gouvernement semble avoir abandonné provisoirement l'idée de refondre totalement le système de retraite pour basculer sur un système à points. Le jeu n'en vaudrait pas vraiment la chandelle, il ne présenterait que des inconvénients par rapport au système par répartition, il serait trop risqué sur le plan social et économique et sa mise en place pourrait prendre du temps et s'avérer coûteuse à un moment où il n'est question que de rigueur, de plus il ne réglerait aucun problème.

Invité de l'émission La Tribune-BFM, Claude Guéant a dit : *"On n'est pas très enthousiaste parce qu'on vient de constater que si le gouvernement suédois n'était pas intervenu, les retraites baissaient en 2009 de plusieurs points"*, et d'ajouter : *"Il y a un risque que je ne suis pas sûr que les Français sont prêts à accepter."*, autrement dit la crainte d'une mobilisation de la classe ouvrière...

Darcos a semblé sur la même longueur d'onde au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI, en disant : *"Il faut évidemment sauver le système par répartition, c'est la clef de tout, ça ne se discute pas"*.

Les autres "pistes" qu'ils ont à l'étude.

1- "équilibrer différemment la part des cotisations qui vont (...) sur le chômage, et la part qui va sur les retraites", Xavier Darcos, reprenant un argument de Fillon et Guéant, au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI. Il a estimé que ce rééquilibrage serait facilité par une amélioration de l'emploi et une réduction du nombre de chômeurs. (Reuters 31.01) Il se fie à la déclaration de Sarkozy de lundi dernier dans laquelle il avait dit que le chômage reculerait *"dans les semaines et les mois qui viennent"*... alors qu'il continue de croître chaque semaine qui passe !

2- Il a écarté une taxation des profits, des bonus et des stock-options : *"Mon avis est que nous taxons déjà beaucoup et que ce n'est pas par là qu'il faut passer."*

Taxer les capitalistes non, taxer les travailleurs oui, on avait compris le message, merci !

3- Il a réaffirmé qu'il faudrait travailler *"plus longtemps"*. Le recul de l'âge de la retraite est sans doute *"une des pistes qu'il faudra aborder"*, a-t-il souligné.

"L'âge de 60 ans c'est une sorte de curseur qui fait que ça encourage à partir et que finalement nous avons un emploi des seniors qui est bien moins bon au total que (dans) les pays comparables", a expliqué Xavier Darcos, comme l'avait fait avant lui Guéant. *"Eh bien sans aucun doute, oui, il faudra toucher à ce curseur-là."*

4- Il s'est également prononcé en faveur d'une "*plus grande convergence*" entre le régime de retraites du secteur privé et celui de la fonction publique. "*Aucune idée n'est taboue*", a-t-il assuré à ce propos. Au lieu de prendre comme référence ce qui se fait de mieux en matière de retraite, alignons tous les secteurs sur ce qui se fait de pire, tel est le message que les fonctionnaires apprécieront sans doute.

Le seul tabou que connaissent ces gens-là : c'est le capitalisme qu'il ne faut pas remettre en cause, on ne lui demande pas d'ailleurs, c'est notre affaire et uniquement la nôtre. On ne demandera la taxation du capital, notre tâche est de le renverser !

En conclusion.

Le 27 janvier Thibault avait demandé à Sarkozy de "*clarifier*" ses objectifs sur la réforme des retraites lors du sommet antisocial du 15 février, feignant l'ignorance, il avait ajouté que ce rendez-vous était "*pour l'instant un rendez-vous mystérieux*" (AP 27.01), le ministre du chômage vient de préciser à lui et aux autres bureaucrates syndicaux quels seraient le cadre et l'objectif de leurs discussions : "*Il faudra tout simplement que nous travaillions plus longtemps*", comme s'il s'agissait d'une évidence, pour eux cela ne fait aucun doute évidemment, en mettant les points sur les i : "*C'est ce qu'il faut discuter*", "*Eh bien sans aucun doute, oui, il faudra toucher à ce curseur-là*". Le doute n'est plus permis.

La messe est dite, ils ne pourront pas dire : nous ne savions pas, nous sommes tombés dans un "*piège*" - l'argument favori du POI pour blanchir les dirigeants syndicaux de toute responsabilité. Le gouvernement et le patronat à Thibault, Mailly, Chèreque, etc. : messieurs nos partenaires, à quel âge êtes-vous prêts à repousser le départ à la retraite à taux plein, 61, 62, 63, 64, 65 ans, plus ?

En fait de "*piège*", c'est leur subordination totale au capital qu'ils ne pourront pas camoufler et qui s'étalera au grand jour.

J'ai comme l'impression que les positions opportunistes des uns et des autres vont alimenter la crise que traversent tous les partis se réclamant de la classe ouvrière. La crise du capitalisme au secours de la lutte de classe du prolétariat pour y voir plus clair dans ses rangs, salutaire s'il en sortait une nouvelle direction, marxiste révolutionnaire bien entendu !

Au fait, en Allemagne ils ont six semaines de congés payés, nous cinq seulement, pourquoi personne ne met en avant la nécessité de passer à six semaines de congés payés ? Pourquoi absolument personne (syndicats et partis) n'avance plus aucune revendication en rapport avec les besoins nouveaux de la classe ouvrière ? Pourquoi se contentent-ils dans le meilleur des cas de défendre ce qui peut l'être selon eux, de ne regarder que vers le passé, de ne jamais se tourner vers le futur ?

Désolé , 60 ans pour prendre sa retraite, c'est déjà trop tard pour un ouvrier d'usine ou en bâtiment, pour une caissière, pour une vendeuse d'un grand magasin qui passe ses journées debout, etc. pourquoi pas 50 ans ? 40 ou 41 annuités, c'est beaucoup trop, 37,5 annuités c'était déjà trop, pourquoi pas 30 ou 28, un ouvrier qui commence à travailler à 16 ans est déjà usé à 45 ans, un ingénieur ou un cadre qui a poursuivi des études et qui commencera à travailler vers 22 ou 24 ans devrait obligatoirement travailler jusqu'à 59,5 ou 61,5 ans si on part de 37,5 annuités, jusqu'à 65 ans si on part de 41 annuités, c'est tard, ils seront bien vieux pour commencer enfin à profiter de la vie, car travailler, ce n'est pas la vie, sauf quand on conçoit que l'on doit vivre uniquement pour travailler.

Je propose de réduire le nombre d'annuités de cotisation entre 28 et 30 ans et le départ à la retraite à taux plein à 50 ans, avec la possibilité bien sûr pour ceux qui le désire de continuer à travailler. Ce n'est pas quand on est déjà diminué physiquement que l'on doit pouvoir profiter de la vie, mais avant. I

Il faut rééquilibrer les trois stades de la vie, le premier tiers, l'enfance et l'adolescence, consacré à découvrir tranquillement le monde et à se former, le temps de la douce insouciance pendant lequel on doit aussi se forger une conscience, etc., le second, à participer activement à l'évolution et à l'entretien de la société pour que les générations futures ne se retrouvent pas fort dépourvues comme dit la fable, et enfin le troisième, celui du repos et de la liberté d'occuper la fin de sa vie comme on l'entend pour service rendu ou accompli envers la civilisation humaine, et s'il devait y en avoir un quatrième, il serait consacré à partir tranquillement dans la dignité, ainsi la boucle serait bouclée...

Ce programme pourrait s'appliquer entre le capitalisme et le communisme, pendant la période transitoire que l'on nomme socialiste, en attendant de passer du royaume de la nécessité à celui de la liberté. Non ? Utopiste ? Idéaliste ? Heureusement que nous le sommes avec les marxistes et tous ceux qui combattent pour l'abolition de l'exploitation et de l'oppression, pour la liberté !

Pourquoi pas, parce qu'on a abandonné le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat ? L'accumulation infinie du capital, du pouvoir, entre quelques mains, à quelque chose de délirant, de dingue, non ? N'aurait-elle pas non plus quelque part un côté utopique, idéaliste ? On a abandonné nos idéaux au profit ou au tournant de l'amélioration de notre propre condition de vie, c'est inavouable, c'est difficile de le reconnaître, voilà la vérité. A l'heure où la faillite du capitalisme s'étale sous nos yeux dans le monde entier, on ne devrait pas se tourner vers le futur dans lequel forcément le capitalisme n'aurait pas sa place, mais c'est qu'on est déjà mort politiquement !

Faisons table ras du passé, du vieux monde pourri : Place à la jeunesse, place à la révolution, place au socialisme !

2- Chômage.

Le ministre du Travail Xavier Darcos a estimé dimanche que la situation des chômeurs en fin de droits était une question qui "*appartient aux partenaires sociaux*", en réponse à la proposition de l'UNEDIC de travailler de concert avec l'Etat sur ce dossier.

"L'allocation chômage, sous toutes ses formes, elle est gérée paritairement. Ce sont aux partenaires sociaux de dire comment ils voient les choses évoluer. Il y a d'ailleurs une négociation qui est ouverte sur les conséquences sociales de la crise et c'est à eux de dire comment les choses doivent évoluer", a martelé le ministre au "Grand Jury" RTL/Le Figaro/LCI. (AP 31.01)

Est-il besoin de commenter ? Est-ce que vous comprenez pourquoi je suis farouchement contre la participation des syndicats à la gestion des organismes dits sociaux, qui sont en réalité des pompes à finance pour les syndicats ?

Les syndicats gèrent avec l'Etat et le patronat le traitement du chômage, par là il le légitime, vous pouvez penser ce que vous voulez c'est ainsi et pas autrement. Quand un chômeur perçoit 600 euros d'allocations chômages par exemple, il est réduit à la pauvreté, à vivre dans l'angoisse perpétuelle du lendemain, sa vie est infernale, nous sommes bien d'accord, et bien il a le droit de remercier les dirigeants syndicaux pour le traitement infâme qu'ils lui imposent.

Voilà une autre vérité que les petits-bourgeois ne veulent pas voir, tous ceux qui ne vivront sans doute jamais avec la crainte du chômage au ventre, les fonctionnaires en premier lieu. Qui sont les véritables fossoyeurs des syndicats, du mouvement ouvrier, les mêmes qui nous expliquent par ailleurs que "*la crise de l'humanité se réduit à celle de la direction du prolétariat*", histoire de nous faire oublier leur rôle inique auprès des dirigeants pourris des syndicats.

Appel du procureur de Paris dans l'affaire Clearstream... ou de Sarkozy ? Guéant lache le morceau.

"Le président de la République souhaitait savoir la vérité, aujourd'hui il estime qu'une part de la vérité a été révélée par le procès mais que la vérité n'est quand même pas complètement sortie de ce procès. Il ne personnalise pas, il cherche à savoir la vérité". (LePost 31.01)

Les choses sont claires : Guéant dit ouvertement que Sarkozy avait estimé que le premier procès n'avait pas permis d'établir la vérité, sa vérité, autrement dit que de Villepin devait être condamné puisqu'il l'avait décidé ainsi, et qu'il en faudrait un second pour le faire taire, ses amis chiraquiens de l'UMP compris. Ah les contradictions du régime ! Ambiance délétère garantie à l'UMP.

La "gauche" ne risque pas de perdre son âme : elle n'en a pas plus qu'un banquier qui va à l'église tous les dimanches matins !

"Le seul risque qu'on prend dans la vie, c'est quand on perd son âme et moi je n'ai pas envie que la gauche la perde", a fait valoir Martine Aubry. "*Mieux vaut perdre une élection que son âme*", a renchéri le député Claude Bartolone.

L'avis n'est pas partagé par Julien Dray, qui a appelé le PS à tenir compte des "réalités locales".

"On a une région qui s'est beaucoup développée grâce à une équipe, on peut pas balayer ça d'un revers de main en disant : 'on peut perdre la région, c'est pas grave", a expliqué le député sur Canal +. (Reuters 31.01)

Dray est plus pratique : faisons feu de tout bois et fermons-la ! Un exemple suivi par l'UMP, lire ci-dessous.

L'UMP en campagne électorale fait dans le macabre. En trois actes.

1- Un couple de septuagénaires a été retrouvé mort vendredi après-midi à son domicile de Pont-Sainte-Maxence (Oise).

2- De l'avis même d'Hortefeux les enquêteurs n'en sont qu'au stade des hypothèses, ils parlent d'un "toxicomane qui aurait été en manque", d'un "déséquilibré" ou encore "*une possibilité de mise en scène*". L'enquête a été confiée à la section des recherches d'Amiens (Somme).

3- Sans attendre, dans la foulée Hortefeux s'est emparé de ce qu'il y a lieu d'appeler un tragique fait divers pour dévoiler samedi soir une série de mesures en matière de sécurité des seniors, dont notamment "*l'aggravation de la sanction pénale*" en cas d'agression d'une personne âgée. Il a été vivement appuyé dimanche par les deux porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre et Dominique Paillé.

Epilogue devenu habituel à l'UMP : La ministre de la Justice Michèle Alliot-Marie s'est distancée dimanche des annonces faites la veille au soir par son collègue de l'Intérieur Brice Hortefeux en précisant que si cette protection des personnes fragiles lui paraissait "*normale*", elle est "*très largement prise en compte dans la loi*". Aussi, MAM a appelé davantage à "*une simplification du droit*" qu'à de nouvelles mesures. (AP 31.01)

1- Utiliser le thème de l'identité nationale pour stigmatiser la haine des étrangers et attirer les voix du FN ;

2- ressortir le thème de la sécurité des personnes âgées, fragiles, donc plus facilement manipulables, elles représentent plus d'un quart des

électeurs. L'UMP ne sort des égoûts que pour aller à la messe ou au Fouquets, l'argent n'a pas d'odeur, comme la bonne conscience !

Etats-Unis. Sombre perspective.

1- La Maison blanche prévoit pour cette année fiscale un déficit budgétaire record de 1.600 milliards de dollars, a-t-on appris de source proche du Capitole.

Dans sa proposition de budget qui doit être dévoilée lundi, la Maison blanche prédit pour 2011 un déficit de 1.300 milliards de dollars. (Reuters 31.01)

2- Le coût des mesures d'incitation en faveur de l'emploi, annoncées par le président Barack Obama dans son discours sur l'état de l'Union, pourrait avoisiner les 100 milliards de dollars (72 milliards d'euros), a estimé dimanche la Maison Blanche. Ce plan comprend notamment des réductions d'impôts et de charges sociales pour les PME qui augmenteraient leurs effectifs. (AP 31.01)

3- Le président Barack Obama proposera de réduire ou de supprimer 120 programmes fédéraux pour diminuer le déficit budgétaire de l'exercice 2011, a dit la Maison blanche samedi.

Washington propose en particulier, comme pour l'an passé, d'éliminer l'"Advanced Earned Income Tax Credit", qui permet à certains ménages ayant des enfants de percevoir directement dans leur bulletin de salaire une partie d'un crédit d'impôt.

La présidence proposerait aussi de regrouper 38 programmes du département de l'Education pour n'en former plus que 11 et l'administration exercerait un suivi plus sérieux des subventions auprès des Etats et des écoles.

Un programme lié aux parcs nationaux figure également sur la liste des suppressions. Selon le New York Times, le programme de la NASA visant à retourner sur la lune subirait le même sort.

En revanche, le budget consacrerait plus de fonds aux programmes de défense, en particulier les forces spéciales, les hélicoptères Black Hawk et Chinook et l'avion de combat F-35 Joint Strike Fighter. (Reuters 31.01)

Russie.

La police russe a interpellé dimanche à Moscou une centaine de manifestants anti-Kremlin, dont le dirigeant d'opposition Boris Nemtsov, bien qu'Amnesty International ait demandé que leur rassemblement soit autorisé.

Au moins 200 policiers ont bouclé la place où était prévu le rassemblement au moyen d'une trentaine de fourgons. Des protestataires ont réagi en scandant "Honte !" et "La Russie sans Poutine !". Au moins 300 personnes ont tenté de se joindre au rassemblement et cent ont été arrêtées, selon un porte-parole des forces de l'ordre cité par l'agence Interfax.

Un reporter de Reuters a vu interpellé une vingtaine de personnes, dont deux journalistes et le militant Oleg Orlov, chef du groupe de défense des droits de l'homme Memorial.

"*Nous sommes venus ici montrer que tout le monde n'est pas inféodé au régime en Russie*", a dit Orlov avant d'être entraîné vers un autobus.

Samedi, de 7.000 à 10.000 opposants avaient manifesté dans l'enclave russe de Kaliningrad, sur la mer Baltique. Le rassemblement, organisé par le groupe local Spravedlivost (Justice) qui se veut apolitique, était autorisé.

Certains manifestants avaient réclamé la démission de Poutine, mais une résolution adoptée à main levée portait sur des enjeux économiques, notamment les retraites, la taxe sur les transports et le prix de l'essence, a indiqué un organisateur. (Reuters 31.01)

Iran. Un nouveau pas des Etats-Unis et d'Israël vers la guerre ?

Les Etats-Unis accélèrent le déploiement de systèmes anti-missiles dans le Golfe afin de parer à une éventuelle attaque iranienne, rapporte samedi le New York Times. Lire la suite l'article

Le quotidien, qui cite des responsables militaires et de l'administration Obama, précise que Washington déploie des navires spécialisés au large des côtes iraniennes ainsi que des intercepteurs de missiles dans quatre pays : le Qatar, les Emirats arabes unis, Bahreïn et le Koweït. Oman a également été approché, mais aucun missile anti-missile n'a encore été installé dans ce pays, indique le journal. Selon le NYT, les pays arabes sont de plus en plus enclins à accueillir des équipements de défense américains par crainte des ambitions et des capacités militaires de l'Iran.

'Notre premier objectif est de dissuader les Iraniens' de s'en prendre à leurs voisins, a déclaré un haut fonctionnaire cité par le journal. 'Le deuxième est de rassurer les Etats arabes afin qu'ils ne se sentent pas obligés de se procurer eux-mêmes l'arme nucléaire. Mais il s'agit aussi en partie de calmer les Israéliens', a-t-il dit.

Ces préparatifs militaires visent à prévenir d'éventuelles représailles iraniennes qui suivraient un renforcement des sanctions internationales contre Téhéran. Ils pourraient aussi dissuader Israël de frapper militairement les installations nucléaires iraniennes. Le Sénat américain a adopté jeudi un projet de loi permettant au président Barack Obama de sanctionner les importations d'essence iraniennes pour obliger Téhéran à se conformer à ses obligations internationales concernant son programme nucléaire. (LeMonde.fr 31.01)

Le 2 février

Le site sera actualisé plus tard dans la journée ou demain, car j'ai une sérieuse rage de dent et je dois aller à l'hôpital pour me faire soigner, me faire arracher une ou deux dents, une bonne journée en perspective !

Le 3 février

FO ne participera ni à la manifestation nationale de la CGT ni à l'intersyndicale envisagée le 8 février a-t-on appris, on a envie de répondre qu'on s'en fout ! Je veux dire par là qu'on se fout de cette manifestation et de cette intersyndicale, qui d'une part ne servira à rien, et qui d'autre part sanctionnera de nouvelles journées d'action qui ont pour seul objectif de donner l'impression aux travailleurs que le pouvoir serait tout puissant et inébranlable.

Le sort de la classe ouvrière dépendrait du bon vouloir des dirigeants syndicaux auxquels tous les partis s'en remettent, autant dire tout de suite que partant de ce principe elle n'a rien à espérer et son cas est déjà réglé : que vive le capitalisme ! La tactique du front unique élevée au rang de stratégie ne sert finalement qu'à justifier cette subordination aux dirigeants syndicaux, au capitalisme et aux institutions. Aucune politique indépendante des appareils ne pourrait être mise en oeuvre pour construire le parti, voilà dans les faits à quoi aboutit ce qu'il faut bien appeler une capitulation.

Cette soumission à l'ordre établi ne saute pas forcément aux yeux, elle est masquée le plus souvent par le jeu du double langage des dirigeants, mais quand on y regarde de plus près, on s'aperçoit qu'elle se manifeste jusque dans les moindres détails, comment, c'est très sournois ou malicieux, principalement par des non-dits, par un silence assourdissant, par le traitement des questions sociales à l'ordre du jour sous un certain angle, par l'absence de questions et forcément des réponses qui vont avec...

Il en va ainsi des retraites, ils sont tous à la traîne, ne leur demandez pas de faire preuve d'un brin d'audace, d'un peu d'imagination, d'un soupçon de perspicacité en posant des questions qui sortent de l'ordinaire mais qui pourtant sont élémentaires, ils en sont incapables ou ils s'en foutent.

Cela saute aux yeux avec la question des retraites. Pourquoi et pour quoi bosse-t-on ? Pour quelle société, question qu'en priorité tout jeune est en droit de se poser et se posera forcément, que tout travailleur en proie à de terribles difficultés matérielles se posera également. Ces questions ne sont pas existentielles, elles sont bien concrètes. Alors pourquoi nos dirigeants ne les posent pas ? Ils ne seraient pas concernés ? Il ne faudrait aborder le sort de la classe ouvrière que sous l'angle académique du discours politique ou syndical oubliant au passage que plus de 90% des travailleurs rejettent syndicats et partis ? Ensuite les mêmes s'étonnent que les ouvriers demeurent sourds à leurs discours ou refusent de s'engager à leur côté, un réflexe normal, ils n'ont pas l'impression d'appartenir au même milieu.

Ce qui saute aux yeux, c'est qu'il n'existe aucun parti ouvrier pour les ouvriers dans ce pays... en dehors du PCF, paradoxe épouvantable, on aurait dit terrifiant hier !

En attendant des millions de travailleurs qui sont encore loin d'arriver à l'âge légal pour prendre leur retraite se lèvent à l'aube chaque matin en se disant : encore une journée à se faire chier au boulot, encore une journée de perdue, une journée que je n'aurai pas vraiment vécue, qu'est-ce que j'en ai marre de bosser, de cette boîte, de ce patron, je me demande pourquoi je vais bosser, ah, s'il n'y avait pas les gosses !... Vous n'avez jamais surpris ce genre de discours chez vous ? Si non, c'est qu'on n'appartient pas au même milieu. Je le connais par coeur, il est gravé dans ma tête, je ne l'ai pas seulement entendu chez moi, mais aussi au boulot dans les nombreuses boîtes (+ de 45) où j'ai travaillé.

Commencer une putain de journée de boulot complètement crevé et se coltiner un boulot manuel qui va finir de vous achever, on en redemande forcément, à 60 ans il est trop tard pour prendre sa retraite, on est usé jusqu'à la corde, on tient par la force de l'habitude, les nerfs, dès qu'on arrête, tout se relâche et la réalité des dégâts engendrés par une vie de dur labeur nous pète à la gueule, on se sent tout d'un coup vieux, beaucoup plus vieux que la veille. A quoi bon faire le bilan de notre vie, c'est un désastre et c'est démoralisant, elle est

passée et on n'a rien vu, pire, maintenant il est trop tard, on est des vieillards.

Ce qui se passe généralement, c'est qu'on commence par prendre conscience que l'on va enfin pouvoir faire certaines choses qu'on n'avait jamais pu faire tant qu'on travaillait. Mais malheureusement, souvent cela ne dure pas très longtemps et l'âge de nos artères nous ramène à la réalité, les soucis de santé se succèdent jusqu'au gros pépin ou l'alerte. C'est con, on commençait seulement à s'habituer à cette liberté, à y prendre goût, et voilà qu'on sent la fin se rapprocher, dommage. Dommage que cela n'ait pas commencé beaucoup plus tôt en effet.

Vous croyez que ces réflexions viendraient à l'esprit de nos dirigeants ? Il y en a pourtant plus d'un qui a dépassé la cinquantaine, ils ont quoi au juste dans la tête, de quoi sont-ils faits ? Le discours que je viens de tenir, c'est celui d'un ouvrier, il est brut de décoffrage, c'était aussi celui de mon père, n'est-ce pas aussi le genre de discours qu'on envie d'entendre les travailleurs, un discours dans lequel ils se reconnaissent, un discours qui ne leur soit pas étranger, nos dirigeants je le répète en sont incapables. L'ouvrier et la vie de l'ouvrier demeure pour eux un mystère.

Le pire ou le plus terrible dans tout cela, c'est encore les ouvriers qui sont devenus des cadres ou des dirigeants et qui sont devenus incapables de tenir un autre langage que celui élitiste ou théorique des intellectuels et des petits-bourgeois des partis. Si le parti a besoin d'ouvriers, ce n'est pas pour qu'ils singent ses intellectuels, mais qu'au contraire ils soient capables de rester en contact avec leur classe pour développer le parti dans toutes les couches du prolétariat.

Un militant ouvrier peut très bien élever son niveau théorique ou politique tout en demeurant modeste, sans renier ses origines de classe, en aurait-il honte, se sentirait-il mal à l'aise en présence d'intellectuels qui très souvent ont du mal à camoufler le mépris qu'ils éprouvent envers ceux qui ne leur ressemblent pas ou qui développent tout simplement un complexe de supériorité. Savez-vous comment on s'en aperçoit ? C'est très simple, quand ils vous expliquent quelque chose que vous ne comprenez pas au quart de tour, ils témoignent de l'impatience, car ce qui est évident pour eux devrait l'être aussi pour vous, et si tel n'est pas le cas, regardez-les bien dans les yeux, discrètement bien sûr, vous y verrez une marque d'exaspération à votre égard que je prends pour du mépris, et s'ils ajoutent que finalement ce n'est pas bien grave ou cela n'a pas d'importance, notez bien sur quel ton ils vous le disent ou quelle expression ils affectent à ce moment-là, vous comprendrez alors que vous n'appartenez pas vraiment au même monde, vous aurez pris conscience que vous ne vivez pas la même chose et de ce qui vous sépare...

J'ai la chance d'avoir la double casquette, d'être un ouvrier issu du milieu ouvrier et de l'être resté, bien que je me sois un peu développé sur le plan intellectuel. Je ne peux pas le cacher, ce serait pourtant facile puisque j'ai suivi le cursus des sciences du langage jusqu'à la maîtrise incluse, je connais parfaitement les différents niveaux de langue qui existent, je suis rompu aux exercices théoriques et politiques, à leur terminologies, je pourrais vous sortir une prose identique en tous points à celle de vos dirigeants, on serait bien avancé, entre nous, je préfère conserver ma personnalité et ses imperfections au lieu de me fondre dans un moule, un appareil ! Quand j'utilise des mots catalogués comme vulgaires, c'est par économie de langage, parce que je me relâche, ce n'est jamais un accident, c'est spontané, je m'en aperçois mais je les laisse, cela trahit mes origines, disons que j'en suis toujours si proche que je ne peux pas m'empêcher de sortir quelques expressions populaires ou des vulgarités qui n'en sont plus vraiment, c'est aussi mon côté provocateur, à l'opposé de Staline, dont la vulgarité légendaire qui choquera Lénine, était grossière et reflétait en réalité sa véritable nature rustre, violente et haineuse envers les paysans et les ouvriers.

Jusqu'à présent c'était notamment les syndicats qui déterminaient nos revendications, si vous attendez après Thibault, Mailly ou Chérèque pour qu'ils prennent en compte les besoins ou aspirations sociales de la classe ouvrière à notre époque pour définir de nouvelles revendications ou modifier le contenu de revendications plus anciennes, vous pourrez attendre longtemps ! Ils sont trop occupés à sauver le capitalisme, le seul mandat qu'ils sont capables de remplir !

Qu'attendent nos dirigeants pour prendre la relève ? La retraite à 60 ans, c'est trop tard, cotiser 37,5 ou 40 annuités, c'est beaucoup trop, en Allemagne ils ont 6 semaines de congés payés, pourquoi pas en France ? Le patronat et le gouvernement (comme l'OCDE, le FMI, la Banque mondiale, l'UE) s'alignent sur le moins social en Europe, pourquoi nos dirigeants ne proposent-ils pas de s'aligner sur le plus social en Europe ou dans le monde ? Qu'attendent-ils pour donner le signal au prolétariat mondial, ses organisations et partis ?

Retraite.

Dernière déclaration de Darcos le 1er février. A la recherche de la "clef d'or" !

- 61 ans, non plus : *"On peut considérer que les décisions que nous prendrons s'appliqueront dès l'année 2011, évidemment avec un lissage. On ne va pas dire subitement 'tout le monde va travailler plusieurs années de plus'", a-t-il dit. "Plusieurs années de plus", voilà du concret monsieur Thibault !*

- *"Le seul levier qui crée de la richesse, c'est la durée pendant laquelle on travaille. Donc, il faudra travailler plus longtemps", explique-t-il. "Le déplacement du curseur de l'âge légal de départ est clairement une piste que nous étudions."* Le "seul levier", c'est précis monsieur Thibault !

- L'objectif de la réforme est de trouver une "clef d'or" qui repose sur un équilibre entre espérance de vie et temps travaillé et permette de déplacer les curseurs au fur et à mesure de l'augmentation de l'espérance de vie, explique-t-il. *"Ça ne doit pas affoler. Aujourd'hui nous*

gagnons à peu près deux mois et demi d'espérance de vie supplémentaire par an mais cette progression va finir par se stabiliser", ajoute-t-il. Mais non, mais non, dans 50 ans nous vivrons tous jusqu'à 100, 110, 120 ans avec les nouveaux progrès de la médecine et un jour nous deviendrons immortel, comme le capitalisme quoi !

- Même en Suède où le capitalisme aurait un *"visage humain"*, il faudra travailler toujours et toujours plus longtemps : *"Que vous ayez le système actuel, un système par comptes notionnels ou par points, ça ne changera rien au fait que si on ne travaille pas plus longtemps on aura toujours un déficit structurel qui ira en s'accroissant"*, explique Xavier Darcos.

- Xavier Darcos juge indispensable une *"convergence"* entre les régimes des secteurs privé et public.

"Il faut qu'il y ait un socle commun, un lien entre la cotisation versée dans une vie et la retraite obtenue", dit-il. *"Ça ne veut pas dire assimilation d'un système par l'autre mais une cohérence entre les régimes et un peu plus d'équité."*

Xavier Darcos estime notamment que la question de la période de référence pour le calcul des pensions - les six derniers mois de salaire dans la fonction publique, les 25 meilleures années dans le secteur privé - se pose. (Reuters 01.02)

Allemagne. Messieurs les banquiers et autres spéculateurs : enrichissez-vous !

L'Allemagne a mis fin à une interdiction partielle des ventes à découvert de valeurs financières, cette interdiction étant arrivée à terme fin janvier et n'étant pas renouvelée, annonce la Bafin, l'autorité de tutelle des marchés financiers, lundi.

"La situation des marchés financiers s'est tellement améliorée ces derniers mois qu'une nouvelle prolongation de cette mesure d'urgence, que la Bafin a promulguée au plus fort de la crise, ne s'imposait plus", explique l'organisme dans un communiqué.

La vente à découvert consiste à emprunter des titres et à la revendre dans l'espoir de les racheter à terme moins cher. Cela revient à prendre un pari sur la baisse des dit titres. (Reuters 01.02)

L'UE : la poudrière sociale ou le maillon faible du capitalisme mondial.

1- Zone euro. Le secteur manufacturier de la zone euro a connu en janvier son rythme de croissance le plus soutenu depuis janvier 2008, mais l'écart entre l'Espagne et les trois autres grandes économies de la zone s'est creusé, montrent les résultats de l'enquête Markit publiés lundi.

L'activité manufacturière a progressé en Allemagne, en France et en Italie alors qu'elle s'est contractée pour le 26e mois consécutif en Espagne et qu'elle a accentué son recul en Irlande et en Grèce.

"La reprise suit deux axes. L'un est celui de l'Espagne et la Grèce qui s'enfoncent dans la récession alors que la croissance s'accélère dans la plupart des autres pays, menés par la France et l'Allemagne", commente Rob Dobson, de Markit.

Les exportations bénéficient actuellement du retrait amorcé par l'euro face au dollar en raison des craintes qui pèsent sur la dette du Portugal et de la Grèce.

"Le retrait marqué de l'euro, qui avait touché un plus haut de 15 mois, vient aider les industries européennes", souligne Howard Archer d'IHS Global Insight.

Les destructions de postes ont continué d'augmenter en janvier, les compressions de personnel restant l'un des instruments privilégiés par les entreprises pour accroître leur rentabilité.

"Les groupes continuent de vouloir conserver des effectifs aussi peu étoffés que possible, ce qui accredit l'idée selon laquelle le chômage dans la zone euro devrait continuer de progresser en dépit du retour à la croissance", poursuit Howard Archer.

La composante des prix s'est quant à elle inscrite en baisse pour le 15e mois consécutif, en raison notamment des nombreuses remises consenties par les entreprises. (Reuters 01.02)

Commentaire. La *"reprise"* inégale du secteur manufacturier en zone euro repose en fait sur une évolution ponctuelle ou aléatoire de certains facteurs insoutenable à long terme : Chômage (et chômage partiel) massif, taux de change favorable à l'euro contre le dollar, baisse continue des coûts de production, remises massives à la vente.

2- En France. La reprise s'est poursuivie en janvier dans l'industrie manufacturière française avec une production qui a atteint son plus fort taux de croissance depuis près de dix ans, selon l'enquête mensuelle publiée lundi par Markit Economics.

"Plus d'un tiers des entreprises interrogées ont fait état d'une tendance haussière", signale Markit.

Malgré la reprise de la production, les fabricants français ont continué de réduire leurs effectifs en janvier pour le 21^e mois consécutif même si, comme le note Markit, "le taux de suppression d'emplois reste nettement inférieur aux niveaux élevés enregistrés presque tout au long de l'année 2009".

Licenciements et départs non remplacés sont à l'origine de ces baisses d'effectifs, que les entreprises expliquent pour la plupart par des politiques de réduction des coûts.

L'enquête montre aussi une accélération de la hausse des prix des achats en janvier, avec un taux d'inflation qui atteint son plus haut niveau depuis 16 mois, du fait du renchérissement de matières premières telles que les métaux, les produits alimentaires et les emballages.

Les pressions concurrentielles ont cependant empêché les fabricants de répercuter la hausse des coûts sur leurs clients et les prix de vente ont au contraire reculé pour le 15^e mois consécutif, bien qu'à leur rythme le plus faible depuis novembre 2008.

L'enquête mensuelle de Markit et de la Compagnie des dirigeants et acheteurs de France (Cdaf) est effectuée auprès de quelque 750 entreprises des secteurs de l'industrie et des services. (Reuters 01.02)

Commentaire. Si un tiers des entreprises enregistrent une croissance, cela signifie que ce n'est pas le cas pour les deux tiers restant, mais l'espoir fait vivre au patronat aussi !

Le chômage ne cesse d'augmenter, on parle des plans de licenciements, moins du non-remplacement des travailleurs qui partent à la retraite et qui ne sont pas remplacés.

Comme les entreprises ne peuvent pas répercuter la hausse des coûts sur leurs clients et les prix de vente, pour maintenir ou accroître leurs profits, il ne leur reste plus qu'à réduire leur personnel et augmenter la productivité en exploitant davantage le personnel qu'elles ont conservé.

Etats-Unis.

Le budget militaire américain que Barack Obama a présenté pour l'année fiscale 2011 s'élève à 768 milliards de dollars (552,11 milliards d'euros), soit 17 fois le budget français de 2010, qui s'élève à 45,2 milliards de dollars (32,5 milliards d'euros). Si on utilise le critère de la dépense militaire par habitant, on obtient 514 euros en France (nourrissons et centenaires compris), et 1.862 euros aux États-Unis.

On remarque également que le Pentagone dépensera l'an prochain plus d'un milliard et demi d'euros par jour. On observe, en outre, que sur les 768 milliards de dollars réclamés par le président Obama, 159 milliards concernent les opérations extérieures. Les 30.000 soldats, dont le renfort pour l'Afghanistan a été décidé en décembre dernier, nécessiteront un effort budgétaire de 33 milliards de dollars supplémentaires entre septembre 2010 et septembre 2011, en sus des 768 milliards, ce qui portera le budget à 801 milliards. Certes, il ne s'agit pas des dépenses directes nécessaires pour ces soldats, puisque la somme inclut également les dépenses opérationnelles complémentaires que leur présence nécessitera. On ne peut toutefois pas s'empêcher de rapprocher les chiffres : 33 milliards de dollars pour 30.000 soldats représentent un ratio de 1,1 million de dollars par homme envoyé sur le terrain. Pour un an... (Lepoint.fr 01.02)

Le 4 février

Rare sont les militants qui osent aborder la question de l'aristocratie ouvrière. Tous savent que cela existent, mais c'est un sujet tabou. Au hasard d'un article, en lisant distraitement les réflexions d'internautes qui suivent, il m'est arrivé à plusieurs reprises de tomber sur des renseignements précis sur les conditions de travail et de rémunération de certaines couches de travailleurs. Hier c'était le tour d'un conducteur de TGV.

Vous allez tout de suite comprendre qu'on n'appartient pas vraiment au même monde, pour ma part, je préfère le mot milieu... en apparence seulement et j'explique pourquoi.

Salaires de 2 200 euros net en début de carrière (2 smics) à 3 200 € (4 880 € net conducteur TGV) en fin de carrière.

Plus :

- prime de fin d'année,
- prime de travail
- prime de parcours,

- prime de TGV,
- prime de charbon
- gratification de vacances
- gratification annuelle d'exploitation,
- indemnités pour heures supplémentaires,
- allocation de déplacements (non imposable) etc.
- Horaire de travail : 25 heures par semaine
- Pour un conducteur TGV de 40 ans, le salaire net annuel toutes primes et avantages confondus s'élève à 75 000 € (source : vie du rail 2002)
- Retraite à 50 ans
- Soins : gratuits (sur leur temps de travail) auprès d'un des 15.900 établissements de soins agréés où ils sont couverts à.. 100 %
- Gratuité des transports pour les agents et leur famille.

Je n'ai pas vérifié ces données, elles sont suffisamment précises pour penser que la personne qui les a mises sur le Net était bien renseignée.

Quand on parle des couches supérieures ou privilégiées du prolétariat ou encore de l'aristocratie ouvrière dont la neutralité est littéralement achetée par le capital, on ne sait pas toujours de quoi ou de qui l'on cause. L'immense majorité des travailleurs n'a pas le même mode de vie que ces couches privilégiées, couches, qui par les privilèges que leur accorde le régime, ne seront pas enclines à le renverser, elles forment le socle, le soutien privilégié des appareils réformistes et pourris des syndicats, du régime.

On comprend mieux aussi pourquoi ils se mettent en grève pour défendre les avantages dont ils bénéficient -à l'instar de la bourgeois qui défend ses intérêts, ils ont cette conscience que n'ont pas les simples ouvriers, et pourquoi ils ne participent pas à des actions qui ne les concernent pas directement.

Mon propos n'est pas de leur tirer dessus, bien au contraire, je me suis cantonné à un simple constat pour le moment. Poursuivons.

Parmi ces couches qui ont conscience d'être privilégiées par rapport au reste des travailleurs, il en existe forcément dont la conscience politique évoluera au fil de la lutte des classes pour peu qu'on les aide à progresser, et puis le jour où le prolétariat se mettra en mouvement, ils rejoindront en masse les bataillons ouvriers contre le régime, c'est une certitude, car ils appartiennent malgré tout à la même classe que nous.

Tout cela pour dire qu'on peut regarder les choses en face sans devenir aveugle pour autant, qu'il faut réfléchir au-delà, il faut faire preuve de discernement, sinon on finit par détester la terre entière jusqu'à son voisin ou son collègue de travail, c'est dans ces derniers cas c'est parfois justifiés, mais jamais fondamentalement, il faut donc apprendre à faire la part des choses car ce n'est pas une qualité innée.

Ce que j'ai écrit aux sujets des couches privilégiées du prolétariat vaut pour la petite-bourgeoisie. Si le sort de certaines couches de la petite-bourgeoisie est indéfiniment lié à celui du capitalisme, il n'en va de même d'autres couches plus proche du prolétariat par le mode de vie ou qui peuvent sombrer dans le prolétariat à tout moment.

Notre politique, le socialisme, s'adresse également à toutes ces couches qui n'ont pas d'avenir avec le capitalisme, bien que ce ne soit pas pour nous une priorité de s'adresser à elles. Le terrain de prédilection de notre combat politique demeure ou devrait être pour être plus précis, la classe ouvrière et ses couches les plus durement frappées par la crise du capitalisme, qui feront preuve d'une détermination sans faille au moment des combats décisifs, qui se sacrifieront pour la victoire de la révolution et du socialisme parce qu'elles n'ont rien à perdre, ce sont elles qui nous permettront de vaincre notre ennemi de classe.

Ne nous trompons pas d'ennemi, en gros c'est ce que je voulais dire. Il est nécessaire régulièrement de recadrer les choses, car sous la pression des idées dominantes de nombreux militants ont tendance à tout confondre et à dévier de notre objet qui est d'abattre le régime en place. Des camarades me racontent avec amertume leurs expériences, les discussions qu'ils peuvent avoir ou des propos qui leur parviennent et qu'ils qualifient de réactionnaires.

Camarades, soyez logiques, cela ne date pas d'aujourd'hui, il en est ainsi depuis que le capitalisme existe, plus ou moins on est d'accord, il est normal que les gens avec lesquels vous discutiez reprennent à leur compte en grande partie les idées de la classe dominante, ces idées dominant dans la société c'est donc logique que vous les rencontriez à chaque coin de rue ou comptoir de bistrot, il en ira ainsi tant que la classe ouvrière ne sera pas passée à l'offensive, ce qui ne tardera pas, rassurez-vous.

Nous vivons une époque de réaction sur toute la ligne, donc vous n'avez pas fini de croisez des réactionnaires qui a une autre période plus favorable seront des révolutionnaires, n'oubliez jamais cela, cela vous évitera de porter sur eux des jugements à l'emporte-pièces que vous regretterez plus tard, faites bien attention, souvenez-vous qu'il n'y a pas si longtemps ou à une autre époque vous leur ressembliez, on a tous vécu cette expérience dans le passé, on n'est pas né avec une conscience politique toute faite, qui de plus est loin d'être parfaite... Ne condamnez pas le crétin à le rester toute sa vie, ce serait le pire service à lui rendre, à rendre à notre cause, c'est comme si d'un côté vous vouliez évoluer et que d'un autre côté vous vous auto-détruisiez, c'est stupide et contre-productif.

Notre idéal, les idées pour lesquelles nous combattons concernent l'ensemble de notre classe, nous disons encore qu'elles représentent les intérêts collectifs de l'ensemble des exploités, au-delà le sort de l'humanité tout entière, en avoir pleinement conscience doit nous aider à ne pas tomber dans les différents pièges qui nous sont tendus, le sectarisme, le dogmatisme, la démagogie ou le populisme.

Le gars qui conduit le TGV est un type formidable, j'éprouve sincèrement de l'admiration pour lui, entre nous camarades, il a une sacrée responsabilité, il a une super machine entre les mains et le sort de centaines de passagers, il doit forcément en avoir conscience, il a le droit d'en être fier, il a peut-être oublié ou il ne sait pas forcément il serait plus juste de dire, qu'il n'est qu'un maillon d'une longue chaîne qui se nomme la classe ouvrière.

On souhaite tous qu'il mène son train à bon port quoiqu'il ait au juste dans la tête, en espérant qu'il prenne conscience un jour que l'Etat n'est pas seulement son employeur, mais aussi un instrument politique au service de la classe des capitalistes et que cet Etat doit être renversé, qu'il n'a rien à craindre du socialisme et d'un Etat ouvrier qui alignera les conditions de travail et de rémunération de l'ensemble du prolétariat sur les siennes, vers le haut, alors que l'Etat actuel des capitalistes tend à aligner les siennes vers le bas et à lui reprendre tous les avantages qu'il lui avait concédés dans le passé.

L'unité dont nous avons le plus besoin aujourd'hui, ce n'est pas l'unité des appareils traitres des syndicats et des partis, mais l'unité de toutes les couches du prolétariat avec celles de la petite-bourgeoisie menacées de prolétarianisation avec le ou les partis qui entendent résolument en finir avec le capitalisme et les institutions de la Ve République.

Quand la cote de La Talonnette diminue à vue d'oeil.

Selon un sondage TNS Sofres Logica pour Le Figaro, qui a été réalisé après l'émission spéciale de TF1 au cours de laquelle, face à onze Français triés sur le volet, Sarkozy s'était efforcé d'apaiser inquiétudes et polémiques, sa cote de confiance a encore baissé d'un point à 31%, selon ce sondage paru samedi dernier ou à paraître samedi prochain dans le Figaro Magazine. (source : Reuters, date ?)

Encore un "mystère" qui se dilue pour Thibault.

Le gouvernement prépare un véritable plan de rigueur pour plusieurs années et les salariés doivent se mobiliser, a déclaré mercredi Bernard Thibault, devant le congrès de la FSU à Lille. (Reuters 03.02)

Comment s'accommoder de la crise du capitalisme.

Le Parti socialiste a proposé mardi la mise en place d'une "Allocation solidarité crise" (ASC) pour les chômeurs en fin de droits qui leur permettrait de toucher pendant six mois supplémentaires leurs indemnités. (AP 02.02)

Les dirigeants syndicaux ont déjà fait une proposition similaire, Sarkozy leur avait répondu qu'il l'étudierait. Ils sont tous sur la même longueur d'onde : tout faire pour que les conditions objectives ne dégénèrent pas au point d'entraîner une radicalisation politique des masses, pour sauver le capitalisme de la seule menace sérieuse qui pèse sur lui : une révolution !

PS. Décomposition politique. Un exemple de démocratie interne.

1- Les militants socialistes du Languedoc-Roussillon partisans de Georges Frêche ont annoncé mercredi qu'ils allaient porter plainte contre le PS national après l'investiture d'une liste concurrente dans cette région.

"Une procédure en référé sera diligentée dans les prochains jours auprès du tribunal de grande instance de Paris", a précisé Didier Codorniu dans un communiqué diffusé à la presse.

Didier Codorniu avait été élu "premier des socialistes" avec 66% des suffrages des militants du Languedoc-Roussillon le 1er octobre dernier avant de céder la place à Georges Frêche, qui se présente sous l'étiquette divers gauche.

Pour lui, la décision du Parti socialiste d'investir une autre tête de liste socialiste "viole les statuts de notre Parti et son principe fondateur : la démocratie militante".

Il dit s'appuyer sur les statuts du PS qui indiquent que "les candidats à l'élection politique sont désignés par l'ensemble des adhérents du parti inscrits sur les listes électorales dans la circonscription".

"D'un coup de baguette magique, Martine Aubry a cru pouvoir, mardi soir, ramener tout le monde au bercail. Je doute que l'électeur s'y retrouve", a dit à Reuters Jean-Louis Roumégas, tête de liste Europe Ecologie dans cette région. "C'est bien de prendre de la distance avec Monsieur Frêche mais Martine Aubry s'y est prise trop tard. Elle s'est empêtrée." (Reuters 03.02)

2- La maire de Montpellier Hélène Mandroux, investie officiellement par le PS pour mener une nouvelle liste aux élections régionales en

Languedoc-Roussillon, a estimé mercredi que les socialistes qui se présenteraient sur la liste de Georges Frêche seraient "de fait" exclus du parti, selon le règlement interne de celui-ci. (AP 03.03)

Commentaire. Mme. Mandroux en appel au "règlement interne" du PS pour virer les militants qui soutiennent Frêche, mais elle n'hésite pas à violer ce même règlement lorsqu'elle ne tient pas compte que Frêche a été investi officiellement (légalement) lors d'une convention des militants du PS de cinq fédérations. Un panier de crabes ce parti !

La sous-culture... au secours du capitalisme.

Au niveau mondial, "Avatar" de James Cameron a déjà rapporté plus de deux milliards de dollars, (1,4 milliard d'euros) dont avec 601,1 millions de dollars de recettes aux Etats-Unis, pour un coût de 500 millions de dollars. Il est depuis mardi le film le plus lucratif de l'histoire du box-office nord-américain.

Le producteur du film, Jon Landau, a expliqué qu'il a évoqué avec James Cameron des projets de suite au film. (AP 03.03)

L'argent n'a pas d'odeur.

1- L'assureur américain AIG, renfloué à hauteur de 180 milliards d'euros par le gouvernement américain en 2008, s'apprête à distribuer 100 millions de dollars (environ 72 millions d'euros) de bonus, rapporte la presse américaine de mardi.

Les employés ainsi récompensés travaillent, selon le New York Times et le Washington Post, dans la branche financière qui avait contribué à fragiliser l'ensemble du groupe. (AP 03.02)

2- La justice suisse a estimé mercredi que les 4,6 millions de dollars placés par la famille du dictateur Jean-Claude Duvalier sur des comptes suisses pouvaient être rendus à la famille. (AP 03.02)

Le 5 février

Complément. J'ai rectifié l'adresse du fichier du FSC sur le congrès de la FSU, avec mes excuses. J'ai rajouté une page du dernier numéro d'*Informations ouvrières* sur les retraites.

A lire les commentaires et les critiques adressés au NPA après avoir présenté une candidate voilée, on se marre.

Pour Mélenchon par exemple, "*Quelqu'un qui participe à une élection doit représenter tout le monde et pas seulement ceux dont il partage les convictions religieuses*", dit-il dans un entretien au site marianne2.fr. (AP 04.02), donc parce que cette femme porte un foulard sur la tête elle ne représenterait les intérêts que des électeurs musulmans, plutôt réducteur, simpliste comme raisonnement, non ?

La chasse aux sorcières n'existe pas seulement du côté des curés, mais aussi chez certains libre-penseurs qui se prétendent par ailleurs de grands humanistes, alors qu'en réalité ils témoignent de la même intolérance envers l'ignorance populaire...

En suivant son raisonnement, si je suis candidat à une élection et que je porte un T-short à l'effigie de Karl Marx, je ne vais m'adresser qu'aux électeurs marxistes, autant dire que je ferais mieux d'aller me coucher !

En revanche, compte tenu de la situation, du débat aux relents racistes et xénophobes sur l'identité nationale engagé par l'UMP qui vise principalement la population issue de l'immigration d'Afrique du nord parce qu'elle est la plus nombreuse en France, il aurait été perspicace de la part du NPA de ne pas présenter cette candidate, de faire preuve d'un peu de discernement, ce qui manque apparemment à ce parti fourre-tout-passoire en panne d'inspiration pour recruter de nouveaux adhérents.

Que des jeunes ou des travailleurs cherchent une issue politique et se tourne vers le socialisme alors qu'ils n'ont pas encore abandonné leur croyance en une religion, n'est pas incompatible, en cela je rejoins la position de Lénine, en 1905 ou en 1917, la classe ouvrière et encore plus la paysannerie pauvre russe était très largement sous l'emprise de l'influence de l'église orthodoxe, des papes qui souvent se retrouvaient à la tête des grèves ou des manifestations contre le régime, il n'était pas possible pour construire le parti de ne pas tenir compte des rapports qui existaient entre les différentes couches du prolétariat et l'église.

Cela étant, Lénine n'a jamais fait la moindre concession à la religion, il ne s'est jamais servi des militants croyants comme un étendard laissant à penser que son parti militait également pour le développement de la religion, contrairement au NPA qui instrumentalise la présence d'adhérents musulmans dans ses rangs en les faisant monter en première ligne. En France, le mouvement ouvrier a été aussi gangrené par les prêtres ouvriers, peut-être que le NPA serait nostalgique de cette époque, pas nous !

Quand on explique que les travailleurs ne peuvent pas se saisir d'un coup de l'ensemble du programme de la révolution socialiste et que le parti doit les accepter tels qu'ils sont, cela inclut leurs illusions et leurs convictions religieuses quand ils en ont, et si on est honnête avec eux, ces travailleurs savent pertinemment que le parti combat l'obscurantisme et l'ignorance qui est à l'origine de l'adhésion à une religion, de la même manière qu'il combat pour mettre fin au régime capitaliste, nous allons même plus loin en affirmant que la chute du capitalisme détournera la classe ouvrière du royaume des cieux en démontrant qu'il est possible de satisfaire ses besoins et ses aspirations sur terre par sa mobilisation révolutionnaire. Je ne suis pas certain que le NPA soit vraiment sur cette ligne, en réalité je ne le pense pas du tout.

Mélenchon dit encore à propos de cette étudiante qui porte un simple foulard sur la tête : *"Il y a mille manières d'être féministe, mais cette manière-là est un peu particulière et constitue une régression"*, peut-être pas pour elle, qu'est-ce qu'il en sait, comment peut-il se permettre de la juger ? Ils aboient avec les chiens de l'UMP !

Le seul point sur lequel je suis d'accord avec lui, c'est quand il affirme *"Si cette jeune femme pense rassembler, elle se trompe : elle divise"*, mais monsieur Mélenchon, quand votre parti et bien d'autres montent en épingle ou instrumentalisent la situation des sans-papiers dans une situation sociale bien particulière, que faites-vous d'autres, dites-nous ?

Hier soir lors des infos sur TV5Monde Asie un journaliste a dit que 80% des Roumains déçus du capitalisme se tournaient vers la religion. Peut-on ignorer cette réalité monsieur Mélenchon ? Dans quel monde vivez-vous monsieur, entre le Sénat et le Parlement européen ? Au fait, quand il sera élu au conseil général, cela lui fera trois casquettes, trois rémunérations, en a-t-il d'autres ? Ah le vieux monde, il est bien comme il est finalement !

Les élections régionales : on s'en fout, on a autres choses à penser !

D'avantage préoccupés par la crise et le chômage ? Les élections régionales de mars 2010 ne semblent pas au cœur des préoccupations des Français. Selon un sondage Ifop pour *Paris Match*, à deux mois du scrutin, seuls 20% d'entre eux en avaient parlé avec leurs proches.

On est loin de l'engouement pour la présidentielle de 2007 (69%) et même en deçà des résultats enregistrés lors des régionales de 2004 (24%). Seules les européennes de juin 2009 affichaient un désintérêt encore plus fort (17%). (l'express.fr 04.02)

Le saviez-vous. La collaboration de classes au quotidien.

Les syndicats et le patronat ont rendez-vous à partir de 14h30 au siège du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) à Paris. Ils se réuniront pour un groupe de travail consacré aux chômeurs en fin de droits, mis en place dans le cadre des négociations ouvertes depuis le 10 juin 2009 sur les conséquences sociales de la crise.

"Vendredi, on espère qu'on arrivera à déboucher sur des principes communs avec la délégation patronale disant 'on est prêt à faire quelque chose', pour ensuite se tourner vers l'Etat", a déclaré jeudi à l'Associated Press Stéphane Lardy, du syndicat Force ouvrière (FO). (AP 04.02)

Nous y reviendrons demain en détail.

La Talonnette aux ordres de Washington ou de l'Union européenne, un appendice de la Fed et de Wall Street.

Nicolas Sarkozy minimise le report du sommet Union européenne-Etats-Unis en raison de l'absence de Barack Obama, dans laquelle il refuse de voir un désintérêt du président américain pour l'Europe.

"Il y a trop de sommets, il y a trop de déplacements, il y a trop de perte de temps. Alors, quand le président des Etats-Unis dit, faisons le sommet de l'Otan en même temps que le sommet Europe-Etats-Unis, je trouve que c'est plutôt une bonne idée" a déclaré le roquet qui propose des sommets internationaux à tour de bras, sur Haïti par exemple, le dernier en date !

"Qu'on essaye de rassembler tous ces sommets (...) je ne pense pas que ça traduise un désintérêt du président Obama pour l'Europe ou un éloignement de l'Europe (des) Etats-Unis", a ajouté Nicolas Sarkozy.

De tous les dirigeants occidentaux, il est pourtant un de ceux qui voyagent le plus. Il a longtemps espéré, jusqu'ici en vain, accueillir à l'Elysée le président Obama, dont il a aussi cherché à être l'interlocuteur privilégié en Europe.

Des diplomates américains ont notamment invoqué un manque de lisibilité du nouvel aréopage issu du traité de Lisbonne, qui a mis en place un président permanent du Conseil européen et un responsable de la diplomatie de l'UE sans pour autant supprimer la présidence tournante, actuellement assumée par l'Espagne.

"Les institutions issues du traité de Lisbonne ont très exactement un mois et cinq jours d'ancienneté. Peut-être peut-on, avant de porter un jugement définitif absolu, attendre le deuxième mois ?", a demandé Nicolas Sarkozy, qui s'en est cependant surtout pris aux commentaires

de la presse. C'est sa bête noire !

L'imposteur dans le rôle de l'idiote du Palais, plutôt réussi !

"Avec les Etats-Unis, je ne comprends même pas la polémique", a-t-il dit. "Que le sommet Europe-Etats-Unis ait lieu en novembre plutôt qu'il ait lieu au mois de mai, mais qu'est-ce que ça peut faire ? Où est le drame ?".

Le président français a assuré qu'il s'attachait pour sa part au "fond des choses" plutôt qu'à la forme. Obama appréciera sans doute ! Sarkozy, dont chaque parole est analysée à Washington, n'en loupe pas une !

Il a raison un peu plus tôt un peu plus tard...

Il a longtemps espéré, jusqu'ici en vain, accueillir à l'Elysée le président Obama, dont il a aussi cherché à être l'interlocuteur privilégié en Europe. (Reuters 04.02)

Pas de bol décidément ! Obama, le pantin de l'aristocratie financière américaine, appartient cependant à un autre monde que le nabot de la rue du faubourg Saint-Honoré qui n'hésite pas à s'afficher avec des personnalités à l'humour putride !

FMI. Le chômage "va continuer d'augmenter".

"La croissance est de retour, plus vite et plus forte que prévu, mais la crise n'est pas terminée." C'est le constat du directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn. Le socialiste évoque sur RTL plusieurs raisons. D'abord, "le chômage", qui "est encore là". "Dans beaucoup de pays industrialisés, il va continuer à augmenter, pas en Asie, où les choses vont plus vite, mais aux États-Unis et en Europe. (...) Il ne faut donc pas que les États mettent un terme à leurs plans de soutien de l'activité. Les gouvernements doivent désormais recentrer ces stimulus sur l'emploi", prévient Dominique Strauss-Kahn.

Selon lui, ces mesures de soutien sont des mesures de court terme. Sur le moyen terme et le long terme, il faut mettre en place des programmes de réduction des déficits publics. "Il faut que les gouvernements annoncent comment, au cours des années qui viennent, ils vont réduire leur dette", ajoute-t-il. (lepoint.fr 04.02)

Et pour "battre la droite" en 2012 il faudrait voter pour ce candidat potentiel de la "gauche" ? Une mauvaise farce !

La crise qui ébranle l'Union européenne. La Grèce, le Portugal, l'Espagne, les trois maillons faibles du capitalisme, sont-ils les seuls dans ce cas-là ? Lequel rompra le premier, telle est la question.

Les marchés financiers étaient en forte baisse jeudi en Grèce, au Portugal et en Espagne, dans un contexte d'inquiétudes concernant leurs déficits, alors que les douaniers et les employés des impôts grecs étaient en grève, protestant contre les coupes claires destinées à faire sortir le gouvernement d'une crise budgétaire qui ébranle toute l'Union européenne.

Au Portugal, le gouvernement socialiste, minoritaire, est en lutte contre les partis d'opposition qui veulent augmenter certaines dépenses. Tous les partis d'opposition font pression pour une augmentation du montant donné aux régions pauvres du pays, et ensemble ils peuvent réussir à mettre en minorité le gouvernement lors de la session parlementaire de vendredi.

Le ministre des Affaires parlementaires, Jorge Lacaó, a mis en garde contre "des conséquences politiques graves" si le Parlement vote la proposition de l'opposition.

"Bien sûr, cela pose un problème de gouvernance à un moment où il est absolument indispensable pour l'Etat de montrer qu'il est engagé à imposer une discipline sur les finances publiques", a précisé Jorge Lacaó.

Si l'UE a apporté son soutien au programme d'austérité grec, la principale question qui demeure sans réponse aujourd'hui, selon Simon Derrick, analyste spécialiste des devises à la Bank of New York Mellon, est de savoir "d'où viendra l'argent nécessaire à soutenir les pays comme la Grèce et le Portugal si les marchés de capitaux se montrent réticents". (AP 04.02)

La recette du chômage des jeunes du gouvernement : le service civique !

Les députés français ont adopté jeudi une proposition de loi prévoyant de remplacer l'actuel service civil volontaire par un service civique, l'objectif étant d'attirer 75.000 jeunes en 2014.

L'idée est de remplacer l'actuel service civil volontaire, qui avait succédé au service militaire obligatoire et qui rencontre peu de succès puisqu'il n'a attiré qu'environ 3.000 jeunes en 2009.

Le nouveau dispositif prévoit que le service civique, qui sera volontaire et non pas obligatoire comme le proposait Nicolas Sarkozy, propose aux jeunes de s'engager pour des missions variées, pour une durée entre six et 24 mois.

Il concernera les jeunes de 16 à 25 ans, l'indemnisation variant de 540 à 640 euros par mois. Chaque trimestre effectué dans le cadre du service civique comptera pour le calcul de la retraite.

"Le service civique concernera d'ici 5 ans 10% d'une classe d'âge", a annoncé jeudi Martin Hirsch, Haut commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté et à la jeunesse.

"10.000 jeunes cette année, 25.000 jeunes l'année prochaine, 40.000 jeunes en 2012, 55.000 jeunes en 2013, entre 70.000 et 75.000 jeunes en 2014", a-t-il poursuivi.

Une enveloppe de 500 millions d'euros par an sera dégagée pour y parvenir, a-t-il précisé. (Reuters 04.02)

Ils prennent vraiment leurs désirs pour la réalité ! Cependant des jeunes pourront être amenés à penser qu'au lieu de rester indéfiniment au chômage parce qu'ils n'ont aucune expérience à inscrire sur leur CV, celle-ci pourrait les aider ensuite à trouver un boulot. Il ne fait pas bon être jeune aujourd'hui.

Etats-Unis.

1- Les inscriptions hebdomadaires au chômage ont, contre toute attente, augmenté aux Etats-Unis lors de la semaine au 30 janvier, à 480.000 contre 472.000 (révisé) la semaine précédente, annonce le département du Travail.

Les économistes attendaient en moyenne 460.000 inscriptions au chômage. (Reuters 04.02)

2- La Chambre américaine des Représentants a voté jeudi en faveur d'une augmentation du plafond de la dette publique, porté à 14.300 milliards de dollars, et elle a soumis ce texte à la signature du président Barack Obama.

Le Congrès a périodiquement relevé le plafond des emprunts gouvernementaux autorisés et le département du Trésor devrait d'ici quelques semaines dépasser la limite de 12.400 milliards de dollars fixée en décembre.

Au cours de l'année fiscale écoulée, les dépenses gouvernementales ont dépassé les recettes fiscales de 1.400 milliard de dollars, un record, et la Maison blanche s'attend à ce que le déficit de cette année soit plus élevé encore.

Conscients des réserves des électeurs face aux dépenses gouvernementales, les démocrates ont inclus une disposition "*pay as you go*", selon laquelle toute nouvelle dépense doit être compensée par une économie équivalente ailleurs dans le budget. (Reuters 04.02)

"*pay as you go*" signifie en clair que les dépenses supplémentaires qui profiteront aux banquiers et à l'industrie d'armement seront compensées par une diminution des dépenses à caractère sociale, Obama s'en défend évidemment, n'avait-il pas promis de fermer Guantanamo lors de la première année de son mandat, super menteur quoi.

Bon week-end à tous.

Le 6 février

J'ai écrit encore deux articles sur les retraites que je n'ai plus le temps de corriger et de voir s'ils méritent d'être mis en ligne ou de figurer seulement dans une causerie. Je temps passe trop vite !

Vous avez remarqué peut-être que j'essaie de publier des infos sur les mêmes sujets étalées sur plusieurs semaines ou mois, car il arrive qu'on aborde un sujet ou un événement et qu'il disparaisse du jour au lendemain, ce qui ne permet pas de cerner correctement une question. Cela n'intéresse pas forcément tous les camarades, j'essaie seulement d'avoir une démarche cohérente et ce n'est pas évident à cause toujours du temps qui file...

Bon week-end camarades.

Lutte de classe, un courant politique qui fait tomber le voile des illusions.

Ils s'acharnent tous sur cette malheureuse étudiante voilée du NPA, Mélenchon et Buffet volent au secours d'Hortefeux et de Besson. Mais la faute à qui ?

Bien sûr que cette étudiante a le droit de s'habiller comme elle l'entend, bien sûr que le NPA a le droit de la présenter à une élection, bien sûr que l'on peut accepter dans un parti ouvrier des travailleurs ou des étudiants qui ont des illusions dans une religion, s'il fallait recruter que des travailleurs sans illusions, aucun parti n'existerait, c'est absurde, à condition d'une part de combattre toutes les illusions qui peuvent naître dans la tête des travailleurs à partir de leur ignorance des rapports sociaux qui sont le produit du capitalisme, d'autre part de tenir compte de la situation sociale et politique, ce que n'a pas fait le NPA en affichant une illusion dans un contexte politique qui demeure défavorable au prolétariat, puisqu'il est encore loin de s'être saisi d'une issue politique qui briserait le régime à l'origine de toutes les illusions, y compris la religion, finalement, la présentation de cette candidate est une erreur politique de la direction du NPA.

Ce que tentent de camoufler Mélenchon et Buffet, et l'erreur d'analyse de la situation du NPA qui a abouti à la présentation de cette étudiante, c'est tout simplement que le PG, le PCF et le NPA n'entendent pas mener ce combat contre toutes les illusions jusqu'au bout, qu'ils en sont irrémédiablement incapables, c'est la véritable nature de leur parti que leurs discours et leurs méthodes font apparaître au grand jour.

Aucun de ces partis n'entend fondamentalement remettre en cause l'existence du capitalisme contrairement à ce qu'ils peuvent affirmer ici ou là, pas la peine de l'ébruiter, Buffet et Mélenchon en veulent au NPA de le mettre en relief au moment où ils sont en campagne électorale et se présentent comme des opposants au capitalisme pour attirer les voix des travailleurs et grappiller ainsi des postes rémunérateurs au régime.

Dit autrement, étant donné que Mélenchon et Buffet sont des manipulateurs professionnels au service du régime dont le fond de commerce quotidien repose sur l'ignorance, les illusions des masses dans le capitalisme et les institutions, c'est normal qu'ils estiment qu'il n'est pas souhaitable que les travailleurs s'interrogent sur les illusions que les partis se réclamant de la classe ouvrière peuvent colporter, et que si le NPA réputé (à tort) pour être révolutionnaire et anticapitaliste en est capable, qu'en est-il alors de leurs partis dont les liens avec le régime et le capitalisme ne sont plus à démontrer.

Pour bien comprendre de quoi il s'agit dans cette polémique, il faut écouter ce que disent les médias aux ordres.

Ils expliquent que ce n'est pas normal qu'il y ait des militants croyants au sein d'un parti comme le NPA, Mélenchon et Buffet n'ont fait que reprendre cet argument quand on y regarde de plus près, autrement dit, ils légitiment le droit de l'UMP de s'immiscer dans les affaires d'un parti ouvrier et d'en définir pour ainsi dire les statuts, ils se sont faits les porte-parole d'Hortefeux et Besson qui stigmatisent en permanence les travailleurs d'origine étrangère, toutes générations confondues j'ajouterais, car pour Hortefeux et Besson, le grand-père d'origine algérienne d'un jeune aujourd'hui demeurera toujours un bicot et ne sera jamais un Français comme les autres. Cela va donc très loin.

Buffet a remporté la palme de la mauvaise foi en affirmant "*Pourquoi en faire un objet de campagne*" (dans un entretien au journal "La Croix" du 4 février - source : AP), alors que le député PCF Gérin n'a pas hésité un instant à s'associer à la campagne nauséabonde de l'UMP sur l'identité nationale qui ne sert qu'à désigner un bouc émissaire tout trouvé aux conséquences de la crise, l'étranger, l'Arabe du coin, le Noir, le Jaune, en allant jusqu'à rédiger avec le député député UMP Raoult une proposition de loi liberticide et scélérate pour interdire la burqa ou l'accès aux lieux publics les femmes qui le portent.

Il n'est pas nécessaire de gratter en profondeur pour s'apercevoir que sur les questions des licenciements et des retraites pour ne prendre que ces exemples, le PG et le PCF, tout comme d'ailleurs le NPA, n'ont fait au fil des mois que tenir un double langage, s'opposant farouchement à toute initiative unitaire pour mobiliser la classe et infliger une défaite au gouvernement.

Qu'est-ce qui dérange tant que cela Mélenchon et Buffet, que les travailleurs se rendent compte que leur parti respectif cultive des illusions dans le régime, qu'ils n'ont jamais eu l'intention de s'opposer résolument à Sarkozy et son gouvernement, que cette illusion tombe et qu'ils se tournent vers d'autres partis, le POI par exemple qui a été le seul parti à tenir un discours sans ambiguïté sur les questions des licenciements et des retraites ?

Continental, suite.

Condamnés à de la prison avec sursis en première instance, six salariés de l'usine Continental de Clairoux (Oise) ont écopé de simples amendes en appel pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne.

"*C'est un gros soulagement parce que la ministre de la Justice avait réclamé des peines lourdes*", a déclaré Xavier Mathieu, délégué CGT de l'usine condamné à 4.000 euros d'amende.

"*Apparemment la justice a un peu plus de coeur que ce gouvernement*", s'est-il réjoui, se félicitant d'un "*désaveu*" pour le pouvoir.

Le syndicaliste a dit espérer qu'il n'y aurait pas de poursuite au civil, pour réclamer des dommages et intérêts.

"*Qu'on nous foute la paix maintenant et que le gouvernement n'insiste pas*", a-t-il lancé après avoir fait un tour d'honneur devant le tribunal où des dizaines de personnes s'étaient massées dans l'attente du jugement.

Le 21 avril 2009, des salariés avaient saccagé les locaux de la sous-préfecture de Compiègne après la décision du tribunal de grande instance de Sarreguemines (Moselle) de ne pas annuler le plan de fermeture de leur usine.

La cour d'appel d'Amiens n'a pas suivi les réquisitions de l'avocat général qui demandait la confirmation des peines de première instance, allant de deux à cinq mois de prison avec sursis.

Les amendes des cinq autres prévenus s'élèvent à 2.000 euros. Leur avocate avait plaidé la relaxe, que l'avocat général refusait au motif que cela aurait été une "*forme d'impunité*". (Reuters 05.02)

Question : est-ce que la CGT va accepter de payer ces 4.000 euros, plus 5 fois 2.000 euros, au total 14.000 euros ? C'est à elle de les payer et personne d'autres, non ? Les camarades qui m'ont dit avoir rencontré ces ex-ouvriers de Continental peuvent leur passer le message. Je suis à leur service pour développer une argumentation en béton contre la direction de la CGT qui pourrait faire l'objet d'une campagne contre Thibault et la "racaille" qui lui sert de cour.

Le panier de crabes. Unité PS-Parti radical, Parti radical allié à l'UMP au gouvernement.

En Haute-Savoie, le président du parti radical - allié à l'UMP - de la fédération, Gérard Périssin-Fabert, également maire du Grand-Bornant, rejoint la liste (PS) de Jean-Jack Queyranne. (Libération.fr 06.02)

On votera PS au second tour pour "*battre la droite*" !

Retraite. Le Figaro ou la voix de son maître apporte quelques précisions.

Sur le fond, le chef de l'État veut jouer son va-tout après les régionales. Après avoir subi des polémiques qu'il n'avait pas prévues, il veut assumer un débat frontal dont il connaît par cœur les risques sociaux et politiques. Mais il perçoit aussi les bénéfices qu'il en retirera vis-à-vis de son électorat. Il s'agit, bien sûr, de la réforme des retraites.

Le résultat des élections régionales ne devrait avoir que très peu d'impact sur cette stratégie. L'Élysée souligne à l'envi que «la majorité ne peut pas être davantage sanctionnée qu'en 2004, où elle n'a pu conserver que deux régions». Fort de ce diagnostic, Nicolas Sarkozy a déjà fait savoir qu'il assumerait les résultats des élections, mais qu'il devrait néanmoins maintenir dans ses équilibres actuels l'équipe gouvernementale, François Fillon en tête.

En revanche, il peut remercier Martine Aubry. En se déclarant, dans un premier temps, favorable à un report de l'âge légal de la retraite à 62 ans, la première secrétaire du PS a ouvert le débat beaucoup plus tôt que prévu, et elle a crédibilisé la position gouvernementale. Sondages à l'appui, l'Élysée est désormais convaincu que les Français sont mûrs.

Le moment est venu de passer à l'acte

Nicolas Sarkozy veut avancer vite sur ce dossier. Pas question de laisser les syndicats descendre dans la rue en octobre pour protester contre un projet de réforme encore en pointillé. Chacun se souvient que les grèves de novembre 1995 contre la réforme des retraites restent le pire souvenir de la droite depuis quinze ans. Sarkozy souhaite donc arbitrer sur cette réforme des retraites dès le mois de juin. Et faire voter une loi «dans le courant du mois de juillet» confirment plusieurs sources. Il s'orienterait alors vers une solution mixte, qui combinerait l'allongement de la durée de cotisation et le report de l'âge légal de retraite. Symboliquement, le changement de l'âge légal de la retraite aurait un impact décuplé, et il semblerait qu'à l'Élysée même Raymond Soubie, le grand horloger des relations sociales qui conseille le président, se soit convaincu que le moment est venu de passer à l'acte. De source élyséenne, une session extraordinaire du Parlement en juillet paraît déjà «acquise» compte tenu du plan de charge des deux Assemblées.

Bien sûr, le gouvernement s'attend à une confrontation rude avec les partenaires sociaux. Pour le moment, les eaux syndicales sont à peine ridées par quelques vaguelettes. Mais il faut se méfier «du calme avant la tempête», prévient un ministre inquiet des mobilisations du mois de mai. Selon un proche de Nicolas Sarkozy, ces manifestations présenteront au moins l'avantage de crédibiliser la réforme auprès de son électorat. «Plus il y aura de défilés, plus les Français lui porteront crédit d'avoir eu le courage de trancher sur ce sujet», sourit l'un de ses amis. (Lefigaro.fr 05.02)

La Bourse ou la vie. L'euro fragilisé, l'UE en difficulté.

Les Bourses européennes ont terminé en baisse pour la troisième séance d'affilée, enregistrant leur plus mauvaise performance hebdomadaire en 11 mois, en raison des inquiétudes croissantes liées aux dettes souveraines.

Sur la semaine, le FTSEurofirst 300 a cédé 3,93% et le Cac 40 4,70%.

Le marché parisien a perdu 3,4%, Londres 1,53% et Francfort 1,79%.

Athènes a perdu 3,73% tandis que Lisbonne et Madrid qui avaient déjà plongé de 5% à 6% jeudi, cédaient respectivement 1,36% et 3,73%.

A Tokyo, l'indice Nikkei 225 a perdu 2,6%. En Chine, l'index Composite Shanghai a baissé de 1,8% et à Hong Kong, le Hang Seng a accusé une chute de 2,9%.

Les investisseurs ont retiré leur argent des avoirs les plus risqués, inquiétés par la santé fiscale de certains pays européens en difficultés comme la Grèce très endettée, l'Espagne ou le Portugal.

Aux Etats-Unis, le Dow Jones a baissé de 2,6% jeudi à la clôture de Wall Street, vendredi à la clôture le Dow Jones a pris 0,13%, le Nasdaq 0,74%.

Cette crise est la plus grave qu'ait à affronter la zone euro depuis sa création il y a 11 ans et certains analystes n'excluent plus la possibilité de voir un petit Etat membre, comme la Grèce, contraint d'en sortir pour assurer la survie de l'Union monétaire.

"Le marché suit de près la capacité de chacun des pays à honorer leurs dettes (...)", a déclaré Erkki Liikanen, membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. "Si la confiance disparaît, les taux vont nettement augmenter."

Sur les marchés, le coût de la protection contre un risque de défaut des dettes souveraines grecque, espagnole et portugaise a inscrit de nouveaux records dans des échanges volatils. Et la prime réclamée par les investisseurs pour détenir des emprunts d'Etats autres que l'Allemagne a fortement augmenté en matinée avant de refluer légèrement.

"Nous n'observons absolument aucun changement fondamental. C'est purement spéculatif", assure Patrick Smith, gérant de Santander Asset Management.

Le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz a lui aussi dénoncé des *"attaques spéculatives"*.

"Si l'Europe apporte la réponse appropriée et clarifie son soutien aux pays attaqués, l'euro ne court aucun risque véritable", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse après une remise de prix à Rome.

Il en faudra sans doute plus pour apaiser les investisseurs, d'autant que le vote du parlement portugais va nourrir les interrogations sur la capacité réelle des gouvernements concernés à remettre de l'ordre dans leurs finances.

Le journal *Le Monde* rapporte pour sa part que, selon les experts du FMI, il faudrait 20 à 25 milliards de dollars (14,6 à 18,3 milliards d'euros) d'aides pour rassurer les marchés au sujet de la Grèce. (Reuters et AP 05.02)

Commentaire. On voit bien ici qui détient le pouvoir et pour qui les institutions politiques fonctionnent, une excellente leçon de chose pour éviter de mettre les boeufs avant la charrue, de ne pas les oublier surtout !

Etats-Unis. La chute est "faible" ... mais possible !

Le secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner estime que le risque d'un double plongeon de l'économie américaine dans la récession est faible. (AP 05.02) Voilà qui est rassurant, non ?

Grande-Bretagne. Travailleurs et conservateurs ; tous pourris !

Le scandale des notes de frais en Grande-Bretagne prend une dimension judiciaire: quatre parlementaires soupçonnés de pratiques comptables douteuses ont été inculpés, a annoncé le parquet vendredi.

Keir Starmer, procureur général du Royaume-Uni, a précisé que trois députés travaillistes de la Chambre des Communes -Elliot Morley, David Chaytor et Jim Devine- et un Lord conservateur -Paul White, alias Lord Hanningfield- avaient été accusés de fausse comptabilité. Un chef passible d'une peine maximale de sept ans d'emprisonnement.

Selon les conclusions d'un audit sur le scandale des notes de frais publiées jeudi, 392 des 752 parlementaires -anciens et actuels- ayant fait l'objet d'investigations ont reçu l'ordre de rembourser un total d'1,12 million de livres (1,28 million d'euros).

Neuf ministres du gouvernement Brown ont démissionné, et environ 150 députés ne participeront pas aux prochaines élections, en raison du

tumulte qui a terni l'image de tous les partis politiques. (AP 05.02)

Le 7 février

Point retraite.

Le jeune Chérèque se dit favorable à la liquidation du régime de retraite pas répartition, au moins les choses sont claires, il est parfaitement à sa place dans son rôle d'agent de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, il représente même les couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie, dont la pointe avancée est l'aristocratie financière qui contrôle le capitalisme.

Quant à Thibault et Mailly, ils déclarent d'une part qu'ils sont pour le maintien du système actuel, le départ à la retraite à 60 ans en refusant d'augmenter le nombre d'annuités pour avoir le droit à une retraite à taux plein, mais d'autre part ils acceptent de se rendre au "sommet" du 15 février convoqué par Sarkozy, qui, par la voix de Darcos et Fillon, en a déjà fixé le contenu et l'objectif : repousser l'âge du départ à la retraite au-delà de 60 ans et/ou augmenter le nombre d'annuités pour pouvoir bénéficier d'une retraite à taux plein. Ils pratiquent donc un double langage.

Ils se partagent les rôles, il faut ajouter que si Mailly a refusé de participer aux dernières journées d'action et réunions intersyndicales fixées unilatéralement par Thibault tout en expliquant que seule une grève générale pourrait faire reculer le gouvernement, il s'est bien gardé de populariser cette perspective et d'engager toutes les forces de FO dans la bataille pour que cette idée prenne forme, c'est-à-dire qu'elle soit finalement reprise par l'ensemble des syndiqués de tous les syndicats, à l'instar du POI très présent dans ce syndicat, il s'est contenté d'une simple déclaration (sans lendemain) pour satisfaire une partie de sa base, qui comme à l'accoutumé doit s'en trouver satisfaite ; il est facile ensuite d'expliquer que FO seul ne peut rien faire seule... pour sauver les apparences, on n'est pas dupe.

Prenons au mot FO et le POI : pourquoi Force ouvrière et le Parti ouvrier indépendant ne publieraient-ils pas une déclaration commune appelant tous les partis et les syndicats à s'unir pour barrer la route au projet réactionnaire du gouvernement, dans le respect des prérogatives des syndicats et des partis évidemment ? Il n'y aurait que des militants malintentionnés ou de misérables crétins pour y voir un problème.

L'ensemble des militants syndicaux et politiques partagent les mêmes aspirations et le même objectif, travailler moins longtemps et bénéficier d'une retraite à taux plein le plus tôt possible, aucun militant ouvrier ne peut accepter la perspective de consacrer toute sa vie à travailler et à crever quelques années seulement après avoir pris sa retraite, sinon il ne mérite pas le statut de militant ouvrier mais celui d'agent ou d'esclave écervelé du patronat.

Pour infliger une défaite au gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner, on a besoin de la mobilisation de l'ensemble de la classe ouvrière et de ses militants, il faut donc tout tenter pour briser l'accord tacite qui existe entre Sarkozy et les dirigeants syndicaux.

On peut aussi se demander qu'est-ce qui empêche les dirigeants des partis auxquels s'est adressé le POI de s'associer à l'initiative unitaire qu'il a lancée pour contrer le gouvernement. Il faut s'adresser à leurs militants dont les intérêts ne coïncident peut-être pas avec ceux des bureaucrates qui dirigent leurs partis. Ils s'apercevront peut-être à l'occasion qu'ils se sont trompés de parti... Après m'avoir accusé d'être anti-POI, on va m'accuser de rouler pour lui ! Il s'agit de faire la part des choses camarades et non de se comporter en vulgaire sectaire.

A qui profite la division, la dispersion des militants à l'heure où le rassemblement le plus large de la classe ouvrière est nécessaire ? A notre ennemi de classe.

Thibault a réclamé la reconduction de l'intersyndicale qui servait de cadre aux journées d'action qui ont pour fonction de briser la résistance et l'unité de la classe ouvrière dans un premier temps, de la démoraliser ensuite pour justifier la capitulation des dirigeants syndicaux et tenter de légitimer les mesures réactionnaires du gouvernement.

Alors pourquoi à l'opposé, nous ne devrions pas combattre pour la grève générale jusqu'au retour aux conditions antérieures à 1993, qui incluent le retour à 37,5 annuités pour tous et le départ à la retraite entre 55 et 60 ans, à l'appel de l'ensemble des syndicats et des partis qui se réclament de la classe ouvrière ? C'est une proposition qui ressemble à un vieux pieu dans la situation actuelle, se tourner vers ces dirigeants ne peut conduire qu'à une impasse.

Cela ne viendrait-il pas du fait que l'on ne concentre pas tous nos combats contre le capitalisme et les institutions, après tout, l'objectif du syndicalisme et du combat politique est le même, l'abolition du capitalisme, le capitalisme dont les méfaits se font sentir dans toutes les familles, chacun en fait l'amère expérience à ses dépens quotidiennement, alors tournons-nous résolument du côté de la classe ouvrière, car aucune issue politique ne peut aboutir sans sa mobilisation et son adhésion à un objectif politique.

La clé de la situation est d'associer mobilisation sociale et prise de conscience politique, le cocktail est détonant et pourrait être fatal au régime, car l'exaspération de millions de travailleurs a atteint un degré insupportable, explosif. Cela correspond à l'objectif que doivent se

donner les militants révolutionnaires pour construire le parti et recruter les travailleurs les plus déterminés, objectif prioritaire que l'on a tendance à oublier...

On ne manque pas d'arguments pour lier chaque combat à la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

On nous demande de nouveaux sacrifices, de nous serrer la ceinture, de travailler plus longtemps, etc. parce qu'il y aurait une crise, et dans le même temps des patrons, des dirigeants d'entreprises privées ou publiques, des banquiers et leurs traders, des membres de conseils d'administration, se versent des millions d'euros de salaires et/ou de retraite, c'est cynique et intolérable, et la meilleure c'est que ce n'est pas nouveau, c'est le fondement du capitalisme : des millions d'un côté, la pauvreté ou la misère, la régression sociale de l'autre, c'est l'horizon indépassable du capitalisme, donc il faut qu'il disparaisse et le plus tôt sera le mieux, il n'existe pas d'autre voie, d'autre alternative.

Que l'on pose n'importe quelle question, on aboutit au même constat, à la même réponse : l'obstacle à notre bien-être, à la satisfaction de nos revendications, besoins ou aspirations, c'est tout simplement l'existence du capitalisme, c'est donc l'objectif à abattre et vers lequel doivent converger toutes les luttes, toutes les discussions avec les travailleurs.

Mais comment combattre et vaincre le capitalisme ? comment s'y prendre ? Contre qui ou quoi doit-on combattre ? Où se cache-t-il, où se tient réellement son pouvoir ? A différents degrés ou sous des angles différents les travailleurs peuvent aborder cette question, elle va les mener à chercher et trouver une issue politique, à se dire que finalement il n'y a pas d'autre solution que d'envisager d'en finir avec le capitalisme, et en allant plus d'admettre que seul le socialisme peut le remplacer. Qu'est-ce qui légitime le capitalisme ? Les institutions, la constitution, qui sont les garants du respect de la propriété privée des moyens de production, du capitalisme, du pouvoir des banquiers, etc. C'est là que cela se passe, c'est là que les choses sérieuses se décident, qu'ils décident de notre sort, de nous exploiter, de nous jeter à la rue, de nous affamer, conformément à la volonté exprimée par les conseils d'administrations des institutions financières et des grandes entreprises, c'est leur façon de faire de la politique.

La nôtre est de les combattre pour mettre fin à l'exploitation, au chômage et à la pauvreté ; à chaque classe ses objectifs.

Ils osent nous exploiter pendant 40 ans et comme ce n'est pas encore suffisant ils voudraient nous imposer de finir nos jours dans la pauvreté ou l'indigence, c'est intolérable ! Même le droit à la dignité nous serait interdit, alors que la société devrait faire en sorte que chaque citoyen puisse être digne des valeurs qu'il a acquises ou qu'elle devrait mettre à sa disposition pour qu'il tienne sa place dans la société, elle détruit les outils ou les moyens qui sont nécessaires à l'expression de ces valeurs qui finiront par disparaître si on les laissait faire. C'est le chaos et la barbarie qu'ils nous réservent comme seule perspective ainsi qu'aux générations futures.

Socialisme ou barbarie, s'accommoder du capitalisme comme on nous y invite ne peut que retarder le moment de l'affrontement direct entre les classes, accroître davantage nos souffrances, il est tant de procéder à une opération chirurgicale et de liquider le capital qui gangrène l'ensemble de la société et le monde entier.

A bas le capitalisme, à bas les institutions de la Ve République, et vive le socialisme !

Un point sur la "nouvelle mouture" d'*Informations ouvrières*.

Quand on lit *Informations ouvrières* on a toujours l'impression de lire une feuille syndicale destinée aux fonctionnaires, n'étant ni syndiqué ni fonctionnaire comme plus de 90% des travailleurs, ce journal ne m'est pas destiné j'ai envie de dire, bref, la "nouvelle" mouture ressemble à une arnaque, rien de changé en réalité et cela fait 50 ans que cela dure !

Ils n'ont pas compris que les critiques de la plupart des lecteurs portaient non pas sur la forme mais sur le contenu lui-même. Des articles plus petits ou plus longs, des sujets plus ou moins bien présentés, là n'était pas franchement le problème. Les modifications intervenues conviendront sans doute à des lecteurs avertis, à une certaine élite, à des intellectuels, à des militants aguerris, mais certainement pas à des ouvriers ou des jeunes.

Le choix de la didactique adoptée, le fait d'expliquer simplement les choses coulait de source, donc la question que posait certains lecteurs n'était pas là, ils auraient voulu retrouver la tournure d'esprit qui est la leur pour aborder une question, ils n'abordent pas la réalité en intellectuels, ils ne conceptualisent pas chaque fait ou donnée au quart de tour, ils abordent les choses plus simplement, avant de se demander d'où vient ce qui leur tombe sur la tête ou comment on en est arrivé là par exemple, ils commencent par en mesurer les conséquences sur leur vie pratique, quotidienne, ils ramènent tout à leurs propres expériences et c'est normal, paradoxalement s'ils sont terriblement pragmatiques, ils réagissent en premier sur le plan émotionnel, répétons-le encore et encore, ce ne sont pas des intellectuels, ce qui ne veut pas dire que l'ouvrier ne pense pas ou qu'il en est incapable, pour saisir un discours ou qu'il soit à sa portée pour ensuite le faire réfléchir au-delà des faits bruts ou des apparences, il faut qu'il emprunte le même processus psychologique que le sien, il faut qu'il puisse s'identifier à ce processus pour qu'il reprenne à son compte son contenu et évoluer.

Quand je vois des militants se gausser des conversations de comptoir, je ne dis pas cela en particuliers pour les militants du POI, je me dis qu'ils sont étrangers au milieu ouvrier, car ce sont les mêmes discussions qui ont lieu dans les ateliers ou sur les chantiers, ce qu'ils ignorent apparemment. Cela ne plane pas haut en apparence, ça ne va pas très loin, certes, le raisonnement de l'ouvrier est basique, mais il recèle

toujours une vérité fondamentale sur sa condition, et c'est à nous qu'il revient de la mettre en évidence pour l'aider à progresser. On doit faire avec le matériel humain disponible, on doit partir de là pour ensuite avancer nos arguments le plus simplement possible, sans prétention, comme j'essaie de le faire dans mes causeries.

Souvent je pars d'une réflexion élémentaire qui m'est passée par la tête et qui ne présente pas forcément un intérêt au premier abord, ensuite je la développe en prenant un ton léger, puis, petit à petit mon discours prend une tournure de plus en plus politique, mais sans réelle coupure avec la manière dont j'ai abordé notre sujet, l'ensemble présente une certaine cohérence qui doit permettre à de jeunes militants de pouvoir suivre mon raisonnement tout en étant en présence d'éléments théoriques susceptibles de les faire progresser politiquement. Cette méthode n'est pas le produit d'un calcul, la plupart du temps quand j'aborde un sujet je ne sais pas du tout comment je vais le développer ni jusqu'où il va m'entraîner ; le mécanisme qui est ici à l'oeuvre est celui d'un ouvrier qui a commencé à penser par lui-même et rien d'autre, parce que je suis resté un ouvrier, j'ai cette chance si je puis dire, il ne faut y chercher l'application d'une méthode quelconque, encore moins une manoeuvre pour convaincre les militants de quoi que ce soit.

Quand Trotsky disait que les articles de Lénine étaient accessibles aussi bien aux ouvriers qu'aux étudiants parce qu'il écrivait "avec son coeur", il devait vouloir dire que Lénine s'était tellement identifié avec le destin de la classe ouvrière qu'il en était arrivé à sentir son coeur battre, son coeur était devenu celui d'un ouvrier. On ne peut évidemment pas demander à tous les militants intellectuels de réaliser cette prouesse, raison de plus pour laisser la parole à des militants ouvriers conscients qui sont demeurés des ouvriers, or ce n'est pas le cas de la plupart d'entre eux qui ont pris la mauvaise habitude de singer les intellectuels, de penser en intellectuels pour imiter leurs dirigeants dont la plupart sont des intellectuels, un travers peut-être inévitables que les dirigeants n'ont pas été capables de prévenir. Faire des militants ouvriers, des cadres du parti, favoriser leur développement intellectuel ou leur niveau théorique, c'est nécessaire, mais cela ne doit pas se faire au détriment de leur propre personnalité qu'ils finissent par perdre en s'identifiant à des modèles intellectuelles.

J'ai lu quelque part que l'ouvrier Stéphane Just devenu dirigeant et théoricien de l'OCI avait eu de mauvaises relations avec l'intellectuel Pierre Broué et d'autres intellectuels de l'OCI, parce qu'il aurait voulu leur ressembler, il aurait été complexé par son origine ouvrière disaient-ils de lui. Je ne rentrerai pas dans cette polémique, il y a prescription ! La seule chose dont je me souviens pour avoir assisté à des réunions en présence de Just le samedi après-midi au 87, c'est que le discours du camarade Just ne ressemblait plus à celui d'un ouvrier et que les jeunes militants ouvriers dont je faisais partie, avaient toutes les peines du monde à suivre son raisonnement qui était davantage celui d'un intellectuel ou d'un théoricien et j'ai pu vérifier que je n'étais pas le seul dans ce cas.

On est comme on est camarades, il n'y a pas de honte à être ouvrier ou intellectuel, et si le discours d'un ouvrier qui singe les intellectuels devient incompréhensible à de simples ouvriers, il loupe son objectif, quant aux intellectuels qui essaient de se mettre à la place des ouvriers, ils sont grotesques la plupart du temps. Pour bien faire, il faudrait que les ouvriers qui deviennent des militants conscients ne cherchent pas à imiter les intellectuels, qu'ils continuent à penser en ouvriers avec ses qualités et ses faiblesses, et que les militants intellectuels essaient d'acquérir un peu du "coeur" des ouvriers pour s'en rapprocher et les conquérir, et qu'ils comprennent que cela ne rabaissera pas leur statut, mais au contraire l'enrichira d'une qualité supplémentaire, supplémentaire et non pas supérieure, car il ne doit exister dans un parti aucune concurrence entre ouvriers et intellectuels à ce niveau-là.

J'ai écrit cette causerie après avoir lu dans Informations ouvrières qu'un lecteur s'était dit déçu par la nouvelle mouture de ce journal, il ne doit pas être le seul. Ma causerie n'est pas polémique mais plutôt constructive.

On se quitte dans la bonne humeur, c'est dimanche :

Je suis obligé d'arrêter là, hier soir dans une pub sur une télé indienne, j'ai entendu quelques notes de guitare que j'ai reconnues immédiatement, je l'ai dit à mes deux petites-nièces Kilomia et Lombiga (10 et 12 ans) toute étonnées, comment c'est possible "uncle" ? Ce matin je viens de leur mettre le morceau en question *Smoke on the water* de Deep Purple, elles adorent, du coup elles se sont installées derrière le bureau pour faire leurs devoirs et on écoute le CD en entier. En fait de devoirs, elles dansent et me proposent un problème de géométrie !!!

Bon dimanche camarades.

Quelques infos en brefs.

La situation à court terme demeure "imprévisible". Le monde suspendu à la volonté de l'aristocratie financière.

Au total, 450 millions d'euros de bonus, principalement en cash. Les employés de la banque d'affaires américaine Lazard ont reçu des étrennes record, au mépris des recommandations du G20.

En septembre, les 20 pays les plus riches avaient appelé les banques à abandonner leur logique de court-terme, en partie responsable de la crise financière.

La banque d'affaires n'est pas la première à renouer avec les bonus juteux. Mais elle vient de franchir un palier très sensible, pour l'économiste Gilles Leblanc :

« *La nouveauté, c'est l'immédiateté du paiement, le fait qu'il soit directement effectué en cash. Ce que fait Lazard, c'est une sorte de bras d'honneur à la volonté des Etats de réguler les marchés financiers, une façon de montrer que les banques sont autonomes.* »

Lazard ne fait pas partie du « Big Three » (Morgan Stanley, Goldman Sachs, JPMorgan Chase), mais elle arrose. Un message adressé directement aux employés de ses concurrents, selon Alexandre Delaigue, économiste blogueur sur le site Econoclastes.

Pour calmer le jeu, des sénateurs démocrates ont déposé un projet de loi dans la journée de jeudi. Il s'agit d'une taxe sur les bonus supérieurs à 400 000 dollars, qui ne s'appliquerait toutefois qu'aux banques renflouées dans le cadre du plan de relance américain.

Le problème, estime Gilles Leblanc, c'est son délai d'application : même si cette loi était adoptée, elle n'entrerait pas en vigueur avant l'été, voire l'automne prochain. Les banques risquent de profiter de ce délai pour rompre leur engagement moral, bien entamé par ailleurs, et surtout sans valeur légale. On pourrait alors assister à une dernière surenchère, aux effets imprévisibles. (Rue89 06.02)

Commentaire. L'aristocratie financière américaine aurait-elle décidé de mettre le monde à feu et à sang comme le firent à deux reprises au XXe siècle ses prédécesseurs pour conserver sa place prépondérante sur le marché mondiale ?

La Bourse ou la vie, la dégringolade est reparti de plus belle.

Les investisseurs broient du noir à cause des dettes publiques en Europe.

Sur une semaine et depuis le début de l'année :

- Paris : CAC 40 - 4,70% et - 9,46%.
- Londres : Footsie - 2,46% et - 6,50%
- Franckfort : Dax - 3,11% et - 8,78%
- Madrid : Ibex - 7,71% et - 15,38%
- Lisbonne : PSI - 7,42% et -13,26%

Les craintes sont mondiales. «*Le sentiment des investisseurs est plombé par les problèmes de dette de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal*», explique Marcus Droga, directeur associé à Macquarie Private Wealth à Sydney, cité par Dow Jones Newswires. «*Et ce malgré des publications de résultats d'entreprises satisfaisants et des discours de dirigeants européens qui se veulent rassurants. Mais le marché ne veut rien entendre*», ajoute Arnaud de Champvallier, directeur chez Turgot Asset Management.

Depuis plusieurs jours, observateurs et analystes s'inquiètent de l'état des finances publiques de ces pays, agitant l'épouvantail de la Grèce, dont les déficits et la dette publics sont si élevés que la Commission européenne a décidé mercredi de placer le pays sous une quasi-tutelle. (Le Journal des Finances 05.02)

Argentine.

18 milliards de dollars, dont 5 milliards d'intérêt, c'est le montant de la dette que l'Argentine doit rembourser en 2010. Cristina Kirchner veut que la Banque centrale libère 6,5 milliards de dollars. (Libération.fr 06.02)

Afghanistan. Quand sortir chercher du bois peut s'avérer fatal.

Une patrouille de la police afghane aux frontières a ouvert le feu sur des villageois qu'elle avait pris pour des insurgés, tuant sept civils, rapporte un responsable de la police afghane.

Ce groupe de villageois était en train de ramasser du bois dans la région de Shorabak, près de la frontière pakistanaise, lorsque la fusillade a eu lieu vendredi matin avant l'aube, a précisé le général Abdul Raziq, commandant de la police aux frontières du sud de l'Afghanistan. Les six officiers impliqués ont été arrêtés et une enquête a été ouverte.

Ils patrouillaient en voiture cette région, très fréquentée des talibans et des contrebandiers, lorsqu'ils ont aperçu ce groupe de sept hommes à environ 400m. Ils ont cru qu'ils étaient sur le point de tomber dans une embuscade et ont donc tiré, a rapporté le général Raziq.

Lorsque les policiers sont allés récupérer les corps, ils ont constaté qu'aucun de ces hommes n'était armé. Lorsqu'ils ont ensuite consulté les habitants d'un village voisin, ces derniers ont confirmé que les sept hommes ne faisaient pas partie d'un groupe rebelle. (AP 06.02)

Je reviens sur l'affaire qui se secoue le NPA.

Vous aurez remarqué avec quel acharnement tous les partis qui comptent le pays (à l'exception du POI jusqu'à présent), l'ensemble des médias se sont déchaînés contre le NPA. Cela me donne envie de le défendre, car au-delà de ce qu'on peut penser du NPA et des désaccords que l'on peut avoir avec ce parti, j'ai l'impression que c'est la lutte contre le capitalisme qu'il représente pour de nombreux jeunes et travailleurs contre laquelle tous ces chiens se sont mis à aboyer en coeur.

Ce sont justement ces donneurs de leçons qui pratiquent un double langage quotidiennement et dont le discours est hypocrite, mensonger, plein de promesses trompeuses, populiste à souhait, qui se permettent de critiquer un des seuls partis en France qui dit haut et fort qu'il faut en finir avec le capitalisme, voilà ce qui doit les emmerder ! Aujourd'hui plus qu'hier au moment où Sarkozy a besoin d'un consensus le plus large possible pour faire passer son projet scélérat contre nos retraites, de l'UMP au PCF en passant par le PS et le PG, il faut préciser.

Dans une interview à l'agence Reuters du 7 février, un de ces intellectuels inféodés au régime, l'historien et directeur de recherches au CNRS, Stéphane Courtois, a fourni une des raisons de ces attaques contre le NPA qui a retenu mon attention : "*La LCR a toujours eu une image féministe et là, ça brouille l'image. Je pense que ça va leur poser un problème*", dit-il, pas seulement apparemment, car en attendant cela pose davantage un problème aux partis godillots de la Ve République ! Que le NPA commence à recruter dans les quartiers populaires, voilà ce qui doit les déranger, c'est insupportable ! Que le NPA s'en tienne aux fonctionnaires et aux classes moyennes et tout ira pour le mieux, le prolétariat doit rester la chasse gardée des autres partis ou abandonné à son triste sort.

Cette vermine d'intellectuel étale son ignorance ou fait preuve de mauvaise foi, mais pas seulement, il exprime aussi une crainte quand il affirme : "*Ils ont voulu faire croire à un parti plus large et tout le monde s'est aperçu qu'ils avaient seulement repeint la LCR*", d'une part, personne n'a jamais cru que le NPA serait fondamentalement différent de la LCR, d'autre part, ce qui les mine, c'est que des groupes de militants ayant une tradition marxiste révolutionnaire aient rejoint le NPA (La Commune, le CRI notamment).

Au-delà, les représentants de la bourgeoisie et ses misérables penseurs appréciaient particulièrement que le NPA soit facilement identifiable et s'en tienne à des critères sociaux aussi flous que le féminisme que tous les partis pouvaient partager et qui minaient par ailleurs son engagement contre le capitalisme, alors si maintenant il y ajoute un élément qu'ils jugent à tort ou à raison contradictoire avec le droit des femmes, le foulard étiqueté islamiste, rien ne va plus, les frontières du NPA sont brouillées, ils ne savent plus au juste à quoi s'en tenir avec ce parti qu'ils entendent contrôler, car c'est cela le véritable objet de leurs critiques, le NPA "*brouille*" l'idée qu'ils se font de ce parti, et qui sait pourrait se transformer en un véritable parti révolutionnaire, ce n'est pas moi qui l'affirme, mais bien eux qui le craignent par dessus-tout, ajoutons, de la même manière qu'ils censurent ou boycottent le POI, alors que les médias ou les plumitifs du régime n'hésitent pas à entretenir des relations avec le FN. La haine qu'ils expriment ainsi envers le NPA, n'est rien d'autre que la haine que leur inspire le prolétariat révolutionnaire, c'est le fin mot de cette polémique.

A propos de Besancenot, cet "historien" a précisé : "*Jusqu'à-là, personne ne l'attaquait. Mélenchon a compris que Besancenot était son adversaire numéro 1*", et non Sarkozy !

Mélenchon le champion de l'opportunisme, le manoeuvrier professionnel aux doubles ou triples casquettes, sénateur élu par ses pairs du PS, député européen PG et demain peut-être élu d'un conseil général grâce au PS-PRG-MRC-Verts, le cumulard des postes à prébendes sonnantes et réverbérantes, qui a pour modèle le Die Linke associé au SPD dans la gestion de la ville de Berlin, n'a aucune légitimité dans le milieu ouvrier qu'il prétend représenter, quand on observe sur quel terrain le PG intervient, on s'aperçoit au premier coup d'oeil qu'en dehors des plates-bandes du NPA qu'il piétine (les sans-papiers par exemple), il n'existe pratiquement pas, le PG n'est qu'un parasite qui vient se greffer sur les autres partis, c'est à la fois sa nature et sa fonction de vampiriser les autres partis pour donner l'impression d'exister. Hier le PS de Mitterrand avec son programme commun avait pour objectif de liquider le PCF, aujourd'hui le PG, cet appendice du PS associé au cadavre puant du stalinisme verrait d'un bon oeil l'élimination du NPA, tout du moins sur le plan électoral, car Mélenchon et le PG ne peuvent exister que sur ce plan-là.

Pour conclure, je rappelle ce que j'ai écrit il y a quelques jours sur cette polémique : le NPA a commis une grave erreur d'appréciation de la situation en présentant une candidate voilée. Ses dirigeants n'ont-ils pas pris conscience de la campagne que cette initiative allait déclencher contre leur parti, inutilement il faut bien préciser.

Si j'avais été membre du NPA je m'y serais opposé, pas pour plaire aux féministes, encore moins pour sanctionner cette militante qui a le droit de porter un foulard ou de croire, mais tout simplement parce qu'elle était stupide, c'est indéniablement une lourde faute politique. La politique ne consiste pas à prendre ses désirs pour la réalité, que cela ait échappé aux dirigeants du NPA en dit plus long que de longs discours sur leur capacité et leur détermination à construire un parti anticapitaliste. Cette erreur de la direction du NPA vient s'ajouter à la crise que traverse ce parti, elle en est un des éléments révélateurs...

Ceci dit, je me range au côté du NPA contre la meute des bonnes consciences qui ont leur part de responsabilité dans la remise en cause depuis des années de la laïcité dans ce pays, car **en principe**, rien n'interdisait au NPA de présenter cette candidate voilée, c'est uniquement la situation politique qui aurait dû les contraindre d'y renoncer.

L'erreur politique du NPA se paie comptant.

1- L'erreur politique du NPA permet au bouledogue Bertrand de donner un cours de laïcité, bravo ! Ce qu'il en pense vraiment par ailleurs nous le savons pertinemment, c'est autre chose.

Je me souviens que ma mère, mes grands-mères, mes tantes portaient souvent un foulard quand elles sortaient, quand elles allaient faire des courses, qu'elles allaient à la poste ou à la mairie, sans que cela pose problème, alors qu'en ville des femmes arboraient des chapeaux, plus modestement à la campagne les paysannes revêtaient un foulard, alors quand Bertrand dit «la religion n'a rien à voir avec une élection», c'est lui qui fait de ce foulard une religion, qui nous invite à orienter nos regards dans la direction de cet objet, que portent aussi des femmes musulmanes ou d'autres origines, les gitanes par exemple, dans les pays d'Europe centrale, etc.

Qu'est-ce que cela peut nous faire qu'une femme porte un foulard ou non, c'est son problème pas le nôtre. Si elle le porte librement, je ne vois pas de quel droit on devrait juger sa tenue vestimentaire, encore moins l'inviter à la corriger.

Le bouledogue Bertrand dans son costard cravate se sent peut-être à l'aise, moi j'aurais plutôt l'impression d'être enfermé dans une camisole de force qui n'a rien à envier à la burqa, qui est le produit de la décomposition de la société, c'est elle qui la produit, je vais le prouver immédiatement.

L'homme qui oblige son épouse à la porter doit craindre quelque part de perdre cette femme, il la traite comme son esclave, c'est par nécessité qu'il agit, la nécessité d'exister qui passe par la domination, la possession, c'est la lutte pour la survie qui se transforme en lutte pour le pouvoir, il se conduit en dictateur chez lui.

Si la lutte pour la survie devient plus difficile et prend une tournure violente, que tout se dégrade dans la société, la fragilité psychologique des hommes peut les entraîner à la folie, ils reportent leurs besoins de domination sur leurs épouses, qui doivent vivre soumises à leur volonté.

Si au contraire la lutte pour la survie devient moins difficile, qu'on se sent plus en sécurité sur le plan social et économique, cette élévation peut satisfaire le besoin de domination des hommes, l'amélioration de leur situation sociale leur donne déjà un certain statut, s'ils peuvent exploiter leurs compétences dans un domaine particulier et mettre au service de la société leurs capacités et en tirer un bénéfice, une satisfaction, ils n'ont plus besoin de harceler leurs compagnes pour avoir l'impression d'exister et d'être respectés. C'est donc un problème social à la base, et non culturel ou religieux.

Le culte de la culture rend fou ! C'est le dernier refuge des ignorants en quête d'identité, de reconnaissance.

La culture qui reflète davantage le passé que le présent ou qui en est son héritière ou encore qui s'en réclame, est réactionnaire le plus souvent, si elle représente plus le passé que le présent, c'est qu'on ne trouve pas son compte ou sa place dans la société actuelle, comment pourrait-il en être autrement dans une société en décomposition, alors on cherche ailleurs, on tourne notre regard dans une autre direction, le futur étant insondable et vain tout espoir d'une vie meilleure sans conscience politique, il ne reste plus que le passé comme repère, le passé avec ses rapports sociaux de nature féodale où s'épanouissaient autrefois la religion qui consacrait la domination des hommes sur les femmes, qui justifiaient les inégalités entre les classes et proclamait divine la soumission du faible au puissant, à l'ordre établi.

Le pendant de la toute puissance de dieu qui écrase l'homme, c'est la toute puissance de l'homme qui écrase à son tour son épouse, ses enfants ou son chien ! C'est dans la nature de l'homme de s'en prendre à plus faible que lui, la religion en a fait un dogme qu'elle entretient. Ici en Inde où je vis entouré quotidiennement de pauvreté ou de misère je peux en mesurer les ravages, chrétiens, musulmans ou hindous méprisent les femmes et le plus pauvre va trouver encore plus pauvre que lui à piétiner, il faut bien qu'il exerce son pouvoir sur quelqu'un à défaut de maîtriser sa propre nature et les rapports sociaux de la société qui demeurent pour lui un mystère.

Élever le statut social des femmes au même niveau que celui des hommes constitue certes un progrès, mais ce n'est pas suffisant pour éliminer cette faiblesse de la nature humaine qui remonte à la nuit des temps, seule l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme permettra de faire disparaître l'exploitation des femmes par les hommes et leur soumission aux hommes. La liberté acquise des femmes en occident est teintée d'hypocrisie ou surfaite, elle ne sert qu'à camoufler que les femmes sont encore plus exploitées que par le passé.

La disparition progressive des sociétés matriarcales a coïncidé avec le développement des forces productives et la naissance des classes sociales distinctes, quand l'homme a commencé à produire au-delà de ses propres besoins et à accumuler des biens, la répartition des rôles étaient partagée jusque là entre hommes et femmes sans que forcément l'un n'ait besoin d'exercer sa domination sur l'autre, ce que la nature leur fournissait suffisait à leur bien-être, c'est seulement à partir du moment où la puissance née de l'accumulation des marchandises s'est manifestée, que les femmes occupées avec leurs enfants ont vu leur statut décroître au profit des hommes dont la plus grande liberté de mouvement permettait de travailler et de produire des richesses...

Maintenant je ne prétends pas que cela explique en totalité la cause du passage du matriarcat au patriarcat et la domination des hommes sur les femmes, le développement des forces productives et la naissance des classes sociales y ont sans doute largement contribué. La maîtrise des moyens de production par le prolétariat, puis l'extinction des classes (et de l'Etat), contribueront d'une manière décisive à

rétablir un équilibre harmonieux entre les hommes et les femmes libérés de toutes leurs chaînes, celles de l'exploitation, mais aussi celles de l'ignorance et de l'obscurantisme, la religion n'aura plus aucune raison d'être et disparaîtra dans l'indifférence générale. (A suivre)

2 - Le NPA donne l'occasion à un député du PS de donner une leçon de marxisme, alors que son parti l'ignore superbement ou ne l'a jamais adopté, et ceux qui l'ont approché un jour le piétinent quotidiennement. Voilà un service rendu à notre cause, merci le NPA !

L'allié objectif de l'UMP par la voix de la députée socialiste de Moselle, Aurélie Filippetti, déplore «une dérive idéologique totale» du NPA et a appelé le parti de Besancenot «à relire Marx». Et de citer le philosophe, sur Canal+ : «*la religion c'est l'opium du peuple.*» «*Peut-être qu'il faudrait leur rappeler que les ouvriers en France, ils n'ont pas besoin qu'on leur dise d'aller lire le Coran ou la Bible ou que sais-je*», s'est-elle agacée. (Libération.fr 07.02) La constitution de la Ve République suffit !

C'est marrant, j'avais cru comprendre que le PS remplissait également ce rôle auprès d'une partie de la population, de moins en moins et c'est une bonne chose, le voile des illusions est en train de se dissoudre dans les contradictions de la société qui éclatent. Les masques tombent, alors en dernier recours on fait feu de tout bois, de Gandhi à Marx tout est bon à prendre, pas toujours directement, on ne rend pas hommage directement au régime de Vichy, mais on met en place un ministère qui en est digne, par exemple, pour ce qui est de l'UMP. Quant au PS, si les jeunes sont intoxiqués de la religion, c'est peut-être grâce à J. Lang qui a relancé le financement sur fonds publics des écoles privées sachant que la plupart étaient confessionnelles ou encore Jospin ! La religion, l'opium de Delors et de bien d'autres bigots du PS, c'est l'Union européenne que Marx aurait sans doute appréciée !

Les altermondialistes ou l'impasse-impuissance du gauchisme aboutit à la collaboration de classes. Un exemple.

1er acte -Vendredi 5 février, une cinquantaine de militants altermondialistes venus des cinq continents ont bruyamment manifesté devant le siège de Veolia Environnement, avenue Kléber, à Paris.

2e acte - Ils n'acceptent pas qu'un cadre du privé préside un conseil d'intérêt public et demandaient la démission de Loïc Fauchon, cadre de la multinationale qui préside le Conseil mondial de l'eau.

3e acte - Ils n'ont pas réussi à pénétrer dans les locaux du groupe comme ils l'avaient initialement projeté.

4e acte et fin - Ils ont obtenu qu'une délégation soit reçue pour débattre des enjeux public-privé sur la gestion de l'eau. (Rue89 06.02)

Conclusion : A une cinquantaine de personnes (les masses quoi !) et c'était prévisible (sic !) ils n'ont obtenu ni la démission de L. Fauchon ni de pénétrer dans les locaux de Véolia, ils n'ont rien remis en cause, la privatisation de l'eau, et pour finir ils ont accepté de "débattre" avec des dirigeants de cette multinationale, ce qui revient à légitimer Véolia et la privatisation de l'eau, exactement comme le font les dirigeants syndicaux qui acceptent le dialogue social avec le gouvernement et le patronat.

Un coup dans l'eau inutile, pire, nuisible, car ces gens-là donnent l'impression d'être de furieux anticapitalistes alors qu'en réalité ils y sont totalement subordonnés ; comment pourrait-il en être autrement puisqu'ils rejettent le socialisme et sont incapables de proposer une autre alternative politique au capitalisme. En attendant ils détournent des milliers de jeunes des partis ouvriers, c'est déjà cela de gagner pour le régime... qui finance directement ou indirectement (par le biais des multinationales) le mouvement altermondialiste.

Vous me direz que le régime finance aussi les syndicats et les partis qui ne valent guère mieux par bien des aspects à des degrés divers... Evidemment, c'est tout le problème, c'est peut-être aussi pour cette raison que des jeunes ou des travailleurs atterrissent dans ce genre d'organisations qui instrumentalisent ensuite leur désespoir en les poussant à des actes violents dont ils seront les seuls à payer les frais dans l'indifférence générale.

Le 9 février

Une réponse à un courriel d'un camarade reçu hier. Le ton est léger, je préfère vous prévenir.

Encore une ou deux affaires comme celle du NPA avant le premier tour des régionales et c'est le taux d'abstention qui va l'emporter ! Le climat politique est à vomir en France, comme dans tous les pays quand on y regarde de près. Comment veux-tu que les travailleurs ne soient pas dégoûtés des partis politiques et de la politique après cet étalage de connerie ?

Cela fait un moment que je dis que Besancenot est une marionnette entre les mains de Krivine et cie., il n'est pas à la hauteur, il ne vaut pas plus que Laguiller avec son "travailleurs, travailleuses" repris par Artaud, il est jeune, ce n'est pas un reproche, mais un jeune ne pourra jamais inspirer confiance à des travailleurs, qu'on ne nous raconte pas d'histoires, je me suis fait récemment cette réflexion et elle était pleinement justifiée.

Cela signifie bien que le NPA n'a pas du tout l'intention de construire un parti, en tout cas pas un parti de travailleurs, il sert à attirer des jeunes ou des gauchistes petits-bourgeois déçus du capitalisme, mais qui par leurs positions sociales et les illusions qui les habitent n'ont pas spécialement envie de s'investir à long terme dans la perspective de le renverser, ce qui explique peut-être pourquoi ils sont autant opportunistes, finalement ils ne poursuivent aucun objectif précis au-delà de ceux qui se présentent au petit bonheur la chance, ils sont bien dans la logique de la lutte en soi qui n'est reliée à aucune perspective politique, ceci expliquant cela.

Je pense avoir été clair dans les dernières causeries sur le sujet du foulard de cette étudiante, ils la livrent en pâture aux médias et à la férocité des dirigeants politiques de Bertrand à Mélenchon, elle va en ressortir brisée la pauvre fille, c'est vraiment une bande d'abrutis à la direction du NPA !

Je ne vois pas en quoi porter un foulard sur la tête remettrait en cause le principe de laïcité quand on se présente à une élection et ne le remettrait pas en cause en d'autres circonstances. Parce que les élections ont un caractère politique publique et que dans la sphère publique tout signe distinctif d'appartenance à une religion constituerait une violation de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, quand DSK est en campagne à Sarcelles avec une kipa sur la tête, personne n'y trouve à redire, quand Sarkozy fait allégeance au pape au Vatican, seuls ses propos font l'objet d'une polémique, quand les uns et les autres de l'UMP au PS se rendent à l'église pour rendre un dernier hommage à Seguin, cela ne fait pas un sujet de polémique, quand dans un espace publique par excellence qu'est un tribunal les témoins doivent jurer sur la Bible, qu'est-ce que c'est sinon une atteinte à la laïcité qui se répète des dizaines de milliers de fois par an à travers tout le pays, toute population confondue, et tout le monde trouve cela normal.

Un foulard, ce n'est pas une burqa ou une croix ; la burqa est infâme, quant à la croix, elle pue le martyr des classes dominées depuis l'Antiquité et leur République qui reposait déjà sur l'esclavage, seule la qualité des chaînes à changer depuis, mais les chaînes sont toujours aussi insupportables à porter. Le signe de croix absout tous les péchés dont celui de profiter de la faiblesse des classes qu'on exploite sans vergogne, elle est le signe de reconnaissance de tous ceux qui profitent des inégalités sociales ou qui en sont les victimes ignorantes.

C'est un procès d'intention qu'ils intentent au NPA qui doit bien sagement rester dans ses rails...

En complément à ce que j'ai écrit ce matin, on pourrait dire encore que les uns et les autres ne tiennent peut-être pas non plus à ce que le voile des illusions qui entoure le NPA tombe, dès fois que le POI pourrait récupérer la mise, car en dehors de ce parti, avec certaines réserves bien sûr qui me sont propres et que je n'oblige personne à partager, quel parti peut se targuer de mener une lutte intransigeante contre les conséquences de la crise, aucun. C'est un aspect de cette affaire que je n'avais qu'effleuré ce matin, il faut dire que je rédige mes causeries à main levée, sans brouillon ni sans avoir particulièrement réfléchi à ce que je vais écrire, du coup, un complément s'impose souvent.

Les détracteurs du NPA du Palais au Sénat où siège Mélenchon peuvent craindre aussi que le NPA se radicalise, que la tendance incarnant (avec des lacunes) le marxisme révolutionnaire s'en trouve renforcée et qu'au fil du temps elle influe davantage sur la politique de ce parti, que dans d'autres circonstances cette tendance pourrait mener des batailles au côté du POI sans que la direction du NPA ne puisse l'en empêcher ; un front unique POI-NPA sur des objectifs partiels serait possible et représenterait à leurs yeux un danger réel pour les institutions et le régime. C'est la raison pour laquelle j'avais estimé qu'il ne fallait pas jeter la pierre aux camarades qui avaient rejoint le NPA, car après tout ils sont sincères et combattent davantage sur la base de leurs propres convictions que sur le programme (lequel !) du NPA. A moins qu'ils les virent un jour ou l'autre, c'est en discussion à la direction du NPA j'ai cru comprendre...

Et heureusement que le ridicule ne tue pas : l'Iran fait souvent la Une de l'actualité, même de manière très bref on a tous vu un jour à la télé que dans cette République islamique des femmes qui portent le voile ou un foulard étaient étudiantes à l'université, travaillaient dans des hôpitaux publics, dans des usines ou des laboratoires de recherche, on se demande alors à quoi rime le discours des petits-bourgeois qui se disent féministes et qui prétendent que le voile ou le foulard serait incompatible avec les droits des femmes, autrement dit qu'une femme portant l'un ou l'autre n'aurait aucun droit dans la société, ce que la réalité dément formellement ; que les droits des femmes soient plus évolués en France qu'en Iran par exemple, personne ne le contestera, mais de là à prétendre que les femmes n'existeraient pour ainsi dire pas aux yeux de la société en dehors de leurs époux qui en seraient les propriétaires et les maintiendraient dans un état de soumission totale, c'est faux, ils se décrédibilisent et manquent leur objectif en racontant littéralement n'importe quoi.

La décomposition de la société, le maintien ou le retour à des traditions archaïques héritées de l'époque où sévissaient des régimes féodaux implacables et barbares, l'incapacité de certains peuples de s'en délivrer, coïncide avec le niveau de développement économique et social de la majorité de la société... Je ne sais plus qui disait (Marx ?) que le droit en vigueur dans un pays ne pouvait pas être plus élevé que son niveau économique, qu'il en était le reflet, il en va ainsi en Afghanistan par exemple où le traitement des femmes peut choquer les âmes sensibles, mais qui est parfaitement compréhensible sur le plan politique, compréhensible ne veut pas dire excusable, c'est seulement un constat.

En Afghanistan et dans bien d'autres pays en Asie et en Afrique, des rapports féodaux perdurent, ce sont les classes dominantes qui en sont responsables et qui en profitent largement. Dans ces pays le développement est plus inégal que partout ailleurs dans le monde, la différence entre riches et pauvres ou les classes dominantes et la majorité du peuple atteignent des sommets, elle ne permet pas à ce dernier de se développer, dans aucun domaine, il demeure la proie d'une culture ancestrale basée sur des superstitions, des croyances, il n'a pas les moyens d'accéder à la connaissance, la société telle qu'elle existe le lui interdit. Le cas des femmes et d'une grande partie du peuple en Iran est différent de bien d'autres pays de la région par son histoire au XXe siècle, je n'ai pas le temps ici de traiter davantage ce sujet, ni de l'évolution en cours dans d'autres pays.

On ne trouvera pas une représentante de la bourgeoisie afghane vêtue d'une burqa, les classes dominantes sont évidemment les classes privilégiées sur le plan économiques et sociales, ceux qui veulent interdire la burqa en France ne la porteraient pas ou ne la feraient pas porter non plus à leurs épouses, on est donc en droit de dire qu'ils se placent au côté des classes dominantes qui se permettent de rappeler à la plèbe son devoir républicain ou laïc dévoilant ainsi leur véritable visage, cela vaut pour le PS, le PCF, le PG notamment qui aboient avec les chiens de l'UMP ou du FN, avis aux candidats qui voudraient rejoindre cette meute de réactionnaires.

J'avais commencé à écrire une causerie sur la situation des femmes en Inde, mais je n'ai plus le temps de le compléter, on verra cela une autre fois.

Quelques infos en bref.

S'enrichir sur notre dos ne leur suffit pas, ils nous rançonnent.

Les plaintes auprès de la Médiation bancaire de particuliers, mécontents de la gestion de leur banque, ont atteint en 2008 le niveau record, en hausse de 15,7% par rapport à 2007, selon le bilan annuel publié lundi par la Banque de France.

La gestion des opérations de crédit constitue cependant la principale cause de litige (23% des cas), suivie de près par le fonctionnement du compte de dépôt (22%). Les clients protestent aussi fréquemment contre la tarification des banques (15% des cas), et contre les moyens de paiement (14% des cas), comme les chèques et les cartes de crédit.

En 2008, les médiateurs ont finalement donné raison dans 53% des cas... aux banques, et non pas aux clients mécontents. Seules 30% des requêtes ont abouti à une décision totalement favorable au client, et 17% à une décision partiellement favorable. (lefigaro.fr 08.02)

Des "médiateurs" mis en place par le gouvernement favorables à 83% aux banques, normal ! Les bons comptes font les bons amis : expropriation des banquiers et saisie de tous leurs biens !

Un "bon partenariat"... pour la bonne cause. (lire l'article : *Ventes d'armes : Paris vise le podium mondial en 2010.*)

Le secrétaire américain à la Défense a salué le rôle de la France en Afghanistan, disant qu'il fallait mettre en perspective l'envoi de renforts français plus faibles que ce qu'espérait Washington.

"Il convient (...) de mettre les choses en perspective. Au cours de l'année écoulée, la France a augmenté ses forces en Afghanistan de 30 à 50% et a pris de nouvelles responsabilités sur le théâtre d'opérations", a souligné Robert Gates aux côtés d'Hervé Morin.

"Nous avons un bon partenariat avec la France en Afghanistan et nous nous réjouissons de le poursuivre à l'avenir", a souligné Robert Gates lundi à Paris.

Hervé Morin a souligné de son côté l'effort consenti par la France en deux ans. Il a rappelé que Paris avait envoyé depuis janvier 2008 1.300 hommes de plus sur place. (Reuters 08.02)

Inde.

La croissance de l'économie indienne devrait atteindre 7,2% au cours de l'exercice budgétaire 2009-2010, qui s'achèvera fin mars, annonce le gouvernement.

La production manufacturière, l'un des principaux moteurs de la croissance indienne, devrait augmenter de 8,9% en 2009-2010, a précisé l'Organisation centrale des statistiques indienne.

La production agricole devrait parallèlement diminuer de 0,2% après la pire mousson en 37 ans, qui a amputé la production.

Le PIB indien a crû de 6,7% au cours du dernier exercice budgétaire.

La banque centrale a porté sa prévision d'inflation des prix de gros à 8,5%. (Reuters 08.02)

Avec une inflation à 8,5%, c'est qui qui paient l'aide du gouvernement indien accordée aux banques, c'est qui qui paient la "croissance" ? Nous évidemment ! Le sac de riz de 25 kilos que j'ai payé il y a un mois à 320 roupies en vaut aujourd'hui 400 ! A ce rythme-là, je me paupérise à vue d'oeil, il faut bien que la classe moyenne se développe pour absorber une part croissante de la production sur le dos de la majorité de la population qui est la plus pauvre, et que les classes dominantes continuent de s'enrichir comme si la crise n'existait pas, creusant ainsi davantage les inégalités.

Le 10 février

L'actualité est trop chargée, pas le temps de causer. J'ai téléchargé une grande partie des articles de presse hier soir (en Inde).

J'ai corrigé le lien *Info politique*, en fait le même qu'*Info sociale*. Au départ je n'ai pas cru bon de séparer les deux rubriques car les infos politiques étaient peu nombreuses. J'ai retiré le lien *Editoriaux*, car je n'ai pas le temps d'en écrire.

Un message au camarade P. (ex-PT) qui m'a envoyé un mail avant-hier. Je n'ai pas le temps de le faire, il dispose de plus de contacts que moi, s'il pouvait adresser l'adresse du site à tous les militants CGT dont il a les adresses électroniques, cela m'avancerait, surtout ceux du nord de la France.

Un autre message, au camarade du POI qui doit m'envoyer des documents, je n'ai pas eu le temps de le remercier par avance, je le contacterai quand je les aurai reçus.

Un régime aux abois toujours plus liberticide.

1- En marge de la visite à Marseille du Premier ministre François Fillon ce vendredi, une trentaine de manifestants ont été interpellés et placés en garde à vue pendant quelques heures. Sans motifs apparents.

« Six camions de CRS se sont arrêtés à hauteur du petit groupe avant que les policiers ne rabattent les étudiants contre un mur. Ils ont ensuite procédé à des contrôles d'identité et les ont embarqués par paquets de cinq dans des camions. »

On a appris un peu plus tard dans l'après-midi que les personnes arrêtées étaient des universitaires, étudiants pour la plupart. Cet épisode intervient huit jours après l'interpellation d'un enseignant-chercheur.

Le conseil d'UFR du centre de mathématiques et d'informatique de l'université Aix-Marseille I s'est réuni dans l'après-midi de façon exceptionnelle :

« Trente universitaires qui se dirigeaient ce matin vers le parc du 26e centenaire de Marseille à l'occasion de la visite de M. Fillon ont été arrêtés sans raison par les forces de l'ordre, et maintenus en détention au poste pendant une heure et demie. » (Rue89 09.02)

2- Le préfet de police de Paris a ouvert une enquête administrative après le placement en garde à vue à Paris la semaine dernière d'une adolescente de 14 ans, annonce la préfecture.

La jeune fille a dit sur France Info avoir été arrêtée à son domicile, emmenée au poste en pyjama et placée en garde à vue en cellule pendant dix heures, le tout pour son implication présumée dans une bagarre sur la voie publique.

"Le policier m'a dit 'Maintenant, tu vas arrêter de te foutre de ma gueule, sinon je te prolonge de 24 heures', a-t-elle raconté. (Reuters 09.02)

3- Les députés examinent à partir de mardi le projet de loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (LOPPSI), qui fixe la feuille de route de la police et de la gendarmerie jusqu'en 2013.

Il prévoit de mobiliser 2,5 milliards d'euros au total, répartis sur cinq ans à compter de 2009.

Le projet de loi a en outre été renforcé par l'ajout de plusieurs mesures -sur proposition de députés ou du gouvernement lui-même- lors de son passage devant la commission des Lois de l'Assemblée. (AP 09.02)

L'indignité nationale en quête d'électeurs ou... les Versaillais en quête d'unité nationale.

François Fillon a tenté, lundi 8 février, de sortir le débat sur l'identité nationale de l'enlisement avec une série de mesures dont la mise en œuvre sera strictement encadrée par une sorte de comité des sages.

"Si la montagne accouche ainsi d'une souris, c'est parce que le gouvernement a mal posé le débat dès le départ, parlant, à des fins électoralistes, d'identité nationale plutôt que d'unité nationale", a déclaré Nicolas Dupont-Aignan (Debout la République) dans un communiqué.

Parmi les mesures avancées par Fillon :

- il a indiqué que "*le drapeau tricolore devra être effectivement apposé sur chaque école*" et que "*la déclaration des droits de l'homme et du citoyen (...) devra être présente dans chaque classe*".

- il souhaite également "*renforcer le programme de l'enseignement civique dans les collèges et dans les lycées*".

- il a évoqué la mise en place d'ici la rentrée prochaine d'un "*cahier du jeune citoyen*", dont l'objectif sera "*d'accompagner du primaire au lycée la formation civique des jeunes générations et de mieux les préparer à l'exercice futur de leurs responsabilités*".

- l'accès à la nationalité française, par naturalisation ou par acquisition, sera "*rendu plus solennel par la pratique systématique des cérémonies d'accueil*", au cours desquelles une "*charte des droits et des devoirs*" devra être signée devant une autorité publique.

Lundi lors d'un séminaire gouvernemental à Matignon qui avait pour fonction de clore la première partie du débat sur l'identité nationale, il a estimé "*qu'une étape sur le chemin qui doit nous conduire à renforcer notre pacte national*". (AP 09.02) Il voulait dire le consensus qui existe entre l'UMP et tous les partisans du maintien des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

Commentaire.

1- Le "*cahier du jeune citoyen*" et l'instruction civique aura pour fonction de préparer la jeunesse à se subordonner à l'ordre établi et aux institutions de la Ve République. S'il devait s'accompagner de commentaires sur le comportement de l'élève, il ressemblerait au cahier destiné aux travailleurs par le régime de Vichy.

2- Le drapeau tricolore est celui des assassins de la Commune de Paris, il n'est pas le nôtre et ne le sera jamais.

3- la déclaration des droits de l'homme et du citoyen est un document qui légitime la domination de classe de la bourgeoisie sur la classe ouvrière, mieux la domination de dieu sur les hommes.

D'une part il est écrit dans son préambule que "*l'Assemblée Nationale reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les droits suivants de l'Homme et du Citoyen*", d'autre part, l'article 6 stipule que "*La Loi est l'expression de la volonté générale*" niant l'existence des classes sociales dont les intérêts sont antinomiques et inconciliables.

Pire encore, l'article 1 stipule que "*Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune*", alors qu'il y en a qui naissent avec une cuillère en argent dans la bouche et d'autres peuvent crever de faim d'une part, d'autre part cet article reconnaît implicitement "*l'utilité commune*" des patrons, des banquiers, des traders, des actionnaires et des administrateurs des conseils d'administration, des notaires, etc. qui sont des parasites qui vivent sur le dos des travailleurs qu'ils exploitent.

Toujours pire, l'article 12 fait l'apologie de l'appareil militaro-policié de l'Etat bourgeois : "*La garantie des droits de l'Homme et du Citoyen nécessite une force publique : cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux auxquels elle est confiée*"., alors que sa principale fonction est d'interdire toute remise en cause de la propriété privée des moyens de production. A l'article 2, il est précisé que parmi les "*droits naturels et imprescriptibles de l'Homme*" se trouve "*la propriété*", il faut entendre pas là : la propriété de ceux qui possèdent quelque chose : des terres, des entreprises, de l'or, des biens acquis par l'exploitation des générations passées ou par d'autres moyens comme les guerres de rapine.

Bref, la Constitution de la Ve République s'inscrit dans la continuité de *La déclaration des droits de l'homme et du citoyen* à laquelle elle renvoie... Adhérer à la seconde quand on est jeune préparera utilement à adhérer à la première quand on sera en âge de voter... pour un parti institutionnel évidemment.

C'est fou ce que le pouvoir recelle de "sages" !

Contradiction et crise au sommet de l'Etat, suite.

La dette publique s'emballa et pas seulement à cause de la crise, s'inquiète la Cour des comptes dans son rapport 2010 publié mardi. Elle pointe du doigt une hausse des dépenses publiques mais aussi la baisse de la TVA dans la restauration.

Le grand emprunt de 35 milliards d'euros "ne peut qu'aggraver cette perspective", écrit la Cour des comptes dans la synthèse de son rapport.

Le déficit public est passé de 3,4% du PIB en 2008 à environ 8% en 2009. "*Moins de la moitié de ce déficit (...) résulte de la crise économique*", estime la Cour. La récession a certes fait baisser les recettes publiques et augmenter les allocations chômage; elle a en outre

nécessité des mesures de relance.

Dans un communiqué, le ministre du Budget Eric Woerth estime "*que la crise explique la totalité de la dégradation du déficit public entre 2008 et 2009, et non pas seulement quatre points de PIB*". (AP 09.02)

Sarkozy et sa politique antisociale rejetée.

La politique du gouvernement à l'égard de la fonction publique et des fonctionnaires est jugée mauvaise par 57% des Français, à en croire un sondage BVA pour les Echos, BFM TV et la Tribune.

Les Français se disent par ailleurs à 64% pessimistes sur l'avenir de l'économie de leur pays, deux points de plus qu'en janvier, malgré l'intervention télévisée de deux heures de Nicolas Sarkozy sur TF1, fin janvier.

Sur le dossier des chômeurs qui arriveront en fin de droits cette année, 55% des personnes interrogées y voient un signe de la crise, mais 40% l'imputent au gouvernement qui "*mène des réformes conduisant à l'exclusion*". (Reuters 09.02)

France Télécom, une entreprise mortifère.

Un employé de France-Télécom, âgé de 52 ans, s'est donné la mort le 26 janvier dernier, a-t-on appris mardi auprès de la direction. Il s'agit du troisième suicide dans l'entreprise depuis le début de l'année, précise-t-on de source syndicale.

Cet employé qui travaillait comme téléconseiller à Hirson (Aisne) est le 35e suicidés en deux ans de cette entreprise. (AP 09.02)

N'aurait-il pas mérité de prendre sa retraite à 50 ans ?

L'UE toujours a la recherche d'une légitimité.

1- Plus de trois Français sur quatre (77%) estiment que l'Union européenne est "*indispensable pour répondre aux défis mondiaux*", selon une enquête Eurobaromètre publiée mardi qui note également "*la persistance d'une inquiétude économique et sociale*".

Les Français restent, selon l'enquête, plus réservés sur la mondialisation que la plupart des Européens: 70% la jugent comme une menace pour l'emploi et les entreprises en France, et 71% estiment qu'elle rend nécessaire des règles communes au niveau mondial. (AP 09.02)

En période de crise la population se sent plus forte en ayant le sentiment d'appartenir à un espace plus vaste et plus peuplé, elle ne plébiscite pas pour autant une institution qu'elle a rejeté systématiquement au cours des dernières élections. Pour elle, la distinction entre Europe et Union européenne n'est pas claire, c'est cette confusion et son aspiration à vivre en paix qui a permis aux partisans de l'UE de tromper les peuples sur la véritable nature et les objectifs de l'UE.

2- La nouvelle Commission européenne présidée par José Manuel Barroso a été investie mardi par le Parlement européen pour un mandat de cinq ans. (AP 09.02)

Des commissaires européens désignés par les chefs d'Etat des 27 pays de l'UE et qui représentent les intérêts du capitalisme mondial, donc non élus, dictent leurs lois ou directives à des députés qui les entérinent ensuite. Leur légitimité repose sur l'ignorance de la population que les chefs d'Etat sont les représentants du capitalisme et non de la société dans son ensemble d'une part, et d'autre part qu'ils détiennent ce pouvoir uniquement de la constitution de leur Etat respectif qui a été modelé de façon à perpétuer les rapports sociaux d'exploitation, au profit des classes dominantes qui constituent une infime minorité de la population.

Policier et franc-maçon : même combat !

Bruno Beschizza, secrétaire général du syndicat de policiers Synergie, vient de découvrir avec beaucoup de gêne que son entrée tonitruante en politique ne lui permettait plus de conserver son jardin secret maçonnique. Apprenant sa candidature aux élections régionales, des frères de Seine-Saint-Denis se sont amusés peu discrètement de la belle prise de l'UMP Valérie Pécresse pour diriger sa liste du département.

C'est que Beschizza a été initié au Grand orient (GO) en 2000, où il est devenu vénérable maître en 2004 et a fréquenté deux loges franciliennes. Il a ensuite quitté le GO en 2008, pour rejoindre, avec d'autres frères, la Grande loge de France, une obédience plus spiritualiste et moins progressiste que le GO.

Jusqu'à présent, lorsque des journalistes l'interrogeaient sur ce sujet, Beschizza niait toujours son appartenance à la franc-maçonnerie. Questionné par L'Express, il invoque d'abord le droit au respect de sa vie privée – "*Mes parents ne sont même pas au courant*", dit-il- avant de reconnaître que sa candidature politique a changé la donne : "*Il n'est pas question que je mente: je vous confirme donc l'information, un*

peu la mort dans l'âme, même s'il n'y a rien de honteux à évoquer ma fréquentation d'une loge, indique Beschizza. Mais ceux qui vous ont parlé me font une belle saloperie."

"*Je suis certain de ne pas avoir été balancé par Philippe Guglielmi*", ajoute-t-il. Le premier secrétaire de la fédération socialiste du 93 et ancien grand maître du GO se trouve en troisième position sur la liste PS. Une telle information pouvait-elle rester secrète bien longtemps alors que, dans la police, la proportion de "frères trois points" demeure particulièrement forte ? (Lexpress.fr 09.02)

Pas vraiment surréaliste de retrouver autour d'une table pour discuter de notre sort, un "*trotskistes*" (CCI-POI), un flic membre de l'UMP qui pourrait tout aussi bien être au FN, une dirigeante du PS, ajoutons un membre du PCF et quelques patrons et la table est au complet. Ce serait une insulte envers André Breton de dire qu'il y a quelque chose de surréaliste dans ce tableau. Personnellement, j'ai perdu ma meilleure amie le jour où elle a adhéré à une loge, ex-militante de l'OCI, elle est devenue méconnaissable, à part cela la franc-maçonnerie n'aurait rien d'une secte... L'opacité qui entoure la franc-maçonnerie et commune au fonctionnement de tous les partis, un autre point commun.

Quand la collaboration de classes permet de cumuler avantages et retraites.

La Cour des comptes met en cause «*les avantages significatifs* » dont bénéficient les 810 bénéficiaires actuels du Conseil économique, social et environnemental (CESE).

La caisse de retraite des anciens membres du CESE, créé en 1957 et financé à hauteur de 15 % par les cotisations de ses futurs bénéficiaires, accuse un déficit qui a triplé en trois ans et atteint 4 millions d'euros en 2008, soit 40 % de ses dépenses.

L'équilibre est notamment assuré depuis deux ans par un apport de 3 millions dans le fonds de réserve de la caisse dont la valorisation a fondu de 17 % en 2008. «*Si aucune mesure n'est prise, le fonds de réserve pourrait disparaître à horizon 2013, s'alarme la Cour des comptes. Le paiement des pensions dues ne pouvant plus être assuré, la charge ne manquerait pas alors de peser directement sur le seul budget de l'État*». Et les sages de chiffrer la note à payer pour l'État à 218 millions au titre des droits acquis par 1.086 personnes.

La Cour des comptes met notamment en cause «*les avantages significatifs* » dont bénéficient les 810 bénéficiaires actuels : faible cotisation ; droit à la retraite à 60 ans après 5 ans de mandat et 10 de cotisations mais aussi «*allocation viagère*» proportionnelle au temps de mandat pour les autres; bonification substantielle et majoration de la pension pour les femmes ayant eu des enfants; ou encore taux d'annuité plus favorable que dans la fonction publique d'État... (Lefigaro.fr 09.02)

On comprend pourquoi syndicalistes et membres des partis politiques (de l'UMP au PCF ou encore "*trotskistes*") se bousculent au portillon pour en faire partie.

A propos du nabot et son clone en quête d'identité...

Besson en coulisses RMC ce matin : "*Sarkozy a raison: les médias il faut les passer à la kalachnikov*", a écrit ce matin, Christophe Jakubyszyn, le rédacteur en chef de RMC.

Contactée par Le Post, l'assistante de Jean-Jacques Bourdin présente à ce moment-là, raconte : "*C'était 5 minutes avant l'antenne. Besson a immédiatement rajouté: 'je plaisante', avec un sourire...*".

Le contexte de ce off? "*Je vais l'accueillir avec d'autres journalistes, dont un de l'Express notamment. On regardait BFM. C'était la revue de presse. En voyant la Une des journaux (qui n'étaient pas tendres avec le ministre au lendemain des annonces de Fillon sur l'identité nationale, ndr), il rit jaune et sort cette phrase*", raconte Christophe Jakubyszyn.

Comment ont réagi les journalistes présents? "*Ça a jeté un froid. Un journaliste lui a demandé pourquoi il faisait référence à Sarkozy, c'est là qu'il a rajouté: je plaisante*", explique la journaliste de RMC.

Pour autant, la référence à Nicolas Sarkozy n'est pas anodine. Comme le chef de l'Etat, Besson joue la proximité et même la provocation avec les journalistes. En octobre, dans un article intitulé "*La Face cachée d'Eric Besson*", L'Express écrivait à propos de Besson : "*Il a fait de Nicolas Sarkozy son modèle. (...) Sa méthode? S'inspirer du président. Le copier. Lui ressembler*". (Lepost.09.02)

Quand leur République fait peur à l'un des siens.

Actuellement inquiété dans une affaire de corruption, le sénateur UMP des Alpes-Maritimes, René Vestri, raconte par le menu sa garde à vue.

C'était en 2007, dans une affaire de détournement d'argent public. Relaxé des chefs d'inculpations à son encontre en novembre dernier, il a raconté sur Public Sénat sa « peur » et son expérience : « *Quand on rentre dans un endroit ou on vous jette une couverture dans laquelle le*

précèdent a vomit, lorsque vous entrez dans un cachot maculé d'excréments, avec des gens qui ont fait leur besoin, (...) oui, on peut avoir peur ». (Lepost.09.02)

Quand le gouvernement aide les industriels à se restructurer et licencier ou les bienfaits des Etats généraux de l'industrie.

Fragiles, les sous-traitants et les équipementiers français pourraient encore avoir à supprimer plus de 40.000 emplois si rien n'était fait pour redresser la situation. C'est ce qu'a souligné, le 20 novembre dernier, le rapport d'une Commission de soutien aux sous-traitants, mise sur pied à la demande du ministre de l'Industrie Christian Estrosi, selon une information du journal Les Echos daté de lundi.

Chez les équipementiers automobiles, qui travaillent directement pour les constructeurs, les surcapacités atteindraient 14.000 emplois et même 25.000 chez les sous-traitants. Les filières de la plasturgie, du caoutchouc et du moulage-outillage pourraient avoir à mener les plus grosses restructurations, dans un contexte de crise marqué par la baisse continue de la production automobile en France. En 2009, déjà, environ 35.000 emplois ont été supprimés chez les équipementiers et les sous-traitants, pour tomber à 265.000 en décembre, toujours selon la Commission de soutien aux sous-traitants de l'automobile.

Au ministère de l'Industrie, on se félicite de la capacité d'anticipation du ministre, qui a permis d'établir ce diagnostic et de tenter d'apporter des remèdes. Dès le 24 novembre, Christian Estrosi a en effet arrêté un certain nombre de mesures destinées à soutenir les sous-traitants de la filière, après le pacte automobile de février qui avait ciblé les constructeurs, fait-on valoir.

Christian Estrosi a ainsi rappelé, lundi, sur France Info, qu'un "*fonds d'aide de 50 millions d'euros*" devait favoriser les investissements. Ce fonds est abondé par le gouvernement, les constructeurs et les grands équipementiers, tels Valeo, Faurecia, Plastic Omnium, etc. Outre cette aide financière, des facilités de financement pour les PME de l'automobile sont aussi prévues grâce à la banque Oséo et au Fonds stratégique d'investissement, crée il y a un an par le gouvernement pour aider les entreprises à traverser la crise.

Dominique Chauvin, de la CFE-CGC, estime que ces mesures décidées en concertation avec les forces syndicales vont dans le bon sens, notamment "*la simplification administrative*" pour obtenir des financements. (LePoint.fr .08.02)

On a compris que le "*fonds d'aide*" aux entreprises en difficulté leur servait à licencier des dizaines de milliers d'ouvriers. Qu'un syndicaliste de la CGC s'en félicite ne nous surprend pas.

Recapitalisation contre licenciements.

1- La compagnie aérienne scandinave SAS a annoncé mardi la suppression de 700 emplois sur deux ans et une augmentation de capital de 494 millions d'euros afin de réaliser des économies supplémentaires de 2 milliards de couronnes dans le cadre d'un plan lancé l'an dernier. SAS, détenu à 50% par les gouvernements scandinaves, avait annoncé l'an dernier un plan de restructuration comprenant la réduction de 40% des effectifs et une augmentation de capital de 593 millions d'euros. (AP 09.02)

2- Opel, la filiale européenne de General Motors, prévoit 8.300 suppressions de postes, et pour financer sa restructuration qui doit se monter à 11 milliards d'euros d'investissements et est censée assurer son retour à l'équilibre l'an prochain, a demandé 1,5 milliard d'euros d'aides publiques à l'Allemagne.

Son directeur général d'Opel Nick Reilly a précisé que le constructeur demanderait 1,2 milliard d'euros supplémentaires au Royaume-Uni, à l'Espagne, à la Pologne et à l'Autriche.

GM s'est dit prêt à participer au financement de la restructuration à hauteur de 600 millions d'euros. Un porte-parole a déclaré que ce montant correspondait au remboursement d'un prêt relais accordé par l'Allemagne à Opel pendant la période où le groupe américain s'était placé sous le régime des faillites aux Etats-Unis. (Reuters 09.02)

Ces 600 millions d'euros ont notamment servi à licencier des dizaines de milliers d'ouvriers américains.

Banque et Bourse.

1- La première banque suisse UBS a renoué avec les bénéfices au quatrième trimestre 2009, après quatre trimestres consécutifs de pertes importantes.

UBS explique mardi dans un communiqué avoir enregistré un bénéfice net de 821 millions d'euros, après une perte nette de 6,5 milliards d'euros, il y a tout juste un an, au quatrième trimestre 2008.

La banque finit ainsi l'année 2009 sur une perte nette de 1,9 milliard d'euros. Et les retraits d'argent ont dépassé les 100 milliards d'euros sur l'année, un phénomène dû partiellement à l'amnistie fiscale en Italie et beaucoup au litige qui l'oppose aux Etats-Unis. Fin décembre, UBS gérait un fonds de quelque 1.521 milliards d'euros, (2.089 milliards de dollars).

Que les chiffres soient finalement meilleurs que prévus s'expliquent en partie par le crédit d'impôt dont a bénéficié la banque au quatrième trimestre. Et les analystes de la Banque cantonale de Zurich l'attribuent également à une baisse de ses provisions pour risque.

Ces 12 derniers mois, UBS a réduit ses effectifs de 16%, avec 3.790 personnes en moins, sur un total de plus de 65.000, diminué ses coûts fixes de 13,6 milliards d'euros, et mis en place un plan d'économies.

Parallèlement, la banque a annoncé fin janvier vouloir verser 2 milliards d'euros de bonus à ses employés. (AP 09.02)

2- NYSE Euronext, le groupe boursier transatlantique enregistre un bénéfice (151 millions de dollars) en hausse de 10% au quatrième trimestre. Sur l'année 2009, il est en baisse de 30%.

NYSE Euronext a enregistré en 2009, un bénéfice net en baisse de 30% à 533 millions de dollars (388 millions d'euros) (JDF 09.02)

OGM

1- Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, veut relancer le processus d'autorisation de la culture de deux OGM controversés très vite après la prise de fonctions de sa nouvelle équipe, la semaine prochaine, ont assuré à l'AFP plusieurs sources européennes. "*L'autorisation de la culture du maïs MON810 et de la pomme de terre Amflora est une de ses priorités*", a confié une source au sein de l'exécutif bruxellois, sous couvert de l'anonymat. "*Il veut aller vite pour se débarrasser de ce problème qui lui a pourri son premier mandat*", a confirmé un responsable européen.

La première réunion de la nouvelle Commission est prévue le 17 février, "*mais le programme de travail est encore en cours d'élaboration*", a précisé la porte-parole, Pia Ahrenkilde Hansen. Monsanto attend le renouvellement de l'autorisation pour la culture du MON810, seul OGM cultivé à ce jour dans l'UE, et la société BASF bataille pour sa pomme de terre. D'énormes intérêts financiers sont en jeu. BASF estime entre 30 et 40 millions d'euros par an les revenus dégagés par Amflora, si sa culture est autorisée.

"*Barroso ne raisonne qu'en termes de marchés et de relations commerciales*", a souligné le responsable européen. "*Il se fonde sur les avis scientifiques qui disent que ces OGM ne présentent pas de risques pour la santé, mais ne se préoccupe pas des possibles conséquences à long terme sur l'environnement*", a déploré la source au sein de la Commission. Le départ de Stavros Dimas, commissaire à l'environnement opposé à la culture des OGM, facilite la tâche à M. Barroso. Mais il doit tenir compte des réticences des Etats. Six pays, dont la France et l'Allemagne, ont interdit la culture du MON810, et onze Etats ont demandé à pouvoir interdire toutes les cultures d'OGM. (Lemonde.fr et AFP 08.02)

2- L'Inde a arrêté mardi la production d'aubergines génétiquement modifiées, la première du genre pour ce légume, tant que d'autres études n'auront pas été menées, afin de garantir au consommateur que celles-ci ne mettent pas en danger sa santé, a expliqué le ministre indien de l'Environnement, Jairam Ramesh.

Une commission gouvernementale indienne avait autorisé la commercialisation de ce plant résistant aux insectes en octobre dernier.

"*C'est mon devoir d'être prudent, d'appliquer le principe de précaution et de décréter un moratoire*", a déclaré M. Ramesh. "*Pour la satisfaction du public et des professionnels*". Les détracteurs des OGM disent que ceux-ci menacent la santé des consommateurs, ainsi que la biodiversité des terres cultivées. Ils dénoncent aussi le surplus d'endettement que le développement des OGM entraîne pour les agriculteurs. (AP 09.02)

Costa-Rica.

Candidate du Parti de libération nationale (PLN, centre-droit) au pouvoir, Laura Chinchilla, 50 ans a recueilli 47% des suffrages.

En franchissant le seuil des 40% de voix, Mme Chinchilla l'a emporté dès le premier tour.

Faute de majorité au Congrès, Mme Chinchilla risquerait d'avoir du mal à mener à bien des réformes fiscales controversées et la libéralisation du secteur énergétique, a estimé lundi Heather Berkman du cabinet d'analyse politique Eurasia Group.

Mariée et mère d'un adolescent, la nouvelle présidente est opposée à l'avortement et au mariage homosexuel.

Laura Chinchilla, qui prêtera serment en mai, a promis durant la campagne électorale de poursuivre la politique de libéralisation économique menée par le président Arias, prix Nobel de la paix 1987 et fervent défenseur du libéralisme économique.

La plupart des Costaricains étaient peu disposés à remettre en cause le statu quo dans ce pays considéré comme le plus stable d'Amérique centrale, politiquement et économiquement. Malgré la crise et une délinquance en hausse, les habitants y jouissent de salaires relativement

élevés, d'une espérance de vie élevée, d'une industrie écotouristique florissante et sont quasiment tous alphabétisés.

L'autre particularité du Costa Rica, pays de quelque 4,2 millions d'habitants, est d'avoir supprimé l'armée dans sa Constitution de 1949. C'est une garde civile qui assure le maintien de l'ordre et de la sécurité. (AP 08.02)

René Préal élu Président en Haïti avec 48% des voix, Chinchilla élue au Costa-Rica avec 47%, pendant qu'ils y sont, les grands de ce monde devraient carrément supprimer le second tour et déclarer élu le candidat qui a obtenu le plus de voix sans se soucier de son score ou de l'abstention, ce serait plus simple, aucun d'entre eux ne pourrait revendiquer la moindre légitimité...

Venezuela. Le "socialisme du XXIe siècle" déjà en panne ?

Le président Hugo Chavez a signé lundi un décret déclarant l'urgence énergétique au Venezuela afin d'aider le gouvernement à assouplir les réductions d'énergie. *"Nous y travaillons parce que c'est nécessaire. La vérité, c'est que c'est une urgence"*, a déclaré lundi Hugo Chavez.

D'après ce décret, les Vénézuéliens qui consomment plus de 500kWh d'électricité par mois doivent réduire leur consommation de 10% ou devront régler une augmentation de 75%. Ceux qui augmenteront leur consommation de 10% devront subir une hausse de 100%. (AP 09.02)

Chavez ne peut pas indemniser à coups de milliards de dollars les capitalistes qu'ils exproprient, acheter des armes à-tout-va et investir dans les infrastructures du pays, éradiquer la pauvreté...

Iran.

Malgré la menace renouvelée d'un nouveau durcissement du régime de sanctions des Nations unies, l'Iran a débuté l'enrichissement de l'uranium destiné à sa centrale de recherche, sous le contrôle de l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), a annoncé mardi la télévision officielle iranienne.

Le chef de l'agence iranienne à l'énergie atomique Ali Akbar Salehi a toutefois affirmé que l'Iran ne procéderait pas à cet enrichissement de ses stocks si les puissances occidentales lui fournissaient le combustible -ce que propose l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) soutenue par les Six (USA, Russie, Chine, Grande-Bretagne, France et Allemagne). *"Dès qu'elles nous fourniront du carburant, nous arrêterons la production de (l'uranium NDRL) 20%"*, a-t-il déclaré lundi soir à la télévision d'Etat. (AP 09.02)

Il faut noter que l'uranium doit être enrichi non pas à 20 mais à 80% pour être utilisé dans une bombe ou un missile.

Le 11 février

Demain je mettrai simultanément en ligne une interview de Lakshmi Mittal et un article portant sur un accord intervenu entre la direction du site ArcelorMittal de Fos-sur-Mer et les syndicats CFTC, CGC et FO.

Nous verrons avec quel cynisme Lakshmi Mittal analyse la situation, c'est un capitaliste heureux, sa société a enfin renoué avec les bénéfiques, en revanche les ouvriers de Fos-sur-Mer peuvent être amers, à l'exception de la CGT, les trois syndicats cités ont accepté une hausse des salaires de... 1% et une prime de 200 euros pour 2010 ! Sans eux que deviendrait le capitalisme ?

On passe directement aux infos en bref.

Quand des putes soumises au régime dévoile leur connerie.

L'association Ni putes, ni soumises entend porter plainte contre le NPA, qui a inscrit sur sa liste pour les régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur une candidate voilée . *"Il n'est pas question d'arborer un symbole religieux alors qu'on a, en tant qu'élue, une obligation de neutralité et de réserve"*, estime Sihem Habchi, la présidente de cette association, qui s'explique auprès du point.fr. *"D'autant que cette jeune femme a bien insisté sur le fait qu'elle resterait voilée une fois élue."* (lepoint.fr 10.02)

Réponse d'un internaute : *"Ni putes ni soumises une association qui se dit défendre les femmes qui ont un problème ? Mais la candidate du NPA avec son foulard qui lui va si bien n'est pas en danger. Elle est libre alors chères avocates de l'asso ni P ni S, laissez la en paix et trouvez-vous autre chose pour vous faire de la pub gratuite dans les médias et pensez un peu aux libertés des autres. Sauf si vous avez dent contre ce parti, et là il vous un Psi et non un avocat."*

Magueswary (mon épouse) est hindoue, elle est mariée, elle est de nationalité française d'origine indienne depuis 1993. Elle porte en

permanence (jour et nuit) un point sur le front dans le prolongement du nez un peu au-dessus du niveau des yeux, au Tamil Nadu toutes les femmes mariées hindoues le porte, les musulmanes ne le portent pas, quant aux chrétiennes ou aux athées s'ils en existent, elles en portent un parfois, davantage comme on porte un tatouage, du coup, on reconnaît une femme hindoue à ce signe distinctif.

Question : Est-ce que ces putes voudraient interdire à mon épouse de porter ce point sur son front lorsqu'elle se rend à la mairie, parce qu'il serait un signe distinctif de son appartenance à la religion hindoue ? Voudraient-ils lui interdire l'accès à ce lieu public ? Elle ne fait pas de prosélytisme, elle porte ce point sur son front comme d'autres femmes se maquillent. Et si demain elle s'engageait dans un parti, devrait-elle divorcer, les femmes hindoues divorcées ou veuves ne le porte pas ? C'est grave docteur un tel niveau d'intolérance pour paraphraser notre internaute anonyme !

Dans de très nombreux pays dans le monde, dans les parlements et les gouvernement siègent des femmes athées ou croyantes de toutes confessions sans que cela ne pose de problèmes à quiconque. Ces putes qui jouent les vierges effarouchées et qui doivent être en vérité des femmes frustrées, des femmes "mal baisées" comme l'on dit vulgairement, voudraient-elles intenter un procès à toutes ces femmes ? On les attend au tournant. Qu'elles s'occupent de ce qui leur est le plus cher et qu'elle cesse de nous emmerder ! On en deviendrait vulgaire à la fin, et dire que ces tarées sont en odeur de sainteté au Palais, pas étonnant de la part de La Talonnette, qu'est-ce que croyez, cela réhausse son prestige !

Production industrielle. Une "chute historique".

La production manufacturière a baissé de 0,8% au cours du dernier mois de l'année, et celle de novembre, initialement annoncée en hausse de 1,6%, a été révisée à +0,8%, selon les données publiées vendredi par l'Insee.

La production manufacturière du dernier trimestre 2009 a été inférieure de 4,6% à la production des trois derniers mois de 2008 et elle se situe à 12,2% en-deçà des plus hauts atteints au deuxième trimestre 2008, avant la crise, souligne l'Insee dans son communiqué.

Sur l'ensemble de 2009, sa baisse moyenne a été de 11,9% après déjà un recul de 2,4% en 2008, calcule pour sa part Marc Touati, économiste chez Global Equities.

"C'est une chute historique jamais réalisée depuis que cette statistique existe en France", note-t-il. Pendant la précédente grande récession, la production avait reculé de 1,9% en 1993 et de 4,1% en 1994, rappelle-t-il.

Les chiffres de décembre ont une nouvelle fois reflété la volatilité du secteur automobile (-2,1%) mais la production a aussi diminué dans les équipements électriques, électroniques et informatiques (-1,4%) et dans les autres industries (-0,8%).

Un recul de 7,9% des "autres matériels de transport" (constructions navale, aéronautique et ferroviaire) a entraîné une baisse totale de 4,7% de la catégorie des matériels de transport, où figure l'automobile.

"A deux ou trois exceptions près, tout a baissé et cela montre que le redressement reste difficile et erratique", commente Jean-Louis Mourier, économiste chez Aurel BGC.

"Il n'y a pas de risque de rechute récessionniste ("double dip") mais cela peut remettre en cause les scénarios les plus optimistes d'une accélération continue de l'activité et le discours prudent de la BCE s'en trouve conforté", ajoute-t-il. (Reuters 09.02)

Etats-Unis. La Réserve fédérale américain face à un dilemme.

La banque centrale a injecté plus de 1.000 milliards de dollars (730 milliards d'euros) dans l'économie après avoir ramené ses taux quasiment à zéro pour combattre la crise financière et la récession.

"Même si, aujourd'hui, l'économie américaine continue d'avoir besoin du soutien de politiques monétaires très accommodantes, à un moment donné, la Réserve fédérale devra durcir les conditions financières", a dit Ben Bernanke dans un discours rédigé en vue d'une audition par une commission de la Chambre des représentants.

Wall Street a immédiatement accusé le coup de la publication du discours, passant dans le rouge quelques minutes après pour perdre jusqu'à près de 1% vers 15h15 GMT, tandis que le dollar progressait

Parmi les mesures susceptibles d'entrer dans ce processus figurent la vente d'actifs inscrits au bilan de la Fed et l'élargissement probable de l'écart entre le taux d'escompte (celui que la banque centrale applique aux prêts qu'elle accorde aux banques) et le taux des fonds fédéraux au jour le jour, son principal instrument de politique monétaire.

La crise a conduit la banque centrale à gonfler considérablement son bilan en multipliant les rachats d'actifs adossés à des prêts immobiliers. Le montant global de ces actifs pourrait avoisiner 1.450 milliards de dollars fin mars, au moment où ces rachats devraient s'achever.

Lorsque la reprise sera bien avancée et qu'un resserrement accru sera nécessaire, la Fed pourrait vendre des titres, a-t-il poursuivi. Mais ces cessions seraient graduelles et les marchés seraient avertis largement à l'avance, a-t-il précisé.

La Fed prévoit d'envisager "*avant longtemps*" une hausse "*modeste*" de l'écart entre le taux d'escompte et le taux des "fed funds", écrit-il.

Il a réaffirmé l'engagement pris par la banque centrale de maintenir des taux exceptionnellement bas pendant "*une période prolongée*". (Reuters 10.02)

Afghanistan. Quand l'impérialisme américain cultive son jardin...

La campagne visant à inciter les paysans afghans à se détourner de la culture de l'opium a échoué l'an dernier, et les surfaces occupées par cette culture ne diminueront pas en 2010 par rapport à 2009, prévoit l'Onu dans un rapport publié mercredi.

Depuis plusieurs années, le pays a produit plusieurs milliers de tonnes d'opium de plus que la demande mondiale.

Dans son rapport préliminaire, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) indique ne s'attendre à guère de changement en 2010 dans la superficie des cultures d'opium, qui atteignait 123.000 hectares en 2009.

La majeure partie des cultures se trouvent dans la province du Helmand, où se déroulent les plus violents combats entre les taliban et les forces de l'Otan alliées à l'armée afghane. (Reuters 09.02)

Voilà une guerre surprenante qui épargne à la fois les villages et les champs de pavot, comme si les belligérants s'étaient mis d'accord pour ne pas tuer la poule aux oeufs d'or... qui sème la mort à travers le monde et enrichit les banksters.

Tunisie. Ben Ali et Sarkozy ont au moins un point commun : ils voudraient museler la presse.

La cour d'appel de Tunis a prolongé mercredi d'un mois la peine de prison du journaliste d'opposition Zouhair Makhoulf, reportant sa libération au 19 février, a-t-on appris auprès du Parti démocratique progressiste (PDP) dont il est membre. Il aura passé quatre mois en détention.

Le journaliste avait été interpellé à la suite de la diffusion d'un reportage vidéo sur les problèmes environnementaux de la zone industrielle de Nabeul, une cité potière située à une soixantaine de kilomètres de Tunis. Selon une source judiciaire, un artisan l'a accusé d'avoir sciemment bafoué son droit à l'image en diffusant ses photos sans son consentement.

Zouhair Makhoulf a été incarcéré le 19 octobre, une semaine avant les élections présidentielle et législatives. Condamné début novembre à trois mois de prison et à verser au plaignant 6.000 dinars (près de 3.000 euros), il a été maintenu en détention après la fin de sa peine en attendant la décision de la cour d'appel.

Une manoeuvre "*destinée à justifier cette détention illégale*", a estimé un dirigeant du PDP, Rachid Khéchana, dénonçant un "*procès d'opinion sous couvert de délit de droit commun*".

M. Makhoulf est le deuxième journaliste à être emprisonné, après Taoufik Ben Brik, condamné à six mois pour avoir agressé une femme sur la voie publique, selon l'accusation. Critique virulent du régime tunisien, Taoufik Ben Brik se dit victime d'un "*procès politique*". (AP 10.02)

Ca pue à plein nez la fausse déclaration télécommandée par le régime.

Uruguay.

L'ancien dictateur uruguayen Juan Maria Bordaberry (81 ans) a été condamné mercredi à trente ans de prison pour avoir violé la Constitution lors de son coup d'Etat en 1973.

Elu démocratiquement en 1971, il avait dissous le Congrès et interdit les partis politiques en 1972 sur ordre des militaires, qui l'année suivante avaient pris le pouvoir, avant de chasser Bordaberry en 1976. La dictature militaire avait duré jusqu'en 1985. L'ancien dictateur est aussi poursuivi pour 11 homicides, et pour des disparitions de dissidents.

Il est le deuxième dictateur de la période à être condamné par la justice, après Gregorio Alvarez, dictateur militaire de 1981 à 1985, reconnu coupable de 37 homicides et condamné en octobre à 25 ans de prison. (AP 10.02)

Je ne me réjouis pas de cette décision, pas plus que la chasse aux sorcières engagées en Pologne contre les dirigeants de l'ancien régime

stalinien, car elle pourrait se retourner contre nous.

Ce que je veux dire pas là, c'est qu'en cas de révolution prolétarienne qui serait vaincue à court ou moyen terme, ceux qui auraient repris le pouvoir estimeraient légitime en s'appuyant sur la jurisprudence de juger comme des criminels les dirigeants politiques de la révolution, s'ils ne les avaient pas exécutés plus tôt, la révolution par définition violant la Constitution en vigueur. La révolution a ceci de particuliers qu'elle remet en cause plus que la légitimité du gouvernement en place, la légalité des institutions et de la Constitution qu'elle brise et abolit par une action violente, elle déclare illégal l'ancien régime, ce qui explique que l'usage de la force soit nécessaire pour réprimer et mater la résistance de ses partisans qui refusent évidemment de céder le pouvoir (et leurs biens) à la classe ouvrière...

A l'opposé, le parlementarisme bourgeois respecte à la lettre la Constitution et les institutions qu'il reconnaît et considère légitime, et son action ne sort pas de la légalité dont le contenu est dicté par les intérêts de la classe (dominante) au pouvoir.

Le 12 février

Trois petits sujets de causerie.

1- Athéisme ou laïcité ? Croyant ou religieux ?

Je me suis demandé si au NPA certains militants ne confondaient pas athéisme et laïcité, croyant et religieux. Passons, cette polémique a déjà dû faire pas mal de dégâts dans leur parti, ces adhérents feraient bien de continuer à se poser des questions sur l'orientation politique du NPA, le refus de sa direction de répondre à l'appel lancé contre les licenciements ou sur les retraites par la direction du POI par exemple.

Je ne partage pas la proposition du POI mais elle méritait de l'attention et une discussion au moment il serait souhaitable de resserrer les rangs avant la tempête annoncée par l'approfondissement de la crise du capitalisme qui ressemble à une bête frappée à mort qui ne demande qu'à périr au premier coup de grâce qui lui serait porté.

Y préparer le prolétariat nécessite de rassembler nos forces pour lui montrer et le convaincre qu'une issue politique au capitalisme existe, qu'elle dépend uniquement de sa mobilisation, de son organisation, que des partis ouvriers sont prêts à prendre leur responsabilité à ses côtés tout en l'éclairant sur la voie qui conduit au renversement du régime et à la prise du pouvoir, qu'il n'existe pas de fatalité, que la classe ouvrière est une force invincible si elle prend conscience d'elle-même et qu'elle est la classe majoritaire dans la société, et que par conséquent la véritable démocratie consiste à ce quelle exerce le pouvoir pour elle-même, ses intérêts exprimant les intérêts de l'immense masse de la population, elle n'a pas à prendre en compte ceux d'une poignée d'exploiteurs ou de profiteurs de sa force de travail, on doit tout faire pour l'aider à rompre avec le capitalisme et renouer avec le socialisme.

Il y a matière à discussion, elle doit être sincère et fraternelle entre nous, c'est le seul moyen d'avancer, tout en demeurant intransigeant sur nos principes qui sont le concentré des enseignements que l'on a retenu du marxisme, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient figés, le Capital de Marx et Engels était synonyme de mouvement, nos principes doivent donc évoluer en fonction du développement du capitalisme et de la lutte des classes, il y a la norme et la réalité à laquelle nos principes doivent s'adapter tout en conservant le cap vers notre objectif : la prise du pouvoir par la classe ouvrière...

2- Le bêtisier du NPA ou quand un voile en cache un autre.

Titre : *Parti socialiste : euphorie et flottements....* - 5 février 2010.

Ou quand le NPA sur un ton détaché commente l'actualité sociale et politique.

Retraites. Le NPA compterait-il sur le PS ? Ou le voile des illusions... qui perdure !

"Les semaines qui viennent permettront d'éclaircir la position du PS, lorsqu'il faudra organiser la mobilisation face aux attaques contre les retraites."

Pour Thibault, les intentions de Sarkozy sur les retraites étaient un "mystère", pour le NPA, ce sont celle du PS qui mériteraient un "éclaircissement", comme si le PS et Sarkozy ne défendaient pas fondamentalement les mêmes intérêts. (lire plus loin les derniers propos de Moscovici et de Hollande)

Mystère, éclaircissement, voile, on nage en plein obscurantisme, laïc bien entendu !

Régionales. Une question qui arrive à point, on attendait que le NPA la pose ! Pour la réponse...

"...la question plus immédiate que chacun devrait se poser avant le vote : depuis six ans, la gestion des régions par le PS – et, dans la plupart des cas, par le PS, le PCF et les Verts – a-t-elle au moins constitué un véritable bouclier social contre la politique de la droite sarkoziste, à défaut d'être une alternative réelle ? Une question à laquelle la campagne du NPA apportera des réponses."

... ce sera plus tard !

Sans doute après le deuxième tour, histoire de ne pas nuire aux conditions nécessaires pour "battre la droite". Une fois ces élections et les manoeuvres électorales passées, il sera temps ensuite de reconnaître que la "droite" et la "gauche" c'est du pareil au même sur le plan social. Au fait, le NPA aurait-il encore un doute sur la politique menée dans les régions par le PS et le PCF au côté de Sarkozy ? Il doit bien être le seul !

Mise au point d'Yvan Zimmermann tête de liste du NPA en Alsace à propos de la candidate voilée du Vaucluse - dimanche 7 février 2010.

Ou quand le NPA se coltine un sérieux complexe d'infériorité.

"Notre parti est en effet aux côtés de toutes les femmes en France et dans le monde qui veulent se libérer de toutes les discriminations qui visent à les rendre inférieures que ce soit au travail, à la maison ou dans les domaines sociaux, religieux ou politiques et dont le voile est un des symboles."

Le voile ou un foulard serait un "symbole" de "discrimination" qui viserait à rendre les femmes inférieures aux hommes, rien que cela ! Ils ont de sérieux complexes les mâles au NPA ! De supériorité ou d'infériorité ? A moins que ce ne soit leur impuissance politique, pour ne pas dire leur incurie légendaire héritée de la LCR ou des groupes décomposés (Alternatifs et autres associations d'homosexuels) qui ont rejoint ses militants au sein du NPA qui finirait par les exaspérer eux-mêmes.

Quelle prétention grotesque que d'affirmer qu'une femme serait non seulement égale à un homme, mais davantage identique en tous points à un homme en dehors des particularités morphologiques (et psychologiques qui en découlent) qui les différencient, car c'est bien de cela qu'il s'agit dans le combat des féministes dont le NPA se fait le porte-parole.

La civilisation humaine aura connu la société matriarcale, puis la société patriarcale, avec le "*socialisme du XXIe siècles*", voilà venu le temps de la société hermaphrodite ! Pour un peu, un bon... en arrière de quelques centaines de millions d'années, lorsqu'il n'existait sur notre planète que des espèces vivantes primitives asexuées... Révolutionnaire, quoi !

Les camarades du NPA devrait respecter davantage la biodiversité des espèces, le mélange des genres est dangereux, ils feraient mieux de s'en tenir aux critères de la lutte de classe.

Par exemple au combat pour l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes qui se situe sur un plan social.

Ce militant du NPA ne se rend apparemment pas compte de l'absurdité de ses propos.

Que dit-il des hommes ayant adhéré à une religion et qui portent un symbole propre à cette religion, par exemple une kipa sur la tête ? C'est sans doute pour affirmer leur complexe de supériorité sur les femmes ou leur virilité, à moins que cela fasse d'eux des femmes, des êtres inférieurs, qui sait ?

Heureusement que le NPA existe pour se détendre un peu, car on en a guère l'occasion par les temps qui courent.

3- Communiqué du lundi 8 février 2010 de Force ouvrière.

Inutile de vous le livrer en entier pour ne pas vous faire de temps à le lire, en mettant en relation le titre et la dernière phrase on comprend instantanément où FO veut en venir.

Le titre : *Les Etats à la botte des marchés financiers ?*

La dernière phrase : *Seule la régulation financière internationale peut y mettre fin.*

Non monsieur Mailly, la seule solution c'est la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et un Etat ouvrier !

Quelques infos en bref.

Un régime qui aime les jeunes...

1- Les trois collégiennes placées en garde à vue la semaine dernière dans un commissariat parisien, mesure qui a déclenché une vague de protestations, ont bien été menottées, a-t-on appris de source policière. (Reuters 11.02)

2- Deux adolescents de 13 et 14 ans, qui circulaient lundi dans un bus de l'agglomération de Troyes (Aube), ont été menottés après un contrôle de leur titre de transport, a-t-on appris jeudi de source policière, confirmant une information du quotidien "L'Est-Eclair".

Les deux camarades se sont vu signifier par un contrôleur que leur titre de transport n'était pas valable. L'agent a ensuite appelé la police afin qu'elle procède à une vérification d'identité et d'adresse des deux jeunes.

"Les policiers les ont menottés dans la rue, car l'endroit était passant et ils pouvaient s'enfuir sans souci", a-t-on expliqué de source policière, ajoutant que les deux adolescents avaient ensuite été amenés au poste de police où "ils ont également été menottés à un banc" afin d'éviter de les surveiller en permanence. "Leurs parents sont venus les récupérer peu de temps après", a-t-on ajouté de même source. Une enquête a été ouverte. (AP 11.02)

... et les vieux travailleurs. Emploi des aînés ou comment nous préparer à travailler plus longtemps.

Laurent Wauquiez, qui a dévoilé jeudi le nombre d'accords conclus depuis le mois de septembre pour favoriser le recrutement et le maintien dans l'emploi des salariés de plus de 55 ans. «Quatre-vingts accords de branche et 10 000 d'entreprise ont à ce jour été déposés, s'est félicité le secrétaire d'État à l'Emploi lors d'une rencontre avec l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie. C'est une très bonne nouvelle, car cela veut dire que plus de 11 millions de personnes sont couvertes par un texte favorisant l'emploi des seniors.» Soit les deux tiers des salariés.

Reste maintenant à décortiquer le contenu des accords afin de mesurer leur impact sur le taux d'emploi des 55-64 ans, qui peine à dépasser les 40 %, et surtout à repérer les «bonnes pratiques» pouvant servir d'exemples. Premières indications : les branches ont mis l'accent plus sur la formation des salariés âgés, les entretiens de seconde partie de carrière, le développement du tutorat et la transmission des savoirs que sur l'aménagement du temps et des conditions de travail en fin de carrière ou le recrutement de seniors. (lefigaro.fr 11.02)

L'objectif est clair : faire en sorte que "le taux d'emploi des 55-64 ans" augmente sans contrepartie pour ces travailleurs âgés puisque "l'aménagement du temps et des conditions de travail en fin de carrière ou le recrutement de seniors" n'a pas été pris en compte dans ces accords. Conclusion : encore des accords défavorables aux travailleurs signés entre le patronat et les syndicats.

Retraites. Les propositions du PS. Blocage des salaires et des retraites ou cotiser plus longtemps.

1- P. Moscovici (PS) Il s'agit de figer à leur niveau actuel le niveau relatif des revenus des retraités et des actifs, jeunes ou moins jeunes. Cela revient à considérer que les niveaux relatifs actuels des pensions, de la durée de cotisation et du niveau des cotisations sociales sont dans l'ensemble justes (même s'il faut prêter attention aux petites retraites) et que cet équilibre entre générations doit être préservé.

Le problème est moins l'âge minimal de départ à la retraite —je reste attaché à l'idée d'un droit à la retraite possible à partir de 60 ans, qui protège ceux qui ont commencé à travailler tôt, issus le plus souvent des couches populaires— que l'âge de départ effectif, qui peut progresser pour certains travailleurs. Dans cet esprit, une refonte du mécanisme de décote et de surcote doit redonner à chacun le droit et le pouvoir réel de décider quand il prend sa retraite, alors que le mécanisme actuel sanctionne durement ceux qui veulent partir plus tôt et n'encourage pas assez ceux qui souhaitent continuer. (Slate.fr 11.02)

2- Invité à débattre avec Xavier Bertrand sur le plateau de l'émission 'A vous de juger', jeudi sur France 2, François Hollande, ex-patron du PS, a admis qu'il faudrait 'cotiser plus longtemps' pour financer les retraites. (Lemonde.fr 11.02)

Le capitalisme sous perfusion.

Année noire pour l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances de salariés, l'AGS. Financé par des cotisations patronales, cet organisme, créé en 1974, avance des crédits aux entreprises qui, en cas de procédures de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, n'ont plus suffisamment de trésorerie pour payer les salaires de leurs employés ou même leurs indemnités de licenciement. «2009 est une année record», confirme Thierry Méteyé, le directeur de la délégation Unedic-AGS.

Sur l'ensemble de l'année, les avances effectuées par l'AGS ont explosé de 44,5 %, à un peu plus de 2,1 milliards d'euros. Quant au nombre de bénéficiaires, il a progressé de près d'un quart, à un peu moins de 300 000 personnes. Même constat sur le nombre de dossiers de plus de 100 salariés pris en charge par l'AGS qui s'est envolé : 215 en décembre, contre 203 fin 2008 et 120 fin 2007.

La forte augmentation du nombre de liquidations judiciaires en 2009 (+ 24 %) pourrait avoir un impact négatif sur le rétablissement des comptes de l'AGS. (lefigaro.fr 11.02)

PME et TPE en état de survie.

Lors d'une réunion avec le ministre de l'Economie Christine Lagarde les banques françaises se sont engagées à débloquer 38 milliards d'euros en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) et des très petites entreprises (TPE), a annoncé jeudi la Fédération bancaire française (FBF). (AP 11.02)

Tu parles, les banquiers prêteront de l'argent aux entreprises s'ils le veulent seulement, uniquement s'ils estiment que leurs clients seront solvables jusqu'à la dernière échéance.

Refus Total du moindre licenciement à Dunkerque !

Le groupe pétrolier français Total a dégagé en 2009 un bénéfice net 7,8 milliards d'euros.

Le chiffre d'affaires s'est établi à 131,327 milliards d'euros, contre 179,976 milliards d'euros en 2008, soit une baisse de 27%.

Pour 2010, le groupe pétrolier affirme qu'il «*entend poursuivre sa politique de croissance avec un budget d'investissement de 18 milliards de dollars*» au même niveau que celui de 2008. (Libération et AFP 11.02)

De la décomposition à l'agonie, de l'agonie à l'état comateux.

Voici la liste des pays les plus endettés dans le monde développé, selon les estimations pour 2010 réalisées par l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) (AP 11.02) :

1. Japon: 197,2% du PIB
2. Islande: 142,5%
3. Italie: 127,0%
4. Grèce: 123,3%
5. Belgique: 105,2%
6. France: 92,5%
7. Etats-Unis: 92,4%
8. Portugal: 90,9%
9. Hongrie: 89,9%
10. Canada: 85,7%
11. Royaume uni: 83,1%
12. Allemagne: 82,0%

Le 13 février

J'ai lu dans un article de Reuters d'hier, que le PIB grec accusait une contraction de 2,6% en 2009, que la situation de la Grèce était plus que préoccupante, au bord du dépôt de bilan, qu'est-ce qu'on n'a pas entendu ces derniers jours sur la faillite qui guette l'Etat grec, mais étrangement le gouvernement français par la voix de sa ministre de l'Economie est satisfait de la situation économique en France, or, on vient d'apprendre que le PIB français avait baissé de 2,2% en 2009, un record jamais égalé depuis 60 ans nous dit-on.

2,2 ou 2,6%, ce sont des chiffres très proches, l'écart n'est que de 0,4%, le déficit budgétaire de la Grèce est estimé à 12,7% du PIB en 2009, celui de la France atteint 8,7%, selon l'OCDE, l'endettement de la Grèce devrait atteindre 123,3% en 2010, 92,5% en France, il atteint pratiquement les 200% au Japon... C'est la qualité du PIB de chaque pays, la place qu'occupe chaque pays sur le marché mondial qui font la différence en faveur de la France. Parallèlement, on a appris que l'économie allemande stagnait, or elle repose en grande partie sur les exportations. Alors si l'Allemagne qui est le premier exportateur du monde stagne, que dire de ce qui attend la France au cours du premiers trimestre 2010 notamment, donc d'une certaine manière la France perd cet avantage qu'elle avait sur la Grèce et se rapproche un peu plus de la situation de cette dernière, ce que le gouvernement nie et continuera de nier aussi longtemps que possible.

Très rapidement. Essayons de comprendre comment évolue la crise du capitalisme, pourquoi ils n'arrivent pas à s'en sortir sans entrer dans les détails (dettes, chômage, etc). Je crois avoir compris que la crise a accentué encore la guerre économique que se livrent les différents capitalistes, qu'elle a eu pour conséquence d'accroître la concurrence qu'ils se livrent pour conserver leurs parts de marché, et que l'irruption de nouveaux concurrents dans les pays dits émergents constitue une menace pour les multinationales des vieux Etats capitalistes, ce que ne supportent pas ceux qui en détiennent les clés, l'aristocratie financière, principalement américaine, qui ne pouvant pas faire autrement que de constater cet état de fait, exige en contrepartie que les Etats engagent des politiques plus favorables encore au capital pour continuer d'accroître leur profits, compte tenu qu'elle est aussi partie prenante des entreprises des pays émergents, cette exigence s'adresse en réalité à l'ensemble des Etats.

L'Inde et la Chine peuvent vivre littéralement en autarcie tant leur marché intérieur est gigantesque, ils disposent d'une marge de développement important. Les contradictions de leur propre développement représentent davantage pour eux une menace (sociale et politique) que la crise du capitalisme mondiale. La comparaison entre ces deux pays s'arrête là, puisque la Chine dispose de réserve en trésorerie importante, plus de 1.500 milliards de dollars, alors que l'Inde finance son développement par la dette.

La crise du capitalisme est une crise due à l'incapacité des capitalistes de placer l'immense masse de capitaux qu'ils ont amassés au cours des dernières décennies et de continuer de réaliser des profits pour en accumuler davantage encore, dans un environnement mondial incertain et livré à l'anarchie, à une concurrence de plus en plus féroce pour maintenir leurs positions, d'où la réticence de l'aristocratie financière à investir ses capitaux dans des marchés qui ne leur garantissent pas un retour sur investissement à court terme à un niveau qu'elle estime souhaitable, du coup elle continue de s'en remettre à la spéculation qui s'avère beaucoup plus rémunératrice, quitte à prendre des risques inconsidérés.

Les capitalistes les plus puissants profitent de cette crise pour évincer leurs concurrents les plus faibles, elle est donc tout bénéfique pour eux, ils n'ont donc pas intérêt pour le moment à ce qu'elle s'arrête, c'est peut-être temporairement le fin mot de cette histoire, il faut être prudent dans nos analyses... Cela provient du fait qu'ils estiment qu'ils sont encore trop nombreux face au marché mondial tel qu'il est et qui s'avère déjà trop étroit pour absorber toutes les marchandises produites, c'est donc aussi une gigantesque crise de surproduction de marchandises qui vient s'ajouter à celle des capitaux ou l'inverse, la plupart des usines ne tournent plus qu'à 70% environ de leur capacité et de nouvelles usines continuent de voir le jour tous les jours accentuant encore cette contradiction. On aura noté au passage qu'il aura fallu un an ou un an et demi à de nombreuses entreprises pour liquider leurs stocks, ce que j'avais sous-évalué au départ, on nous parle toujours du fonctionnement des entreprises en flux tendu, c'est valable au niveau des entreprises purement commerciales, pas à celui de la production ou de la fabrication. De nombreuses entreprises délocalisent leur stock dont l'entreposage et la gestion a un coût, ils le mettent en dépôts gratuitement chez leurs clients, un peu comme les éditeurs avec les libraires.

Du coup, à quoi bon investir dans l'industrie se disent les capitalistes, des centaines de milliers d'entreprises ont fermé de par le monde, cependant ce n'est pas encore suffisant, plus de 55.000 milliards de dollars sont partis en fumée depuis le début de cette crise, elle a ruiné des milliers de capitalistes, mais ils sont encore trop nombreux à s'être enrichis sur leurs cadavres, des destructions de forces productives encore plus gigantesques doivent être détruites, pour bien faire seule une guerre mondiale permettrait d'atteindre cet objectif. Souhaitons qu'ils ne soient pas parvenus à ce raisonnement et qu'ils ne le retiendront pas ; nous nous souvenons que les plus puissants capitalistes se sont enrichis pendant la seconde guerre mondiale sur un nombre de cadavres sans commune mesure avec celles des capitalistes aujourd'hui qui connaissent ce sort et qu'on ne plaindra pas, s'ils devaient envisager la suite de la crise sous cet angle, ce ne sont pas quelques centaines de millions de morts qui les arrêteraient, mais seulement une révolution.

La poursuite de la crise est une aubaine pour les capitalistes à plus d'un titre encore, d'une part, elle justifie de la part des gouvernements de tailler à la hache dans les droits et acquis sociaux du prolétariat qui s'y résigne plus ou moins à défaut de conscience et de perspective politique, d'autre part elle justifie les privatisations de la part des Etats lourdement endettés de trouver de l'argent frais, de plus, elle justifie les plans de licenciements... pour sauver des emplois ! Aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas rompu avec le capitalisme, qu'il ne se mobilisera pas, ils pourront continuer de la sorte...

J'arrête là pour aujourd'hui, lors de la rédaction de cette causerie, j'ai été dérangé trois fois par mon épouse pour des histoires de clés, de cartons et de souris dans le garage ! Passer de la situation économique mondiale à des souris, c'est franchement pénible !

Bon week-end à tous.

Que valent les critiques de Thibault envers le gouvernement ?

Un extrait d'un article de l'agence de presse Reuters daté du 12 consacré à Thibault sur les retraites, permet de répondre à notre question.

"Pour nous il n'y a pas d'urgence", explique-t-il.

Le dirigeant de la CGT souhaite un débat à l'échelle du pays, qui *"ne s'improvise pas en juin et juillet"*.

Bernard Thibault n'en renvoie pas pour autant une réforme des retraites aux calendes grecques.

"Je ne dis pas deux ans ou trois ans, je dis plusieurs mois. Si on dit d'ici la fin de l'année il faut qu'on ait les idées plus claires, là c'est autre chose", explique-t-il.

Pour le dirigeant de la CGT, il est plus urgent de mettre l'accent sur l'emploi et le pouvoir d'achat, faute de quoi tous les discours sur une nouvelle économie resteront vains.

"Et il y aura de plus en plus un écart et un problème de crédibilité entre la parole publique et les faits. Et on est dans cette phase-là", souligne-t-il.

Pour Bernard Thibault, la réunion de lundi doit cependant permettre d'abord de discuter du diagnostic du gouvernement et des partenaires sociaux sur la situation économique et sociale.

"Nous ne partageons pas l'optimisme que s'efforce de diffuser le gouvernement", notamment en matière d'emploi, explique-t-il. "Nous ne sommes pas les seuls. Tous les économistes, tous les experts sont beaucoup plus réservés quant à la situation réelle et ce qui est susceptible de se passer dans les prochains mois."

Or, *"suivant le diagnostic qu'on fait de la situation, on ne discute pas des mêmes choses ou on ne prend pas telle ou telle mesure",* ajoute Bernard Thibault."

Quatre remarques.

1- il n'est pas contre le principe d'une réforme ou plutôt une contre-réforme des retraites réclamée et orchestrée par Sarkozy et le Medef ; c'est mettre le doigt dans l'engrenage avant s'y passer le corps tout entier, c'est déjà capituler. En participant à ce "sommet" dont on connaît d'avance l'objectif, Thibault et les autres dirigeants syndicaux légitiment par avance la contre-réforme qui en sortira ;

2- s'il demande plus de temps et un "un débat à l'échelle du pays" pour la ficeler, c'est uniquement pour mieux camoufler le consensus qui en sortira entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux, le faire partager par les travailleurs comme s'il devait s'imposer mais aussi pour soigner sa base ou la convaincre que les concessions consenties au gouvernement sont partagées par la majorité de la population, pour diluer en quelque sorte la responsabilité (trahison) des dirigeants syndicaux qui n'auront rien à se reprocher comme toujours, vous savez, le coup du "piège" cher au POI qui les soutient ainsi ;

3- l'objectif de Thibault est le même que celui de Sarkozy bien qu'il s'en défende, le meilleur moyen pour qu'on ne lui reproche pas ensuite : parvenir à un *"diagnostic partagé"* sur la nécessité de tailler à la hache dans nos retraites ;

4- mettre l'accent sur l'emploi et le pouvoir d'achat est une manœuvre : en reprenant à son compte les revendications prioritaires du moment des travailleurs que le gouvernement est et sera incapable de satisfaire, ce dont se fout éperdument Thibault, il entend ainsi focaliser l'attention des travailleurs sur ce "sommet social" (sic !) dont la priorité est ailleurs, les retraites, ce qui va dans le sens de ce que j'ai indiqué plus haut, faire en sorte qu'un maximum de travailleurs se sentent concernés et adhèrent ou donnent l'impression d'adhérer aux mesures que prendra le gouvernement avec ou sans accord des dirigeants syndicaux.

Vous aurez remarqué que Thibault manœuvre pour arriver à ses fins sur un plan qui n'a rien à voir avec la politique.

1- Il joue sur la psychologie des travailleurs manipulée par le pouvoir et les médias, sachant qu'au-delà de leurs intérêts dont ils n'ont pas une idée très claire, il en profite pour tenter de les entraîner sur une voie qui leur fera apparaître cette contre-réforme comme le moindre mal à défaut de pouvoir la faire passer pour une mesure progressiste, n'aura-t-il pas finalement sauvé nos retraites ? il compte ou fait en sorte que les travailleurs reprennent à leur compte cette contre-réforme comme si elle émanait d'eux.

2- Une fois cette étape franchie, il pourra affirmer tranquillement (à voir ?) devant ses troupes qu'il ne pouvait pas faire davantage et que la faute revenait aux travailleurs qui eux-mêmes n'en demandaient pas plus, puisqu'ils n'étaient pas prêts à se mobiliser pour sauver leur système de retraite, et la boucle sera bouclée.

3- Finalement, Thibault ressortira blanchi de cette épreuve (une fois de plus) et la dérive corporatiste du syndicalisme entamée de longue date se poursuivra comme si de rien n'était, tandis que les uns et les autres (ses opposants qui ne sont pas fondamentalement opposés au capitalisme pour la plupart) continueront de clamer haut et fort qu'il serait possible de *"sauver"* la CGT, *"notre"* CGT, que la CGT est *"en danger"*, alors qu'en réalité Thibault continuera d'en faire ce qu'il veut ou de la contrôler.

Quelques infos en bref.

France Télécom, une machine à broyer.

Deux employés de France Télécom se sont donné la mort ces derniers jours, ce qui porte à cinq depuis le début de l'année les suicides de salariés de l'entreprise, confrontée depuis deux ans à ce phénomène. (Reuters 12.02)

PIB en France. Non pas + 0,6% mais - 0,3%. Lagarde l'intox, seule contre tous.

Avec une croissance de 0,6% au quatrième trimestre 2009, une performance bien plus mitigée qu'il n'y paraît en première lecture, sauf bien sûr pour la ministre de l'Economie.

"C'est vraiment un résultat satisfaisant", "J'avais dit qu'on terminerait sur les chapeaux de roue", "C'est vraiment une bonne fin d'année 2009 et on entre en 2010 avec de l'air" a-t-elle déclaré sur RMC-Info et BFM-TV.

Regardons-y de plus près.

"*Au-delà du marketing, la magie s'arrête. Hors stocks, il faut malheureusement souligner que le PIB français a reculé de 0,3% au quatrième trimestre*", calcule Marc Touati, économiste chez Global Equities.

La statistique confirme en revanche une décélération des exportations au quatrième trimestre (+0,5% après +1,8% au troisième) et montre que l'investissement des entreprises non financières, essentiel pour la croissance future, a baissé pour le septième trimestre consécutif.

Sur l'ensemble de 2009, les dépenses d'équipement ont ainsi chuté de 7,7%, un chiffre à mettre au regard d'un taux d'utilisation des capacités industrielles tombé à 73%.

"*C'est là que réside le point faible de la reprise*", observe Marc Touati. "*Car tant que l'investissement des entreprises restera aussi déplorable, le cercle vertueux investissement-emploi-consommation ne pourra pas se mettre en place*".

"*Il n'existe aucun moteur autonome de croissance pour l'économie française*", renchérit Nicolas Bouzou, chez Asterès.

"*Relâchez la politique économique - ce qu'il faudra bien faire compte tenu du coût de ces politiques pour les finances publiques - et l'activité s'effondre de nouveau*", ajoute cet économiste pour qui la croissance ne dépassera pas 1% en 2010. (Reuters 12.02)

La zone : c'est l'Union européenne !

Le Produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a baissé de 4% sur l'ensemble de l'année 2009, tandis que le PIB de l'UE 27 a reculé de 4,1%, selon les estimations publiées vendredi à Bruxelles par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. (AP 12.02)

Le Produit intérieur brut (PIB) français a baissé de 2,2% en 2009, "*soit la baisse la plus importante depuis l'après-guerre*", annonce vendredi l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

La chute de 2,2% du PIB en 2009 est imputable à une baisse de la demande intérieure (pour -0,6 point), un recul des stocks (-1,4 point) et un repli du commerce extérieur (-0,2 point).

Sur l'année, les exportations ont chuté de 11,2%. "*La plus forte baisse annuelle précédemment mesurée était celle de 1975 (-3,1%)*", rappelle l'INSEE. Les importations ont reculé de 9,7% en 2009, "*une baisse équivalente à la baisse record de 1975 (-9,8%)*".

Quant à la production, elle a baissé de 3,1% l'année dernière, "*soit le plus fort recul depuis 60 ans*", remarque l'INSEE. (AP 12.02)

Le capitalisme survit à crédit.

Le président Barack Obama a promulgué vendredi la loi relevant le plafond de la dette des Etats-Unis afin de permettre au gouvernement fédéral d'emprunter jusqu'à 14.300 milliards de dollars (environ 10.503 milliards d'euros), contre 12.400 milliards jusque-là. (AP 12.02)

Si un travailleur ou un militant vous rétorque que nous ne pourrions pas financer notre programme transitoire et socialiste, si vous lui répondez d'emblée que pour le financer vous ne vous situez pas sur le même terrain que le capitalisme, la discussion s'enlisera et vous perdrez votre temps. Il vaut mieux commencer par développer vos arguments avant d'en arriver à cette conclusion ou ce constat, peut-être qu'ainsi vous le ferez douter, mieux, à les partager avec vous ou à vouloir en savoir plus sur votre programme.

Répondez-lui simplement que vous recourrez à tous les moyens existants y compris ceux mis en oeuvre par les capitalistes eux-mêmes, le crédit ou la dette, la planche à billets, etc, mais qu'à l'opposé de l'utilisation qu'en font les représentants du capitalisme au pouvoir, vous vous en servirez pour satisfaire les besoins de l'immense masse de la population, et sachant que c'est la consommation qui sert de volant d'entraînement à l'économie (à hauteur de 70% environ), en satisfaisant les revendications des travailleurs l'économie s'en trouvera stimulée au lieu de se retrouver paralysée ou exangue comme aujourd'hui. Pas besoin d'entrer dans les détails à cette étape, vous pourriez vous y perdre vous-même !

Au lieu d'alimenter la spéculation et d'enrichir les banquiers, une infime minorité de la population qui sont de véritables parasites pour la société, votre programme économique et social permettra d'améliorer le sort de la majorité de la population, ce qui devrait être l'objectif de toute politique prétendument au service du bien commun ou de la collectivité.

Vous pouvez dire aussi que votre programme favorisera l'investissement industriel et non la spéculation ou les secteurs financiers qui est source de création de richesses, donc de bien-être si elles sont distribuées autrement... Une fois franchi l'écueil qui consistait à vous enfermer dans la logique du capitalisme, vous n'aurez plus qu'à développer votre programme, la liquidation des institutions de la Ve

République, l'expropriation des capitalismes sans indemnités, etc. Si votre interlocuteur pousse alors des cris, vous lui rétorquerez qu'il faut savoir ce que l'on veut dans la vie, on ne peut pas vouloir changer de politique en conservant le système économique actuel...

Entre nous, vous ne pensez pas que ce devrait être le devoir d'un journal ouvrier de développer ce genre d'argumentations en direction de ses adhérents, des travailleurs et militants à qui il s'adresse, au lieu de demeurer sur le terrain des arguments de nos ennemis ? Comment expliquer cette impuissance des partis à développer notre programme révolutionnaire ? Ils ne doivent pas le partager !

Tunisie.

Le journaliste et opposant Zouhair Makhoulf a été libéré vendredi, a-t-on appris auprès de son avocat Néjib Chebbi.

Incarcéré le 19 octobre, peu avant les élections législatives auxquelles il était candidat, il a été condamné en première instance à trois mois de réclusion à la suite d'une plainte déposée par un artisan de Nabeul (60 km de Tunis). Le verdict le contraignait en outre à verser au plaignant 6.000 dinars (près de 3.000 euros).

Selon une source judiciaire, ce dernier l'accusait "*d'avoir sciemment porté atteinte à son droit à l'image par la diffusion de ses photos, sans son consentement, dans des conditions attentatoires à sa dignité*".

Maintenu en détention après avoir purgé sa peine, il a écopé en appel mercredi dernier d'un mois supplémentaire d'emprisonnement. Il devait normalement être relâché le 19 février.

"*On ne peut que se réjouir de la libération de M. Makhoulf, bien que nous considérons qu'il n'aurait pas dû faire l'objet de poursuites car il ne faisait que son boulot*", a déclaré à l'AP, un dirigeant du PDP, Rachid Khéchan.

Il a noté que cette mesure intervient à la veille de la réunion du sous-comité des droits de l'Homme tuniso-européen, prévue le 25 février à Tunis.(AP 12.02)

Note de Lutte de classe: le journaliste de l'AP avait précisé que Zouhair Makhoulf avait été libéré "*avant la fin de sa peine*", j'ai supprimé cette précision qui revenait à légitimer le mois supplémentaire d'emprisonnement qui lui avait été infligé illégalement par la justice de Ben Ali, le président démocrate de la Tunisie et grand ami de Sarkozy et Fillon.

Le 14 février

Dans son éditorial du 10 février D.Gluckstein a écrit : "*le peuple travailleur ne se sauvera de la spirale destructrice du chômage, des licenciements, des privatisations, de la misère qu'à la condition d'une rupture nette avec l'Union européenne et ses institutions.*"

En attendant de rompre avec l'UE, compte-tenu qu'il existe encore des institutions dans ce pays, un gouvernement, c'est bien contre le gouvernement et l'Etat des capitalistes qu'il faut concentrer notre combat, puisque ce sont eux que les travailleurs ont en face d'eux quotidiennement, que ce sont eux qui mettent en oeuvre une politique réactionnaire entièrement tournée contre les intérêts du prolétariat.

Qui se réunira le 15 février avec les dirigeants des syndicats, Barosso ou les représentants du gouvernement français, du patronat français ? Qui va mettre en oeuvre une énième contre-réforme des retraites en France, Barosso ou le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner ? Le POI cherche-t-il à rassembler les militants du mouvement ouvrier ou cherche-t-il à les diviser ? Qui détient le pouvoir dans ce pays, l'UE ou Sarkozy avec son parti l'UMP et ses alliés du PS avec lesquels il gouverne ?

Pourquoi le POI avance-t-il l'idée qu'il faudrait commencer par rompre avec l'UE pour satisfaire nos revendications, au moment où tous les regards des travailleurs se braquent sur (contre) Sarkozy et son gouvernement ? Le POI ne cherche-t-il pas une nouvelle fois à épargner le gouvernement en nous baladant à Bruxelles, alors que les choses sérieuses se passent à Paris, comme il cherche à épargner les dirigeants syndicaux en martelant qu'ils seraient les victimes d'un "*piège*" tendu par le gouvernement ?

N'est-ce pas finalement la même méthode pour soulager le régime de la pression qui monte des rangs ouvriers, de la colère qui gronde dans les profondeurs du prolétariat et qui à terme pourrait menacer la stabilité des institutions ?

Il peut terminer son éditorial en appelant à "*l'organisation de la mobilisation*", cela ne lui coûte rien puisqu'il ne s'agit pas de se dresser contre Sarkozy et les institutions de la Ve République, mais contre l'Union européenne, orientation politique qui a toujours abouti à une impasse.

Le prouver est tellement facile que cela en est navrant pour Gluckstein : le non l'a emporté en mai 2005, mais celui qui détient réellement le pouvoir en France a fait en sorte de transformer ce non en oui, jusqu'à preuve du contraire ce n'est pas Barosso qui a pris cette décision mais bien le représentant de l'Etat capitaliste français en la personne de Sarkozy, non ? On aurait pu dire encore que la majorité de la

population avait manifesté sa volonté de rompre avec l'Union européenne en 2005, mais que cela n'avait pas suffi pour rompre avec l'UE, il fallait au préalable rompre avec les institutions de la Ve République, chasser Sarkozy et renverser le pouvoir en place par une révolution... Les faits à eux seuls ont démontré que l'orientation politique du POI était erronée sans même qu'il soit nécessaire de recourir à des arguments supplémentaires, que cela ne tienne, Gluckstein y tient et n'en changera pas, les camarades du POI apprécieront sans doute. On attend leur réaction.

Le 15 février

Pas le temps de causer. Je vous conseille vivement la lecture des articles du Réseau Voltaire que j'ai mis en ligne hier, je les ai sélectionnés en fonction de l'intérêt qu'ils présentent pour mieux comprendre comment fonctionnent en coulisse le vieux monde et ses dirigeants. On y apprend des choses hallucinantes je vous préviens tout de suite.

Surtout, ne soyez pas impressionnés par la débauche de moyens dont ils disposent pour organiser leur propagande et parvenir à leur fin, n'oubliez jamais que face à tout un peuple dressé contre un régime, ils sont finalement impuissants à inverser le cours des choses, la révolution russe l'a démontré. Il n'est évidemment pas question la plupart du temps d'adhérer aux conclusions que peuvent tirer les auteurs de ces articles, ne confondons pas information et analyse.

L'article sur la Bolivie et Haïti est édifiant et d'actualité. Vous y apprendrez peut-être comment Régis Debray a vendu Che Guevara aux autorités boliviennes et à la CIA, et comment Debray, Chirac et de Villepin ont préparé avec l'administration Bush le coup d'Etat contre Bertrand Aristide en Haïti en 2004, Véronique Galouzeau de Villepin y jouant un rôle prépondérant, la "*nouvelle Pauline Bonaparte*" comme l'écrit l'écrivain Claude Ribbe. On comprend mieux ensuite l'état de délabrement de ce pays après le dernier tremblement de terre qui l'a frappé. Bonne lecture et réflexions.

Bonne semaine et bon courage à tous, tout n'est pas encore à nous, en revanche l'avenir nous appartient, en quelque sorte le capitalisme appartient déjà au passé, c'est cette idée qui doit germer et se développer dans la tête des travailleurs, ce serait dommage de se décourager maintenant que nous touchons au but ou de regarder passer l'histoire de son balcon, on aura besoin de tous les militants révolutionnaires pour vaincre, car nous vaincrons...

Point retraites.

1- Tout est déjà décidé d'avance au Palais :

« On sait ce qu'il faut faire, avoue-t-on à l'Élysée. La seule question qui intéresse en fait les syndicats est le temps laissé à la concertation. »

2- Pour faire en sorte que les syndicats ressortent blanchi de cette épreuve, le recours à une commission droite-gauche :

« Le président sait que les syndicats n'apporteront pas leur caution à une réforme des retraites et qu'ils appelleront à se mobiliser que le sommet social soit un échec ou une réussite, justifie un conseiller. Un comité des sages, à défaut de créer un consensus que personne ne souhaite, donnerait à tous les moyens de s'exprimer. » Et limiterait le temps du débat. *« Une commission permettrait au président de prendre ses décisions au début de l'été »,* critique un syndicaliste qui craint *« une parodie de concertation »* mais juge cette piste *« intelligente car personne ne perdrait la face »*. (lefigaro.fr 14.02)

La question qui est posée est simple : en participant à ce "sommet" antisocial ou en participant à une commission qui aurait la même nature, syndicats et partis se disant de "gauche" estiment légitime que le gouvernement puisse régler le sort des retraites, alors qu'il représente les intérêts des classes dominantes, des banquiers et des industriels, ce que tout le monde sait, dès lors pour le mouvement ouvrier la seule question à l'ordre du jour devrait être celle de la rupture des relations avec Sarkozy et le gouvernement qui ne peuvent pas à la fois défendre les intérêts du capital et du travail. Il en va de l'indépendance de classe du prolétariat, de son combat sur la base de ses besoins distincts et inconciliables avec ceux du capital.

3- Jean-Claude Mailly pour Force ouvrière s'est montré intransigent. *"Jamais nous ne transigerons sur l'âge légal de départ en retraite et sur l'allongement de la durée de cotisation. Nous n'hésiterons pas à aller à l'affrontement sur ces deux questions"*. (lemonde.fr 14.02)

Il aurait été souhaitable qu'il ajoute "et sur le montant des cotisations". Mais en même temps, Mailly est contre le remise en cause des fondements du capitalisme qui sont à l'origine de la crise actuelle. Comment compte-t-il faire pour mener le combat jusqu'au bout contre le gouvernement sans remettre en cause le capitalisme ? Réponse : c'est impossible. Du coup sa déclaration ne lui coûte rien et risque fort de rester sans lendemain. En 2003, Blondel avait attendu près d'un mois pour lancer un appel à la grève général... quand il était trop tard ! (A suivre)

4- Besancenot qui était l'invité, dimanche 14 février, du "Grand Rendez-vous Europe1/Le Parisien" a déclaré : *"Je m'adresse aujourd'hui à*

tous les responsables politiques de gauche : Martine Aubry, Marie George Buffet, Jean-Luc Mélenchon, Cécile Duflot, Arlette Laguiller. Voyons-nous au plus vite pour monter un collectif unitaire pour défendre la retraite à 60 ans". (AFP 14.02)

Ce n'est certainement pas un hasard ou un oubli de sa part s'il ne s'est pas adressé au POI qui s'est déjà adressé à tous les partis sur la question de la défense de nos retraites... en vain, il faut préciser. Ceci explique cela. On n'y peut rien si Besancenot se sent plus proche d'Aubry ou de Duflot que de Daniel Gluckstein ou des trois autres secrétaires nationaux du POI. On ne se refait pas.

A propos de son initiative, chacun aura encore en mémoire de quelle manière le "collectif de défense de La Poste" s'est opposé à toute manifestation nationale unitaire à Paris pour défendre La Poste laissant ainsi la voie libre au gouvernement.

On pourrait faire une analogie entre d'un côté les comités ou commissions mis en place par Sarkozy dans lesquels participent des membres de l'UMP au PCF (allié du PG dans le Front de gauche), et d'un autre côté, l'intersyndicale dirigée par le tandem Thibault-Chérèque et les différents collectifs qui regroupent des partis et des organisations du PS au NPA, l'ensemble de ces comités, commissions, collectifs ne poursuivant finalement qu'un seul objectif : permettre à Sarkozy et son gouvernement d'appliquer sa politique réactionnaire ou pour ceux qui ne l'auraient pas encore compris, méthode qui aboutit à ce résultat.

On pourrait ajouter à propos de ces collectifs, qu'ils ont vocation à se substituer à la mobilisation des masses et que par conséquent, sachant que seule celle-ci pourrait faire reculer le gouvernement ou lui infliger une défaite, cela revient à le soutenir, l'opportunisme en politique ne pouvant aboutir à un autre résultat. On nous objectera que ces collectifs ont largement participé à la victoire du non en mai 2005. Certes, mais en réalité, ils se sont accaparés cette victoire qui étaient également dûe à la mobilisation des nationalistes et des souverainistes de tous poils, inavouable évidemment, il faut remettre les choses à leur place. Mais où était donc ces collectifs lorsque Sarkozy a finalement signé le TCE ? Aux abonnés absents !

On ne peut pas accepter d'une part de dialoguer avec Sarkozy ou avec les appareils pourris des syndicats, le PS, et d'autre part se placer en même temps au côté de la classe ouvrière et l'appeler à se mobiliser, c'est l'un ou l'autre.

On va suivre attentivement les déclarations et les positions des uns et des autres dans les jours et les semaines qui viennent sur la question des retraites, car elle pose directement la question de se soumettre aux exigences du capital ou de combattre pour en finir avec le capitalisme. Ils vont être obligés de se découvrir, cette question va forcément nourrir la crise que traverse tous les partis et syndicats.

Afghanistan.

Selon l'OTAN, deux roquettes lancées depuis un système d'artillerie à haute mobilité devaient atteindre des insurgés qui faisaient feu sur des soldats afghans et des forces alliées, mais ont explosé à environ 300m de la cible visée dans le district de Nad Ali. Les roquettes ont frappé une maison, tuant 12 civils, a rapporté l'Alliance atlantique. (AP 14.02)

Le 16 février

Pas le temps et envie de causer aujourd'hui.

Hier j'ai pris le temps de lire les articles du Réseau Voltaire sur le Gladio que j'imagine la plupart des militants ne liront pas pour une raison ou une autre, peu importe, j'en ai fait une présentation ou un résumé succinct en retranscrivant quelques passages de ces articles.

Le Gladio diminutif de gladiateur, une organisation militaire secrète appelée aussi armée secrète stay-behind, organisée par l'Otan et la CIA (plus le MI6) avec le concours des services secrets et des différents chefs d'Etat des pays où elle est intervenue et continue d'intervenir, qui avait pour objectif la lutte contre le communisme à l'échelle mondiale et étendre l'influence des Etats-Unis.

Ce que les capitalistes et leurs représentants ne digèrent jamais.

Dans ses Origines de la Guerre froide, l'historien Denna Frank Fleming observa que nombre des bouleversements sociaux apportés par la Révolution, notamment l'abolition des cultes et de la noblesse paysanne, « auraient pu être acceptés par les conservateurs, à l'étranger, avec le temps mais la nationalisation de l'industrie, du commerce et de la terre, jamais ».

Largement ignorée à l'Ouest, la guerre secrète contre le terrorisme débuta donc immédiatement après la Révolution russe, quand la Grande-Bretagne et les États-Unis levèrent des armées secrètes contre les nouveaux pays satellites de l'Union soviétique. Entre 1918 et 1920, Londres et Washington s'allièrent à la droite russe et financèrent une dizaine d'interventions militaires sur le sol soviétique, dont toutes échouèrent à renverser les nouveaux dirigeants...

Quels types d'activités clandestines ou meurtrières ont-ils mené en Europe mais pas seulement pour lutter contre le communisme

ou l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement dit de gauche ?

Coups d'Etat (Italie 1964, Grèce 1967), meurtres (Italie, Irlande), crimes en série (Belgique, années 80), escadrons de la mort, constitution d'organisations terroristes (Italie), formation d'unités de guérillas paramilitaires (Turquie), commandos de tueurs formés de membre de l'extrême droite et d'ancien officier de la Waffen SS d'Hitler (Allemagne), commandos de sabotage, ramifications mafieuses (Italie), opérations clandestines contre la population et l'opposition (Portugal, années 50), une sorte de « Ku Klux Klan » international, actes de torture, des attentats et des assassinats (Turquie, Espagne, Italie), réseaux d'action et de manipulation (résolution du Parlement Européen, 22 novembre 1990.), réseau de renseignement et d'action clandestin, enlèvements en Europe et des vols secrets, des disparitions et des prisons secrètes, planification de guerre non conventionnelle, opérations de subversion à l'étranger, propagande, stratégies médiatiques, campagnes de diffamation (Italie), programme d'action politique clandestine, financement secret de partis politiques, fonds destinés aux organisations d'extrême droite, armement de guérilla, manipulation de mouvement de résistance, opérations politiques, paramilitaires et psychologiques....

Quels pays furent impliqués en Europe ?

Les pays impliqués : Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, Grèce, Belgique, Pays-Bas, Allemagne, Luxembourg, Portugal, l'Espagne, Danemark, Norvège, Suède, Autriche, Suisse, Turquie, ...

Où fut expérimenté la première fois à l'échelle d'un pays la panoplie d'actions criminelles de cette armée secrète au service de l'impérialisme américain ? En Italie.

...ils ont organisé le trucage des élections en Italie (1948 et 1958), deux coups d'Etat invisibles (1964 et 1970), et n'ont pas hésité à faire exécuter le Premier ministre Aldo Moro (1978).

Comment fut révélée l'existence de cette armée secrète pilotée par Washington ?

C'est lors d'un discours devant le Sénat italien prononcé le 3 août 1990 par le Premier ministre italien Giulio Andreotti sur l'existence d'une armée secrète stay-behind créée par l'OTAN dans toute l'Europe de l'Ouest, que le monde apprit l'existence de cette organisation.

Est-elle prouvée ?

Alors que l'existence du gouvernement de l'ombre institué par les États-Unis et le Royaume-Uni dans l'ensemble des États alliés est attestée par des enquêtes judiciaires et parlementaires dans les années 80- 90, l'OTAN, la CIA et le MI6 continuent à nier. C'est que Washington et Londres n'y voient pas un épisode historique, mais un dispositif actuel (comme l'a montré l'affaire des enlèvements en Europe et des vols secrets durant l'ère Bush). Les armées secrètes de l'OTAN sont toujours couvertes par le secret-Défense, parce qu'elles sont toujours actives.

Le pendant de son activité ailleurs dans le monde.

Historiens et analystes politiques ont depuis décrit en détail comment la CIA et les Forces Spéciales états-uniennes ont, au moyen de guerre secrètes et non déclarées, influencé l'évolution politique et militaire de nombreux pays d'Amérique latine ; parmi les faits les plus marquants, on peut citer le renversement du président guatémaltèque Jakobo Arbenz en 1954, le débarquement raté de la baie des Cochons en 1961, qui devait amener à la destitution de Fidel Castro, l'assassinat d'Ernesto Che Guevara en Bolivie en 1967, le coup d'État contre le président chilien Salvador Allende et l'installation au pouvoir du dictateur Augusto Pinochet en 1973, ou encore le financement des Contras au Nicaragua, suite à la révolution sandiniste de 1979.

Outre ses agissements sur le continent sud-américain, la CIA est également intervenue à de nombreuses reprises en Asie et en Afrique, notamment pour renverser le gouvernement de Mossadegh en Iran en 1953, pour soutenir la politique d'Apartheid en Afrique du Sud, ce qui conduisit à l'emprisonnement de Nelson Mandela, pour assister ben Laden et al-Qaida en Afghanistan, lors de l'invasion soviétique de 1979 et pour appuyer le leader Khmer Rouge Pol Pot depuis des bases conservées au Cambodge, après la défaite étatsunienne au Vietnam en 1975. D'un point de vue purement technique, le département des opérations secrètes de la CIA correspond à la définition d'une organisation terroriste donnée par le FBI. Le "terrorisme" est, selon le FBI, « l'usage illégal de la force ou de la violence contre des personnes ou des biens dans le but d'intimider ou de contraindre un gouvernement, une population civile, ou un segment de celle-ci, à poursuivre certains objectifs politiques ou sociaux ».

Pourquoi perpétuent-ils ce genre d'organisations secrètes ? Pour demeurer les maîtres du monde, pardi !

La CIA tenta également de mettre sur pied une armée secrète en Chine afin d'enrayer l'avancée du communisme, mais elle échoua quand, en 1949, Mao Zedong prit le pouvoir à la tête du parti communiste Chinois. L'ancien directeur de la CIA William Colby se souvient : « Je me suis toujours demandé si le réseau stay-behind que nous avons bâti aurait pu fonctionner sous un régime soviétique. Nous savons que les tentatives de mettre en place de telles organisations dans l'urgence ont échoué en Chine en 1950 et au Nord Vietnam en 1954. »

Dans les pays que l'on nomme le Tiers Monde, en Afrique, en Amérique Latine et dans certaines régions d'Asie, les populations adoptèrent des variantes du communisme et du socialisme qu'elles croyaient capables de leur apporter une meilleure répartition des richesses et l'indépendance vis-à-vis de l'Occident capitaliste et industrialisé. En Iran, Mossadegh adopta un programme socialiste et tenta de distribuer une partie des revenus du pétrole à la population. Après l'Inde qui se libéra de l'emprise britannique, l'Afrique s'engagea elle aussi dans une lutte anticoloniale de gauche qui culmina en 1960 lorsque le Cameroun, le Togo, Madagascar, la Somalie, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Congo, le Gabon, le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, la Mauritanie et la République Centrafricaine déclarèrent leur indépendance. En Asie du Sud-Est, suite au retrait des forces d'occupation japonaises, les Philippines et le Vietnam virent l'émergence de puissants mouvements anticoloniaux communistes et de gauche qui provoquèrent au Vietnam la guerre d'Indochine puis la seconde guerre contre les États-Unis, qui ne prit fin qu'en 1975, avec la victoire des communistes.

Dans l'esprit des stratèges de la Maison-Blanche, la guerre ne s'acheva pas en 1945, elle évolua plutôt vers une forme silencieuse et secrète de conflit où les services secrets devinrent les instruments privilégiés dans l'exercice du pouvoir.

Quelques infos en brefs.

La réaction ne désarme pas contre le NPA.

Un recours a été déposé par l'"Association de solidarité avec les femmes arabes" devant le tribunal administratif de Marseille pour faire échec à la présence d'une femme voilée sur la liste du NPA des régionales en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, a-t-on appris lundi auprès du tribunal.

L'association, "*eu égard aux enjeux, est donc décidée à ce que la justice se prononce sur ces points et à exercer tout recours, y compris devant la Cour européenne pour faire valoir ses droits*", ajoute-t-elle. (AP 15.02)

Il doit s'agir d'une de ces nombreuses associations à caractère "humanitaire", en fait réactionnaire, qui a pour vocation finalement de lutter contre le communisme.

Un nouveau besoin réel et superficiel, une aubaine pour le capitalisme en crise.

Quelque 4,6 milliards d'abonnements au téléphone portable ont été contractés dans le monde, a annoncé lundi l'agence des télécommunications des Nations unies, qui prévoit que leur nombre passe la barre des cinq milliards cette année. (AP 15.02)

Le 17 février

Rectificatif.

Le document que j'ai mis en ligne concernant le financement de l'Assurance maladie qui m'a été transmis par le Front syndical de classe pose problème. Je ne m'en suis pas aperçu sur le moment. Il met en avant toutes une batterie de taxes que le gouvernement n'auraient pas versées à la Sécu, mais en réalité cela revient à admettre que la Sécu ne serait pas seulement financée par les travailleurs, cela revient à accepter la financiarisation de la Sécu cher au gouvernement dans la perspective de la privatiser.

Pour cette raison, on ne peut pas utiliser cet argument.

Une fois cette correction effectuée, il ne resterait plus que le retard de paiement à la Sécu pour les contrats aidés, soit 2,1 milliards, ainsi que le retard de paiement par les entreprises : 1,9 milliards. On peut ajouter les plus-values des stock-options dont bénéficient cadres et dirigeants de grandes sociétés et qui leur sont versé sans cotisations sociales, soit 3,2 milliards d'euros (base 2005), selon la Cour des comptes en 2007, auxquels on peut ajouter une somme équivalente pour les "parachutes dorés" et autres indemnités exceptionnelles de départ, toujours selon la Cour des comptes. On arrive à un total de plus de 10 milliards d'euros. Dans le cas où deux millions de chômeurs seraient embauchés, sur la base de 100 euros de cotisation par mois, il faudrait ajouter 2,4 milliards. Dans tous les cas de figure, les comptes de la Sécu seraient excédentaires.

Ayant corrigé seul cette erreur, je ne remercie pas les militants qui s'en étaient peut-être aperçus sans m'en avertir, comme dirait l'autre on va aller loin avec ce genre de relations.

Autre sujet très vite.

Si les initiatives proposées aux autres partis par le POI sur les licenciements ou les retraites n'ont suscité aucune réponse de leur part, celle lancée par Besancenot dimanche dernier sur les retraites a essuyé un refus cinglant exposé dans les médias nationaux sans doute pour mieux marginaliser le NPA à quelques semaines des élections régionales. A l'approche de cette échéance si importante pour les partis

présentant des candidats, ils ne pouvaient pas ne pas répondre à l'initiative du NPA et faire comme s'ils n'avaient rien entendu.

Le PCF semble avoir donné son accord pour participer à la réunion de jeudi prochain, tous les autres partis à l'exception de LO se sont retranchés derrière l'argument selon lequel il ne fallait pas faire de l'ombre aux dirigeants syndicaux. Précisons que le POI n'a semble-t-il pas été contacté par le NPA, à moins que la censure vienne des médias et des agences de presse.

Tous socialistes en parole, mais dès qu'il faut passer à l'exercice pratique, ils se placent dans le camp des capitalistes, cela vaut également pour le NPA qui s'est dit disposé à appeler à voter pour les listes du PS au second tour des élections régionale, mais qui en revanche n'a pas daigné répondre à l'appel lancé par le POI... Comme je l'ai déjà écrit, cet appel valait le coup d'être discuté, sans pour autant être d'accord avec son orientation. C'est ce qui me distingue de LO qui a expliqué à juste titre qu'il était inutile de s'adresser à la direction du PS, mais sans donner suite à l'invitation du POI, ce qui est une attitude inqualifiable. Qu'est-ce qui nous empêche de marcher séparément mais de frapper ensemble ? Une question que les militants devraient poser à leurs dirigeants.

On ne peut pas à la fois réaliser l'unité et la révolution dans et par les urnes avec des partis inféodés au capitalisme tels que le PS, le MRC, les Verts, le PCF ou le PG, et réaliser l'unité sur une base strictement de classe conforme aux intérêts du prolétariat. Aux militants des différents partis de passer outre les consignes et la politique opportuniste de leurs dirigeants pour réaliser l'unité et combattre ensemble le gouvernement et les institutions.

J'arrête là, il n'y a pas de courant depuis trois heures. Bonne journée à tous.

Quelques infos en bref.

Vieux et pauvres.

Selon les syndicats sur les 14 millions de retraités, "*quatre millions perçoivent le minimum contributif*", soit près de 580 euros par mois, "*et plus de cinq millions entre 800 et 1.100 euros*" (AP 16.02)

Le temps des regrets.

1- 69% des Français regrettent le franc selon un sondage.

2- Sarkozy franchit un seuil d'impopularité depuis août 2008 avec 39% de satisfaits, selon le baromètre BVA pour Orange-L'Express-France Inter. (Reuters 16.02)

Banquiers, ils sont les seuls à s'en tirer.

La banque britannique Barclays a réalisé l'an dernier un bénéfice avant impôts de 11,6 milliards de livres (13,4 milliards d'euros), dopé par la plus-value de 6,3 milliards engrangée lors de la vente de sa filiale de gestion d'actifs Barclays Global Investors (BGI).

Ce résultat représente un bond de 92% par rapport aux 6,1 milliards de profits de 2008.

Le bénéfice imposable courant de Barclays, hors plus-value liée à la cession de BGI, a été de 5,6 milliards de sterling en 2009, contre 1,6 milliard en 2008.

Le groupe bancaire a indiqué qu'il distribuerait pour 1,5 milliard de sterling de primes en numéraire au titre de 2009, auxquelles s'ajouteront 1,2 milliard de bonus différés exerçables sur trois ans mais susceptibles d'être annulés. (Reuters 16.02)

Commentaires. Ce que ne dit pas cet article et que j'ai entendu hier aux infos sur TV5Monde Asie, c'est que pour 2010 Barclays avait augmenté de 49% sa provision pour créances douteuses, comme quoi ses comptes ne doivent pas être aussi clairs qu'on nous le dit. Quant à son résultat, normal, non sous le régime des banquiers ?

Le 18 février

Participer à la gestion des régions, c'est participer à la gestion de la société capitaliste : boycott ! A-t-on tiré tous les enseignements de la participation de la social-démocratie allemande aux institutions de la fin du XIXe siècle jusqu'à l'arrivée de Hitler au pouvoir ? C'est une question que je me pose et que je n'ai pas encore creusée. Jusqu'à présent nous défendions la position qu'il fallait participer aux élections et aux institutions quand les conditions le permettaient, sinon nous n'y participions pas et/ou nous les boycottions.

Nous expliquions aussi que cela permettait aux différents partis de se faire connaître des masses. On peut en douter fortement, car si elles ne nous connaissaient pas, c'est que nous avons toujours une existence marginale et ce n'était pas quelques minutes passées à la télévision ou quelques interviews radio qui y changeraient grand chose, il ne faut pas se leurrer. C'est seulement la rencontre et la discussion avec des travailleurs qui permettent de nous faire connaître. Quant à la tribune que représenteraient des élus, nous pouvons en douter fortement aussi dans la mesure où leurs discours seraient couverts par ceux de la réaction ou leurs valets relayés en boucle par les médias, au mieux se serait une perte de temps, d'énergie et d'argent, au pire, nous légitimerions des institutions bonapartistes et antidémocratiques. Il ne faudrait pas compter sur les médias ou les agences de presse aux ordres pour reproduire des extraits significatifs de discours d'élus prônant la fin du capitalisme et des institutions, il ne faut pas se bercer d'illusions.

Par ailleurs, nous avons constaté dans le passé, d'où ma référence au parti ouvrier social-démocrate allemand, que les élus du parti en présence et sous la pression continue de la réaction finissaient à de rares exceptions près par adopter des positions réactionnaires, à pencher toujours plus à droite comme l'on dit, à chercher des compromis avec le régime. Le parti n'est pas toujours en mesure de choisir ses candidats parmi ses meilleurs militants, si ce sont les militants qui procèdent à ce choix et non la direction, des militants ayant encore des illusions dans le régime ou faibles sur le plan théorique peuvent être amenés à défendre des positions indéfendables ou à capituler ou encore à rompre avec le parti. Des cadres ou des dirigeants du parti pas aussi fiables qu'on pourrait le penser peuvent se vendre aux plus offrants, le PS ne regorge-t-il pas d'anciens cadres de la LCR ou du PCI par exemple. Pas besoin d'élections pour en avoir confirmation ! L'appel d'offre ne se limite d'ailleurs pas à une place au soleil dans un parti, cela peut très bien aller jusqu'à faire carrière dans un journal ou une chaîne de télévision ou encore dans l'administration ou une grande entreprise au cas où l'on disposerait des qualités requises.

Du coup, je vois mal dans ces conditions l'utilité de participer à des élections ou des institutions, sans pour autant en écarter définitivement l'idée, la question est de savoir si le parti et la classe ont réellement quelque chose à y gagner, si la réponse est positive, alors il faut y participer, dans le cas contraire vaut mieux s'en abstenir et dénoncer cette parodie de démocratie qui n'a pour objectif que légitimer le régime et les institutions.

Un autre sujet.

Si vous me demandez pourquoi je n'ai pas mis en ligne depuis deux semaines une page ou deux d'*Informations ouvrières*, c'est parce que j'ai estimé qu'aucune page ne le méritait pour le numéro de cette semaine, quant à celui de la semaine dernière, je ne l'ai pas reçu, le camarade qui me l'envoie habituellement l'avait effacé de son disque dur juste après l'avoir parcouru rapidement, donc quand je lui ai réclamé il était déjà trop tard.

J'ai simplement relevé dans le numéro de cette semaine que le POI continuait de faire croire que la Sécu n'aurait jamais touché de la part de l'Etat l'équivalent des centaines de milliards d'exonérations de cotisations sociales dont ont bénéficié les patrons depuis le début des années 90, alors que c'est totalement faux. C'est un mensonge pur et simple. Question : que cache ce grossier mensonge ? Lisons plutôt ce qu'a écrit Gluckstein :

"Nul besoin de réforme, donc : on restitue ces exonérations à la Sécurité sociale et la question est réglée !", et non, la question n'est pas réglée puisqu'elle a déjà touché cet argent ! Pour la régler ne faudrait-il pas remettre en cause le capitalisme et les institutions ? Question que le POI refuse obstinément d'aborder. N'est-ce pas la question qu'il faut se poser, que les militants et les travailleurs doivent justement se poser ?

Pourquoi le gouvernement veut-il absolument "réformer" les retraites, l'Assurance maladie, la Sécu ? Pour aboutir à les privatiser, cela aussi on le sait depuis longtemps. Mais pourquoi ? Il faut creuser, il faut aller jusqu'au bout de l'analyse de la crise du capitalisme à l'échelle mondiale pour apporter une réponse cohérente et la traduire en terme politique. Et on arrive à quel constat ? Devinez, que le développement du capitalisme à l'échelle mondiale s'étant traduit ces dernières décennies par la mise en concurrence de l'ensemble de la force de travail au niveau mondial, les capitalistes les plus puissants pour conserver leurs places dominantes sur le marché mondial doivent absolument remettre en cause tous les droits et acquis sociaux de leurs propres prolétariats, car ces acquis sociaux représentent un coût qu'ils ne maîtrisent pas toujours ou qui leur échappe, en tout état de cause, ils amputent leurs profits et leur compétitivité ce qu'ils estiment inacceptable, face à la réduction du taux de profit dans les pays où la main d'oeuvre est la meilleure marché dans le monde, la hausse des salaires et des coûts de production dans ces pays, l'arrivée de nouveaux concurrents toujours plus féroces, ils doivent absolument s'attaquer à l'ensemble de nos acquis pour demeurer compétitif et continuer d'accumuler du capital, de plus ils doivent faire face à l'aggravation des contradictions de l'impérialisme américain qui entend bien faire payer aux pays de l'Union européenne le plus lourd tribut de sa crise, en fait à leurs travailleurs, bref, ils sont placés dans une situation où la liquidation de nos droits est devenu une nécessité impérieuse, l'époque où ils pouvaient saigner à blanc des peuples entiers pour réaliser leurs profits est en passe d'être révolue, dorénavant chaque peuple réclame sa part de bien-être de l'exploitation de ses richesses et accepte de moins en moins que des pays bénéficient des retombés de leur travail alors qu'ils croulent dans la misère et le sous-développement, à l'ère de la communication universelle et d'Internet chacun peut prendre conscience du gouffre social qui le sépare des autres peuples, chacun des peuples résiste et combat à sa manière la régression sociale que les capitalistes veulent leur imposer ou les maintenir dans un état d'indigence qu'ils acceptent de moins en moins, le développement du capitalisme, ses contradictions poussées à l'extrême en dehors de toute issue (durable) à la crise du capitalisme, tendent à transformer la quantité en qualité en alimentant quotidiennement la lutte des classes qui conduit inévitablement à un affrontement direct entre les classes pour le pouvoir...

Face à cette nécessité qui s'impose à la classe dominante de passer à l'offensive contre la classe ouvrière, s'oppose celle du prolétariat à faire valoir ses droits ou à les préserver, d'en acquérir de nouveaux, or c'est devenu impossible sans un affrontement direct avec la classe

des capitalistes, sans remettre en cause les fondements du capitalisme et mettre à l'ordre du jour l'abolition des institutions de la Ve République, sans une révolution prolétarienne et socialiste, perspective politique qu'aucun parti n'envisage évidemment, pas même le POI, elle est incompatible avec le type de parti que le POI construit, puisqu'au moins trois de ses tendances sont opposées à la révolution (socialiste et communiste) et à l'établissement d'un Etat ouvrier (anacho-syndicaliste).

J'en veux pour preuve, si c'était nécessaire au-delà de l'absence de tout mot d'ordre contre le gouvernement et les institutions, le fait qu'aucune intervention en faveur des intérêts des fonctionnaires ne soit ponctuée d'une propagande contre l'Etat, leur employeur, qu'à aucun moment il n'est question de le caractériser avec précision, alors que dans leur immense majorité les fonctionnaires considèrent que l'Etat est situé au-dessus des classes et n'aurait pas à proprement parlé une nature de classe précise, à aucun moment dans *Informations ouvrières* il n'est question d'ouvrir les yeux des fonctionnaires sur leurs rapports réels avec l'Etat capitaliste, or c'est l'un des moyens pour leur faire comprendre que leurs intérêts ne sont pas distincts des travailleurs du secteur privé, en fait de combat pour l'unité, d'une part le POI se place sur le plan du réformisme, du trade-unionisme, d'autre part il ne fait rien pour aider la classe à surmonter ses propres divisions. Cela explique en partie pourquoi le POI est finalement incapable de proposer la moindre perspective politique à la classe ouvrière.

On aurait pu se borner à reprendre un des arguments contre-révolutionnaire favori du POI pour montrer à quel point il n'est pas le parti dont le prolétariat aura besoin pour prendre le pouvoir.

Il n'a cessé d'expliquer sous toutes les coutures depuis l'époque du PT, que tout serait possible en régime capitaliste, que ce qu'a pu supporter le capitalisme français à l'issue de la seconde guerre mondiale dans une situation plus difficile qu'aujourd'hui, la Sécurité sociale par exemple, rien n'empêcherait de revenir à la Sécu de 1945, etc. Dans ces conditions, pourquoi lutter pour renverser le capitalisme ou plutôt pourquoi lutter dans cette perspective si tout serait finalement possible en conservant le régime capitaliste, mais bordel comment ne pas comprendre ce qui est si simple à comprendre : vive le capitalisme et au diable le socialisme ! Gluckstein et sa clique aurait mieux fait de rester à la LCR, avec un peu de chance, Marx disait qu'il fallait compter avec, le PCI n'aurait peut-être pas dégénéré avant d'être liquidé, et Lambert n'aurait peut-être pas pu se choisir un dauphin plutôt digne de Jaurès que de Trotsky.

Vous pouvez prendre un autre exemple que la Sécu, par exemple les licenciements. Ils font croire qu'il serait possible d'inverser le cours des choses dès lors que des actionnaires et/ou des banquiers ont décidé de liquider une entreprise, or c'est totalement impossible, les usines ferment les unes après les autres depuis plus d'un demi-siècle, chacun en est témoin. Pire encore, ils vont plus loin, ils le font dire à X. Bertrand (page 5), mais à aucun moment ils n'en tireront l'enseignement qu'il faudrait exproprier les patrons, que dans l'impossibilité de les exproprier dans la situation actuelle, en s'adressant aux travailleurs il faut se demander quelles conditions il faudrait remplir pour que cette perspective devienne réalité (la question du parti), à aucun moment le POI ne se place dans cette perspective qui est la seule issue politique possible, il capitule en fait devant le régime. Si vous avez bien fait attention, vous aurez remarqué qu'ils opposent à cette perspective un hypothétique front unique, qui conduit d'une part dans une impasse, et d'autre part ne permet de construire rien du tout, sauf à se satisfaire de réunion avec des élus du PS et du PCF !

En lisant *Informations ouvrières* chaque semaine, on a vraiment l'impression de se retrouver en présence d'une défaite annoncée, de loosers professionnels comme disent les jeunes, de vivre le même cauchemar chaque semaine depuis des décennies, sans aucune issue politique, c'est d'une tristesse à mourir, j'imagine que c'est plutôt démoralisant pour ses militants. Je les salue au passage, car ils ont été nombreux à télécharger l'interview qu'A. Hébert avait donné à Karim Landais, en 2004 je crois, un interview qui démolissait le mythe du grand révolutionnaire Lambert pour ceux qui savent lire, sans avoir besoin de lire entre les lignes tellement c'était limpide, je précise.

Le Front de gauche et la laïcité. Que Mélenchon commence par balayer devant sa porte avant de donner des leçons aux autres !

Jean-Yves Causer, tête de liste du Front de gauche a déclaré qu'il était favorable à l'enseignement de l'islam dans les écoles en Alsace, alors que la position conforme au principe de la laïcité consiste à combattre pour l'abrogation du Concordat encore en vigueur dans les départements de Moselle, du Haut et du Bas-Rhin.

Interrogé, Jean-Yves Causer, issu du courant Les Alternatifs, tête de liste du Front de gauche en Alsace et maître de conférence à Mulhouse, expliquait ne pas être « sectaire » :

« Je suis non seulement favorable à l'introduction de cours d'islam à l'école mais aussi à la création d'une faculté d'État de religion musulmane. À Strasbourg, il y a une faculté d'État catholique, une faculté d'État protestante... C'est absolument anormal qu'il n'y ait pas de fac d'État musulmane. ».

J'ajouterais à cette liste une faculté d'État jaïn, une faculté d'État parsi, une faculté d'État hindou shivaïste, une faculté d'État hindou vishnouïste pour ne pas faire de jaloux, une faculté d'État de religion musulmane chiite, le pendant de la sunnite pour contenter tout le monde, une faculté d'État réservé aux adeptes de Confucius, pour peu que l'on confonde religion et philosophie, une faculté d'État bouddhiste pour chaque branche du bouddhisme, il en existe trois, etc. car cette liste est loin d'être exhaustive.

Le PG s'est désolidarisé de ses propos, sans rompre avec les Alternatifs, mouvement hétérocyte qui ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes.

En réponse aux critique du PG, Jean-Yves Causer en a rajouté une couche en déclarant :

« *J'irais même plus loin que les cours de religion. Je pense qu'il faudrait des cours de culture religieuse dans toute la France. Nos jeunes sont de plus en plus incultes sur cette question. Après, il ne faut pas s'étonner de la montée de l'intégrisme.* » et d'ajouter pour justifier que tout est justifiable en période électorale : « *Faire de la politique autrement, c'est demander leur avis aux gens et les écouter. Surtout lorsqu'ils sont vulnérables.* », autrement dit, pour ce monsieur, faire de la politique c'est reprendre obligatoirement à son compte les positions des électeurs même si elles sont le produit de leur ignorance ou inconscience politique, il doit ignorer que les masses peuvent être aussi réactionnaires. Quel discernement, quel courage ! L'éclectisme du petit-bourgeois dans toute sa plendeur, quoi. Un point commun à tous ceux qui ne se situent pas sur le terrain du marxisme...

Ce qui distingue le PG et ses alliés, c'est un opportunisme forcené, une hypocrisie permanente, une forme de couardise la plus basse, l'art du double langage, un jour contre l'UE, un jour proposant un "pacte" à un partisan acharné de l'UE, D. Cohn-Bendit, et voilà le PG qui se dit laïc allié à un mouvement réclamant ouvertement la généralisation de cours de religion en France, autrement dit l'extension du Concordat à toute la France au lieu de son abolition. Bravo monsieur Mélenchon, bientôt le Front de gauche sera en odeur de sainteté au Vatican ! Vous pourrez chanter en coeur au Sénat ou dans une église, c'est du pareil au même : we are the champion... l'écho des démons vous répondra en coeur : de quoi diable, du cumul des mandats, de la pêche aux prébendes et aux voix, après tout, qui a donné le mauvais exemple à Jean-Yves Causer en formant ce Front de gauche de bric et de broc, hein monsieur Mélenchon !

(source : Rue89 17.02)

- De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion. (1909) - V. Lénine - Oeuvres

La Ve République, son général-président, son armée...

Bertrand Cousin, ancien député, a été impliqué en 1966 durant son service militaire comme lieutenant de l'infanterie de marine dans des expérimentations de gaz toxiques au Sahara.

Dans un livre récemment publié (un énarque dans la choucroute, édition le cherche midi, novembre 2009) il raconte cet épisode qui n'est pas sans rappeler l'actualité "des cobayes de l'atome".

LePost - L'actualité se focalise sur l'exposition volontaire de militaires français lors des essais nucléaires au Sahara, vous nous apprenez que des gaz toxiques étaient testés au Sahara, qu'en était-il ?

"Dans une base secrète B2 au milieu de nulle part des obus pleins de gaz sarin (le même que celui de la secte aoun dans le métro de Tokyo) étaient tirés du haut d'un échafaudage. Il s'agissait de choisir un explosif qui n'altérerait pas la terrible nocivité du gaz sarin (on en meurt par tétanie)."

Qui participaient à ces expérimentations ?

"A tour de rôle, trois sections de quarante militaires imaginaient un balai grotesque en tenue de guerre chimique sous le soleil pour prélever des échantillons imprégnés par le gaz.

Ces échantillons étaient ensuite analysés au laboratoire du centre "Bouchet" (sur place), organisme militaire en charge de la guerre chimique."

Y avait-il un danger pour vos hommes et vous-même, ainsi que pour les tribus nomades alentour ?

Bien sûr. Le gaz est très efficace car il traverse par capillarité les habits, les chaussures et même le caoutchouc. Ainsi après chaque opération, nous avions le droit à une prise de sang pour vérifier s'il y avait eu une contamination. Quant aux nomades, nous partions alternativement en patrouille avec un interprète pour les dissuader d'aller faire paître leurs troupeaux dans des zones contaminées...

Quels pays étaient impliqués dans ces expérimentations ?

"Alors que la France du Général de Gaulle venait de quitter l'Otan, l'armée française continuait de collaborer étroitement avec des spécialistes américains de la guerre chimique installés avec nous." (LePost 17.02)

No comment !

Le capitalisme est entré dans une phase de crise permanente, confirmation.

Les responsables de la Fed jugent qu'il faudra "*un certain temps*", sans se prononcer davantage, avant un retour à la normale pour

l'économie et le marché de l'emploi américains.

Auparavant, ils avaient laissé entendre qu'il faudrait cinq à six ans avant un plein rétablissement des conditions économiques. Mais une minorité non-négligeable pensait toutefois qu'il faudra plus avant un retour à la normale. (AP 17.02)

Couac, couac à l'UMP, les nouveaux épisodes d'une crise devenue permanente à l'image de celle du capitalisme.

1- Le député UMP Patrick Balkany, proche du président Nicolas Sarkozy, a estimé mercredi que la ministre de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, devait être "virée du gouvernement" après ses propos polémiques en faveur de la Guadeloupe.

"Je pense qu'on devrait la sanctionner. Je pense qu'elle devrait être virée du gouvernement", a déclaré le député des Hauts-de-Seine aux journalistes dans les couloirs de l'Assemblée nationale. (Libération.fr 17.02)

2- Le Premier ministre François Fillon a fermement défendu mercredi la ministre de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard. *"Cette petite polémique est dérisoire"*, a lancé M. Fillon lors de la séance de questions au gouvernement à l'Assemblée,

"Extraire d'un discours une phrase pour tenter de jeter le discrédit sur la politique du gouvernement outre-mer, c'est contraire à l'esprit que je me fait de la démocratie", a déclaré M. Fillon. (AP 17.02)

3- Dans un sondage Ifop à paraître jeudi dans Paris Match, à la question « des deux personnalités laquelle préférez-vous ? », 57% des sondés répondent Dominique de Villepin, 38% le chef de l'Etat. (Lepost.fr 17.02)

MoDem. Les élections régionales : la goutte qui fait déborder le vase.

En moins de 3 ans d'existence, le parti fondé par François Bayrou n'est plus que l'ombre de lui-même. Hier, un adhérent pourtant exemplaire déchirait sa carte de membre et partout en France, les démissions s'accumulent.

Ceux qui avaient porté et supporté Bayrou depuis des mois quittent le navire, confrontés à une gestion calamiteuse de la préparation des régionales. Les présidences départementales explosent les unes après les autres (Hauts de Seine, Isère, Hérault, Charente Maritime, Oise, Val d'Oise, Pyrénées Atlantique, Bouches du Rhône,...), les adhérents boycottent la campagne et refusent d'y participer, les réunions publiques sont désespérément vides. (LePost.fr 17.02)

En guise de "déchet", Cohn-Bendit en connaît un rayon.

"Ce qui est fascinant, c'est comment cette force politique qui a représenté quelque chose après la présidentielle, s'est dégonflée (...) Si les déchets nucléaires disparaissaient aussi rapidement que le MoDem arrive à se faire disparaître, le problème du nucléaire trouverait des solutions assez rapides" (LePost.fr 17.02)

Espagne.

L'économie espagnole est restée en récession à la fin de l'année dernière.

Selon la deuxième et dernière estimation de l'évolution du PIB espagnol, celui-ci s'est contracté pour le septième trimestre consécutif en fin d'année dernière.

La contraction de 3,1% sur un an observée au quatrième trimestre en première estimation a également été confirmée, de même que le recul de 3,6% affiché pour l'ensemble de 2009, le plus important depuis plus d'un demi-siècle.

"Il y a une forte chance que l'Espagne reste en récession ou que nous observions une croissance contenue sur les prochains trimestres", indique Luigi Speranza de BNP Paribas. (Reuters 17.02)

Russie.

La Russie et l'Abkhazie ont signé un accord autorisant Moscou à construire une base militaire sur le sol de la province géorgienne sécessionniste.

Les ministres russe et abkhaze de la Défense ont paraphé le document. Des responsables abkhazes avaient annoncé auparavant qu'il permettrait d'accueillir sur la future base au moins 3.000 soldats de l'armée de terre russe déjà stationnés dans le territoire bordant la mer Noire.

"Cet accord jette les bases du développement de l'Abkhazie en tant qu'Etat indépendant", a déclaré le président russe Dmitri Medvedev, qui se tenait aux côtés du dirigeant abkhaze Sergueï Bagapch durant la cérémonie de signature au Kremlin. (Reuters 17.02)

Afrique. Des colons aux dictateurs.

1- Deux officiers accusés de crimes graves ont été nommés à des postes ministériels dans le gouvernement de transition en Guinée qui comptait déjà cinq militaires. (AP 17.02)

2- Des manifestants ont mis le feu à un autobus à Abidjan mercredi, dernier épisode en date des violences sporadiques qui se sont emparées de la Côte d'Ivoire depuis la dissolution du gouvernement, la semaine dernière, par le président Laurent Gbagbo. (AP 17.02) Gbagbo a repoussé les élections présidentielles et législatives depuis 2005 avec le soutien de l'ONU.

Le 19 février

Je n'ai pas le temps de causer, juste un mot pour dire que les déclarations et les articles de presse (avant-hier dans *Le Monde* notamment) se succèdent sur l'Iran pour expliquer que le régime serait devenu une dictature militaire, ce qui par conséquent et c'est moi qui l'ajoute, justifierait une intervention militaire de l'impérialisme américain, gardien de la démocratie à l'échelle mondiale comme chacun sait.

N'ayant pas eu de courant pendant toute la journée d'hier, j'en ai profité pour commencer à préparer une causerie sur le papier que je vous soumettrai demain. Je n'ai plus vraiment envie de me casser la tête à écrire des articles ou des éditos, je préfère le cadre plus souple d'une causerie, ce qui ne veut pas dire moins sérieux quant aux principes ou moins rigoureux sur la syntaxe. N'étant pas un intellectuel et ne l'ayant jamais revendiqué, c'est plus facile pour moi de participer à la discussion entre militants de cette manière-là.

Avec l'expérience, mes causeries sont pour ainsi dire du même niveau que mes articles antérieurs, entre médiocres et satisfaisantes, donc personne n'y perd au change. Et puis je n'ai pas le temps de me consacrer à des articles de fond, des camarades d'horizon divers le font très bien, même si je ne partage pas la totalité de leurs analyses, je continue de penser et je n'ai pas changer d'idée, que nous devrions être réunis dans le même parti révolutionnaire, donc ce n'est pas un problème pour moi, cela correspond à ma définition de la démocratie dans nos rangs ; du moment que l'on rame dans la même direction et que l'on poursuit le même objectif, on ne doit pas refuser le droit aux militants des diverses tendances révolutionnaires de s'exprimer.

Je rappelle au passage qu'il existait une dizaine de tendances dans le parti de Lénine et que cela ne l'a pas empêché de se construire et de prendre le pouvoir contrairement à tous les partis ou organisations que nous avons connus depuis 1945, avis à ceux qui ne supportent pas d'autres tendances que celles qu'ils ont créées artificiellement eux-mêmes pour empêcher que de véritables tendances voient le jour dans leur parti, et à ceux qui les tolèrent mais les étouffent.

Pour les masses, le socialisme et le communisme sont encore synonymes de dictature ou d'échec, d'incohérence ou d'impuissance, tandis que pour nombre de militants ignorants, le parti de Lénine, qui fut sans aucun doute le parti le plus démocratique du mouvement ouvrier au XXe siècle, continue d'apparaître à leurs yeux comme une monstruosité ayant engendré le stalinisme ou n'ayant pas pu l'éviter, alors que les causes de sa dégénérescence se trouve ailleurs. Aussi longtemps que nous n'aurons pas trouvé les moyens de mettre un terme à cette incompréhension, que nous n'aurons pas fait sauter cet obstacle, on ne s'en sortira pas, le prolétariat ne s'en sortira pas. Tout le reste est du baratin, vaut mieux le laisser aux bavards que de perdre son temps avec.

Plus le temps passe, plus le doute s'installe dans les esprits à la fois sur le capitalisme et sur le fait qu'il existerait une alternative au capitalisme, c'est une arme à double tranchant, les camarades qui au lieu de s'en tenir à l'essentiel passent leur temps à comptabiliser les désaccords qu'ils ont entre eux, feraient bien d'y réfléchir sérieusement, je ne leur donne pas ici une leçon, un simple conseil entre camarades, nous sommes bien embarqués dans la même galère il me semble, non ?

Pour finir, j'ai lu ce que différents camarades du NPA ont écrit à propos de la candidate "voilée" de leur parti.

Leurs analyses sont intéressantes mais leurs conclusions erronées, à mon avis ils sont passés à côté de l'essentiel qui était à la portée de tout un chacun : dans la situation actuelle, et c'est de là qu'il fallait partir, c'était du pain béni pour la réaction que de présenter une candidate portant un foulard ou un voile, dès lors, sauf à vouloir à tout prix fournir à la réaction un bâton pour se faire battre, on ne voyait pas quel intérêt le NPA pouvait en tirer, d'autant plus qu'y compris à l'intérieur de leur parti les travailleurs n'ont pas une idée très claire de ce qu'est la laïcité ou le combat pour le droit des femmes sur le terrain de la lutte de classe propre au prolétariat. (c'est un euphémisme !)

Il fallait en rester au fait que c'était une grave erreur politique de la direction du NPA au lieu de tomber dans le piège qui consistait à opposer les différentes conceptions de la laïcité ou du combat pour le droit des femmes présentes dans leur parti, discussion qui pouvait très bien avoir lieu ensuite dans les instances du NPA à défaut d'avoir eu lieu avant, ce qui aurait été préférable évidemment afin d'éviter d'en arriver à un affrontement public entre militants du même parti, et là encore, la faute incombe entièrement à la direction du NPA qui est en dessous de tout, c'était prévisible. Le NPA n'est pas un parti plus sérieux que la LCR, il le démontre encore une fois, voilà tout. Il donne l'image d'un parti

bordélique, ce qu'il est effectivement dans la réalité, sans véritable direction politique, pas de quoi rameuter les foules !

Personnellement, je n'ai lu qu'hier l'article de Lénine de 1909 sur le parti et la religion après avoir reçu le bulletin de la tendance Claire du NPA, et j'ai eu le bonheur de constater que nous étions sur la même longueur d'onde sur cette question, avec Lénine j'entends. Je n'ai pas besoin de demander la permission à Lénine avant d'exprimer ma position sur un sujet particulier, et si je me plante, je corrige comme je l'ai fait hier à propos du financement de la Sécu. Mieux, je n'ai pas besoin de citer Lénine pour défendre mes positions, si je ne suis pas capable de développer mes propres arguments et de convaincre mes lecteurs, c'est qu'il y a une faille dans ma démonstration, je dois tout simplement revoir ma copie. Je rejette la méthode qui consiste à faire parler les morts dont les analyses auraient valeur de lois éternelles ou dont l'autorité supérieure devrait s'imposer, je préfère rechercher quelle erreur j'ai pu commettre et par mes propres moyens quel facteur j'ai pu sous ou surestimer.

Or, dans la question qui nous occupe ici, il valait mieux battre en retraite en ordre compte tenu du climat actuel nauséabond envers les travailleurs d'origine d'Afrique du Nord (notamment) largement alimenté par le gouvernement, plutôt que de passer outre au nom d'un principe (de généreuses ou bonnes intentions !) et de prendre le risque d'être incompris, y compris par les travailleurs auxquels on s'adresse, confondant allègrement l'esprit et la lettre d'un enseignement du marxisme, en faisant abstraction de la situation dans laquelle il pouvait ou non s'appliquer.

Un tel aveuglement, qui est bien plus qu'une simple maladresse, traduit assez bien l'état d'esprit des dirigeants du NPA oscillant entre opportunisme et gauchisme. Au fait, un pas en arrière, deux pas en avant, cela ne vous dit rien ? Ou encore reculer pour mieux sauter ? Élémentaire, non ? C'est le propre du petit-bourgeois de faire ce qu'il veut quand il veut, de vouloir soumettre la réalité à ses désirs. Dans cette histoire, sérieusement, le NPA n'a-t-il pas agi de la sorte ?

Le boycott des élections régionales, ça roule... en taxi s'il vous plaît !

Des députés UMP, soutenus par le PS, ont adopté mercredi en commission un amendement abolissant le monopole des taxis parisiens dans les aéroports franciliens, au grand dam du gouvernement qui, soucieux de ne pas déclencher l'ire de la profession avant les régionales, veut revenir sur cette décision.

L'amendement en ce sens, cosigné par les élus UMP franciliens Yanick Paternotte, Yves Albarello et Didier Gonzales, a été adopté par la commission du Développement durable à plusieurs voix de majorité, grâce à l'appui des élus socialistes, lors de l'examen du projet de loi Grenelle 2. Il a été voté dans un climat très tendu, selon les participants à la réunion, et contre l'avis du rapporteur UMP du texte, Serge Grouard, et du secrétaire d'Etat aux Transports, Dominique Bussereau, présent en commission.

L'amendement stipule qu'en "*vue de faciliter la desserte des aéroports internationaux de la région Ile-de-France par des modes de transports alternatifs*" à la voiture personnelle, "*le monopole des taxis parisiens institué dans leur ressort territorial (...) est aboli*". La mesure vise en fait l'aéroport de Roissy, le monopole des taxis parisiens ayant déjà été supprimé pour celui d'Orly.

Ses auteurs ont fait valoir que le monopole actuel était discriminatoire vis-à-vis des artisans taxis du Val d'Oise ou de Seine-et-Marne par exemple. Christophe Caresche (PS) a approuvé "*une bonne mesure*", qui permettra notamment d'augmenter le nombre de taxis parisiens présents intra-muros.

Les taxis parisiens n'ont pas tardé à réagir en annonçant une opération escargot jeudi 25 février au départ des aéroports de Roissy et Orly pour protester contre l'amendement. (lepoint.fr 18.02)

Les caisses sont "vides", pas celles des banquiers évidemment, remplissons-les !

Voici les principales mesures annoncées jeudi lors d'un comité interministériel de la sécurité routière (CISR).

1- 800 nouveaux radars vont faire leur apparition sur le bord des routes "d'ici 2012".

2- De plus, le dispositif actuel pourra être complété par la mise en oeuvre périodique de radars mobiles. Une centaine de radars "vitesse moyenne" seront par ailleurs installés à partir de 2011 pour "*contrôler le respect du temps mis pour effectuer certains parcours particulièrement sensibles*", comme le franchissement d'un tunnel, les abords d'un chantier ou un virage dangereux. (ils vont aller jusqu'à évaluer la vitesse moyenne dans un virage, ils sont décidément plus que tordus, dommage que le ridicule ne tue pas ! - Ldc)

3- Création dans le Code de la route d'une infraction spécifique punie d'une contravention de 135 euros pour sanctionner les utilisateurs de cyclomoteurs au moteur débridé, dont la vitesse peut atteindre 80km/h alors qu'elle est normalement limitée à 45km/h. Avec cette mesure répressive, destinée à "*protéger les jeunes adolescents*", selon M. Fillon, le gouvernement souhaite marquer les esprits... (pas besoin, les jeunes haïssent déjà le gouvernement ! - Ldc)

4- Un contrôle technique obligatoire tous les deux ans est également instauré pour les cyclomoteurs afin de sensibiliser leurs utilisateurs, en majorité des mineurs, au "*respect des règles et du bon entretien de son engin*". (AP 18.02)

Après la méthode Coué, les mensonges grossiers, l'hypocrisie ouverte en guise de gouvernance ! Haro sur les jeunes, haro sur tout ce qui bouge et n'appartient pas à la classe des nantis !

Le fusible de Copenhague.

Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-Cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC), démissionnera en juillet pour travailler dans le privé. (Reuters 18.02)

Le 20 février

La manière dont le combat a été mené contre la fermeture de l'usine Philips de Dreux démontre d'une part, que le combat contre les licenciements ne peut se solder que par un échec, c'est la première leçon que l'on peut tirer, d'autre part, que la tactique (front unique en direction des dirigeants et des élus) qui a été mise en oeuvre s'est avérée impuissante à empêcher la fermeture de cette usine, c'est la deuxième leçon.

Il y aurait aussi beaucoup à dire sur la manière dont ce combat a été relaté. Selon ce que m'ont rapporté des camarades qui se sont rendus sur place et qui ont discuté avec des ouvriers et des délégués de Philips, il semblerait qu'on ne vous ait pas dit toute la vérité ou plutôt qu'une contrevérité ait servi à couvrir les agissements de certains délégués syndicaux, je pense notamment à l'accord passé lors du précédent "plan social" (en 2009) qui avait fait l'objet d'un accord entre la direction et le syndicat FO et qui s'était soldé par des licenciements, dont trois délégués de la CGT, dont le licenciement fut reconnu illégal par la suite par le tribunal administratif. Pour bien faire, il faudrait vérifier si FO a bien signé cet accord avec la direction en 2009, auquel cas nous serions en présence d'une manipulation et je pourrais vous en dire plus par la suite.

Pour revenir à la manière dont ce combat a été mené et qui aboutit à un échec, ce n'est pas cet échec qui pose en soi un problème, c'est plutôt que les ouvriers de Philips qui se sont battus pour conserver leur emploi n'en tireront aucune leçon pour l'avenir, car à aucun moment les partis ouvriers ou les syndicats n'ont voulu situer ce combat dans une perspective révolutionnaire et n'ont avancé l'idée de la nécessité d'exproprier les actionnaires de Philips, qu'il fallait impérativement rompre avec le capitalisme pour entrevoir une issue positive à la situation...

Souvenez-vous du n°81 d'*Informations ouvrières* qui titrait en page 4 "*Les travailleurs de l'usine Philips, à Dreux, contraignent le préfet à intervenir contre la fermeture du site*", une grande victoire pour le POI, pour qui ? pour le gouvernement dont le préfet est le représentant, le voilà dans la posture du défenseur des intérêts des travailleurs contre les horribles capitalistes sans scrupules, merveilleux non, et le POI de se faire l'écho, le complice des illusions de travailleurs de cette usine, jugez plutôt : "*Résultat : « Un véritable tournant. Cela redistribue toutes les cartes. » Après des semaines de combat, c'est le sentiment partagé par les salariés de Philips.*", c'était criminel de leur avoir laissé entrevoir une autre issue que la fermeture, vous pensez que j'exagère, cet article se terminait par cette phrase sans appel : "*Aujourd'hui, on peut dire que tout est possible si l'unité est maintenue.*", vous avez bien lu "*TOUT EST POSSIBLE*", y compris le maintien des 212 emplois.

Vous avez là sous les yeux la preuve que la campagne du POI pour l'interdiction des licenciements est une très mauvaise farce, qui conduit uniquement dans une impasse et consiste à entretenir l'illusion qu'il serait possible d'interdire les licenciements sans au préalable avoir réglé la question du pouvoir politique et de l'Etat. Entretenir cette illusion et poser la question du pouvoir politique est incompatible.

Dans le premier cas on soutient le régime en prétendant le combattre, dans le second on ne raconte pas d'histoires aux travailleurs, on leur dit la vérité en face, même si elle est dure à avaler, en subordonnant le combat contre les licenciements dans la perspective politique du renversement du régime, y compris lorsque les conditions ne sont pas remplies pour accomplir cette tâche, on se donne ainsi les moyens de faire un pas en avant vers la réalisation de ces conditions en construisant le parti dans cette perspective. Maintenant que le POI ait décidé de jouer la partition des illusions, c'est son problème.

Pour ma part, j'ai compris depuis déjà un bon moment que la formule selon laquelle il fallait se situer sur le terrain des illusions des travailleurs pour les combattre, se traduisait généralement dans la réalité par l'adoption de ses illusions par ceux qui étaient censés les combattre, on en a ici un exemple frappant. Il ne peut en être qu'ainsi, quand face à ces illusions, pour des raisons diverses, on ne défend pas (ou plus) nos propres idées. Le fil qui relie ces illusions et nos propres idées a la même origine, mais il n'aboutit pas aux mêmes conclusions, dès lors qu'on s'interdit de faire part aux travailleurs des conclusions auxquelles nous sommes parvenus, on voit difficilement comment ils pourraient parvenir à d'autres conclusions que les leurs. Ils y parviendront par eux-mêmes nous dira-t-on, certes, mais notre devoir n'est-il pas de leur faciliter la tâche, de les éclairer, de déterminer parmi eux ceux qui sont les plus avancés et qu'il serait possible de gagner au socialisme, de recruter ?

Il y a quand même une question que l'on peut se poser : dans la mesure où l'on sait pertinemment que ce combat est perdu d'avance, pourquoi ne pas avancer une issue politique devant les travailleurs, on n'a rien à perdre en leur proposant, mais tout à gagner, alors pourquoi ? Parce qu'il serait préférable ou plus facile d'en recruter sur la base d'illusions plutôt que sur la base d'une perspective révolutionnaire ?

Tout dépend quel type de parti on construit et finalement quel objectif on s'est fixé ; ce n'est certainement pas un parti composé dans son immense majorité d'adhérents bourrés d'illusions dans le capitalisme qui aidera le prolétariat à prendre un jour le pouvoir, c'est une certitude.

Ils ont remis cela dans le IO n°85, cette fois en direction du tribunal de grande instance de Chartres qui certes vient de statuer (jeudi) et d'exiger le redémarrage de l'usine, mais cette fois le POI n'aura pas l'occasion de crier victoire, le tribunal de Chartres a bien ordonné la suspension du plan social pour vice de procédure, mais il ne conteste pas ou ne remet pas en cause la fermeture programmée de cette usine au nom du respect de la propriété privée des moyens de production, ce qu'a d'ailleurs confirmé le président de Philips France, Joël Karecki, qui a dit vendredi qu'il n'y aurait plus d'emplois Philips à Dreux prochainement. (Reuters 19.02)

Le POI osera-t-il en rajouter une couche, peut-être cette fois en direction du gouvernement qu'il appellerait au secours de sa politique opportuniste ? Osera-t-il reprendre l'idée qu'il faut passer outre la légalité républicaine à laquelle il tient tellement et qu'il faut occuper cette usine, exproprier ses propriétaires et appeler l'ensemble de la classe ouvrière à les imiter... ? (A suivre)

Bon week-end à tous.

Conjoncture dans l'industrie : une perspective toujours aussi mauvaise.

La conjoncture a marqué le pas en février dans l'industrie manufacturière française, selon l'enquête de conjoncture publiée vendredi par l'Insee.

Les résultats de cette enquête sont corroborés par l'indice PMI manufacturier publié par l'institut privé Markit, qui dénote aussi un ralentissement de la croissance dans l'industrie.

L'enquête de Markit montre que la production manufacturière a enregistré en février sa plus faible expansion depuis six mois et l'indice PMI du secteur, dans sa version provisoire, a atteint un plus bas depuis trois mois.

"Les données PMI signalent un nouveau ralentissement de la croissance française au milieu du premier trimestre, contrepartie probable des performances particulièrement élevées enregistrées au quatrième trimestre, associée aux intempéries du début d'année", explique Jack Kennedy, économiste chez Markit.

Un moindre déstockage de la part des entreprises et une consommation des ménages toujours robuste ont permis à l'économie française de dégager une croissance de 0,6% au quatrième trimestre, mais la production manufacturière n'a progressé que de 0,1% sur cette période, après un rebond de plus de 3% au troisième trimestre, et les enquêtes publiées vendredi rendent prudents pour la suite.

La composante qui mesure l'opinion sur les carnets de commandes globaux est restée stable, celle sur les carnets de commandes à l'international s'est détériorée, ce que ne confirme pas l'enquête PMI qui fait état, au contraire, d'une amélioration des commandes à l'export, grâce au renforcement du dollar face à l'euro.

Dans l'automobile, les perspectives de production restent favorables, la prime à la casse ayant des effets à retardement, mais les carnets de commandes se sont fortement dégarnis.

Pour l'ensemble de l'industrie, la composante sur les stocks est restée inchangée à zéro, à comparer à une moyenne de 14 depuis le début de l'enquête en 1976.

"Un des premiers moteurs du rebond que l'on attendait, le restockage, ne s'est toujours pas matérialisé", observe Alexander Law, chez Xerfi.

"Les entreprises jugent qu'il n'y a pas lieu d'accumuler des stocks qui pèseraient sur leur trésorerie, tout simplement parce que la demande est franchement mauvaise. Dans ces conditions, il n'y a pas grand-chose à attendre de bon du côté de la production industrielle au cours des prochaines semaines". (Reuters 19.02)

France Télécom, une société qui résout à sa façon le problème des retraites.

Un dessinateur-projeteur de 53 ans de France Télécom qui était en congé maladie s'est suicidé le week-end dernier à son domicile, ce qui porte à 6 le nombre de suicides dans l'entreprise depuis le début de l'année, a-t-on appris auprès de la société. (Reuters 19.02)

Cher le sucre.

Le marché du sucre se porte encore moins bien que prévu. Le fossé entre l'offre et la demande devrait s'élever à 9,42 millions de tonnes sur la saison 2009/2010, selon les derniers chiffres de l'Organisation internationale du sucre (OIS).

Deux mauvaises récoltes consécutives en Inde et au Brésil ont provoqué les déséquilibres sur le marché du sucre. «*Cette saison, la météo a amputé près de 10 millions de tonnes la production de ces deux géants*», selon Emmanuel Jayet, responsable recherche produits agricoles chez Société Générale. Du coup, les Indiens, qui étaient exportateurs de sucre il y a encore deux ans, doivent trouver «*en urgence*» entre 3 et 5 millions de tonnes, a averti ce vendredi dans un rapport les conseillers économiques du gouvernement.

Pour ne rien arranger, les agriculteurs ont favorisé la production de céréales, les prix de ces derniers étant largement plus intéressants que ceux du sucre. Enfin, le retrait forcé des exportations européennes, suite à la réforme du marché européen du sucre, est revenu à retirer près de 5 millions de tonnes du marché ces deux dernières années. (lefigaro.fr 19.02)

Chacun sait que la spéculation sur cette denrée indispensable joue un rôle dans le prix du sucre, mais paradoxalement en le maintenant à un niveau élevé, cela pourrait convaincre les agriculteurs de replanter de la canne. Cependant, si la culture de la canne à sucre ou du riz peut se pratiquer en alternance sur la même terre (argileuse), la récolte de riz intervient au bout de deux mois et demi à trois mois, alors que celle de la canne intervient au bout de 11 à 12 mois. Magueswary me disait que les usines de transformation de la canne livrent gratuitement les plants et les engrais aux agriculteurs, reste à savoir si le prix qu'on leur achète leur récolte est intéressant et tient compte de la hausse réelle des prix qui se sont envolés en Inde ces derniers mois, y compris celui du sucre !

Il y a un facteur autre que le climat qui échappe aux économistes pour comprendre l'évolution de la production du sucre en Inde : celui de la démographie. S'il est possible de cultiver du riz sur de petites parcelles, ce n'est pas le cas de la canne qui au minimum se cultive sur un hectare ou deux acres et demi de terrain, ici on calcule en acre. L'agriculteur qui ne disposait que de quelques acres de terre et qui les partage quand il devient vieux entre ses quatre, cinq, six enfants ou plus, concourt à faire disparaître la culture de la canne car les parcelles qui reviendront à chacun de ses enfants seront trop petites pour continuer cette culture, soit ils cultiveront du riz à la place car ils ne peuvent pas attendre un an pour percevoir un revenu, soit ils vendront leur terre qui ne servira pas forcément à la culture de la canne, elle pourra servir par exemple à la fabrication de briques beaucoup plus rentable, les prix ont été multipliés par trois en 10 ans.

J'allais oublier la question vitale de l'eau, de l'irrigation des terres. Sur un terrain de plusieurs hectares il n'existe qu'un moteur, cela va donc être la guerre pour savoir lequel des enfants va récupérer la parcelle équipée du moteur, qui va payer l'électricité, comment évaluer la consommation de chacun, c'est facile en théorie mais horriblement compliqué dans la tête d'un Indien à peine alphabétisé et pour qui le fonctionnement d'un compteur électrique est un mystère, il pourrait lui jouer un mauvais tour qui sait ! Quant au prix du forage d'un nouveau puit et d'un moteur, il est l'équivalent dans le meilleur des cas d'un acre ou un acre et demi de terre, alors imaginez, pour l'Indien qui hérite seulement de deux ou trois acres de terre c'est hors de sa bourse, il pourrait peut-être obtenir un petit crédit à un taux usuraire et s'endetter ainsi sur de nombreuses années ou à vie... En général ils parviennent à s'entendre entre eux, mais à quel prix, cela implique des rapports de soumission, etc.

Les enfants de l'agriculteur ne peuvent pas se revendre entre eux leurs terres parce que c'est leur seul bien, ils n'ont pas une roupie en poche le plus souvent, quant à continuer la canne en s'associant entre frères et soeurs, c'est impensable, ils sont trop rongés par la jalousie en général, et puis chacun profite de la dispersion du bien familial pour prendre son indépendance par rapport au reste de la famille, tout en y restant lié évidemment - sans relation en Inde tu n'es rien, tu ne peux carrément pas t'en sortir, il est très fréquent qu'un ou plusieurs enfants profitent de cette situation, que dis-je, de cette aubaine pour vendre sa terre et aller s'installer en ville où il loue une échoppe, c'est moins fatigant d'être boutiquier que paysan c'est bien connu, donc l'attachement à la terre est un mythe ou cela appartient au passé, chacun veut gagner sa vie sans trop se casser la tête, et vaut mieux avoir le statut (social) de commerçant ou de patron d'une petite industrie que celui de paysan, de "bouseux", même si leur nouvelle activité leur rapporte moins que celle de paysan, il faut le préciser pour bien comprendre comment cela fonctionne dans leurs têtes.

C'est un sujet que je connais par coeur, Magueswary (mon épouse) est issue d'une famille de paysans, une famille très très nombreuses que j'ai eu l'occasion de visiter très souvent lors des 20 dernières années et dont je connais bien l'histoire en détail ; plusieurs de ses oncles ou leurs enfants cultivent encore la canne, certains y ont renoncé et ont suivi le parcours que j'ai décrit plus haut. Et dire que j'étais parti en Inde pour devenir agriculteur !

Le 21 février

Je n'ai pas trop le temps de causer, quelques réflexions très rapidement.

La composition du prolétariat a beaucoup changé au cours des trois dernières décennies. Elle avait déjà évolué entre l'après-guerre et la fin des années 70 au détriment des ouvriers d'industrie et des mines qui aujourd'hui ont presque totalement disparues pour ces dernières (Nouvelle Calédonie). Aujourd'hui la majorité du prolétariat ne produit plus rien ou n'est plus directement en contact avec le processus de production, de transformation de la matière pour fabriquer des marchandises. Cela a une incidence importante sur l'état d'esprit du prolétariat et le regard qu'il porte sur le capitalisme et les rapports sociaux qui doivent lui paraître entre plus abstraits qu'autrefois.

Cette dialectique lui échappe dorénavant, et d'une certaine manière à la façon d'un intellectuel, il doit conceptualiser le processus par lequel il est exploité, il lui est difficile de saisir les tenants et les aboutissants de son travail, il intervient le plus souvent en milieu de chaîne. Avec l'amplification de la division du travail à l'échelle mondiale au cours des dernières décennies -principalement en direction de l'Asie et la

délocalisation croissante de la production industrielle vers ce continent notamment, très souvent il n'est plus qu'un maillon intermédiaire dans le procès de production. Le développement du secteur des services ne le met plus en contact direct avec la production, il n'en est qu'un appendice (en amont ou en aval), la continuité, s'il n'appartient pas au secteur de la conception, il est plus proche de la fin du cycle du capital qui aboutit à la commercialisation des marchandises produites.

Cet inconvénient ou handicap vient s'ajouter à sa tendance à se laisser tenter par les sirènes de la société de consommation qui devient un objectif en soi, on ne travaille pas dans la perspective d'améliorer son sort et celui de la société par la même occasion, mais uniquement pour consommer ou pour acquérir des biens matériels. Du coup il ne mesure plus le progrès en terme de qualité de vie (santé, éducation, etc.) mais en terme de besoins matériels satisfaits ou non qu'il doit sans cesse renouveler ou accumuler, à la façon d'un capitaliste qu'il singe, il perd le sens des besoins prioritaires que son travail devrait permettre de satisfaire, il les met tous dans le même sac, du coup la marchandisation de ses besoins élémentaires lui apparaît comme inévitable ou pour ainsi dire normal, il n'a pas idée des méfaits des privatisations sur sa vie quotidienne, il pense qu'il les règlera comme il règle d'autres besoins ou situations. On en arrive à une situation où tous les besoins se valent, la nécessité de se nourrir quotidiennement rivalise avec la nécessité de porter des chaussures Nike à 100 euros, on économisera même sur la nourriture pour se payer cette paire de chaussures.

Si la crise à tendance à remettre les pendules à l'heure dans ce domaine et entraîner des sacrifices ou des frustrations supplémentaires, elle ne change rien au fait que le prolétaire qui travaille dans le secteur des services ne comprend pas davantage comment fonctionne en fait le capitalisme.

Cette réflexion que je me suis faite hier à la lecture d'un article de presse sur la désindustrialisation de la France, m'a rappelé les propos de Trotsky qui expliquait qu'il allait être beaucoup plus difficile pour le prolétariat dans le futur d'envisager le combat pour la prise du pouvoir, pour diverses raisons que je n'ai pas le temps de développer ici, que confirme le développement du capitalisme mondial au cours des années 80 à 2010 et des transformations intervenues dans la composition du prolétariat dans les pays les plus industrialisés que j'ai évoquées rapidement, on comprend pourquoi il faut élever le niveau de conscience du prolétariat à un niveau beaucoup plus élevé qu'à l'époque de la révolution russe par exemple.

C'est à nous de trouver les moyens d'expliquer le plus simplement possible aux travailleurs comment fonctionne de nos jours le capitalisme en France (notamment), on pourrait peut-être partir du fait que l'ensemble de l'économie et des entreprises dépend des banquiers et des institutions financières qu'il faut exproprier, de la Bourse qu'il faut commencer par fermer, que ce sont eux à partir de critères purement financier dicter par leur soif insatiable de profits, qui décident de la survie, du déclin ou de la disparition des entreprises, de pans entiers de l'industrie, de l'agriculture, etc., donc qui jettent à la rue des millions de travailleurs et empêchent les jeunes de trouver un emploi correctement rémunéré, qui imposent les privatisations des services publics, qui sont directement responsables de la précarité et de la pauvreté avec toutes les conséquences négatives que cela peut engendrer, délinquance, violence, insécurité, etc.

On ne va pas se lancer dans un grand discours sur le capitalisme mondial en partant de l'ouvrier chinois surexploité qui travaille pour le compte d'une société exportatrice à capitaux chinois et américain par exemple, pour remonter jusqu'au consommateur situé à l'autre bout de la terre ou du simple exécutant que nous sommes dans une entreprise de services destinées à l'exportation, pour établir ensuite le lien entre les deux ou pourquoi pas, calculer le taux de profit moyen du capital qui ne dépend pas uniquement d'une entreprise ou d'un secteur particulier, mais de l'ensemble du capital de la production mondiale, votre interlocuteur n'y comprendra rien et vous risquerez de vous perdre vous-même dans votre démonstration. Le nerf de la guerre c'est l'argent, nous sommes dans une situation de guerre de classes, c'est donc du côté de ceux qui détiennent l'argent et donc le pouvoir qu'il faut se tourner, qu'il faut combattre.

Quel que soit l'emploi que l'on occupe, on demeure un maillon du procès de production ou tout du moins on permet à celui-ci de se réaliser, d'aller à son terme, par exemple la caissière d'un supermarché ou le vendeur dans un magasin remplissent cette fonction. Que tout dépende des banques, c'est une chose, quant à votre patron si vous travaillez dans une entreprise de services, il est un des relais du capitaliste qui se trouve en amont, il doit sa rémunération élevée au fait qu'il remplit une fonction intermédiaire entre le capitaliste et le client final, il accepte les conditions du capitaliste, on dit généralement du marché, il est donc un des rouages du capitalisme qu'il faut exproprier également, particulièrement quand il s'agit de moyennes ou grandes entreprises. Il se peut que vous travailliez dans une entreprise de services totalement indépendant du circuit de la production proprement dit, dans ce cas-là, cette entreprise doit remplir une fonction sans laquelle le capitalisme (productif) ne pourrait pas survivre ou exister. Dans tous les cas de figure et quel que soit l'emploi qu'on occupe, on est un des maillons de la division du travail à l'échelle du pays, d'un continent ou du monde, aucun secteur n'échappe aux lois du capitalisme, c'est ce que je voulais dire.

Effectivement, on ne peut pas se contenter d'expliquer qu'on n'a qu'à partir de nos droits ou besoins, il faut aussi être capable d'expliquer pourquoi leur satisfaction est incompatible avec l'existence du capitalisme, en quoi l'existence du capitalisme s'y oppose, c'est à ce niveau que doit se dérouler la discussion avec les travailleurs et jeunes pour les gagner au socialisme. On peut encore moins se contenter de slogans ou de débiter notre programme. (A suivre)

Ne dites surtout pas qu'il est minoritaire et illégitime, cela vous brûlerait la langue !

La cote de popularité de Nicolas Sarkozy baisse de deux points en février, à 36% de satisfaits, dans le baromètre mensuel de l'Ifop pour le Journal du Dimanche. (Reuters 20.02)

Nous ne sommes pas fan des sondages, mais ils concordent tous pour dire que Sarkozy est le président de la Ve République le plus impopulaire depuis 1958, disons-le franchement, le plus détesté parmi les travailleurs. On peut se demander à quel jeu jouent les instituts de sondages qui appartiennent tous à des patrons proches du pouvoir à publier les résultats de sondages aussi défavorables à leur camp. Cela ne peut qu'alimenter la haine que les travailleurs vouent au pouvoir en place en la personne de La Talonnette. Des travailleurs qui hésitent à s'en prendre à Sarkozy vont se dire que si 64% le désignent comme le responsable de la situation sociale détestable, il n'y a plus raison de douter et de ne pas les rejoindre, cela peut les aider indirectement à prendre conscience de leur force...

Deux explications complémentaires.

1- Veulent-ils démontrer par là que la classe dominante respecterait les principes élémentaires de la démocratie, tout du moins en apparence, car en réalité, elle les bafoue quotidiennement, une façon peut-être de ne pas s'isoler de la majorité de la population qui en rejetant Sarkozy, rejette l'un des piliers des institutions bonapartistes de la Ve République, un peu comme s'ils disaient : je vous ai compris, sauvant l'essentiel au passage, car les présidents passent mais la Constitution et les institutions antidémocratiques de la Ve République demeurent... les garantes de la survie du capitalisme.

2- Et puis, il ne faudrait pas que la population se détourne davantage des sondages déjà largement discrédités, car ils sont très utiles en période électorale pour manipuler les électeurs et faire élire le ou les candidats à la botte du régime.

En conclusion, puisque la majorité de la population en veut à Sarkozy, publions des sondages qui va dans ce sens, ainsi la population se dira : les sondages sont corrects, ils reflètent bien la réalité, on peut leur faire confiance, pas totalement bien sûr mais quand même, il faut reconnaître qu'ils ne se trompent pas toujours, la preuve, soyons impartiaux, etc., bref, ce geste n'a rien d'anodin ou de gratuit, finalement l'opération aura permis aux instituts de sondages de redorer leurs images ternies depuis 2002, ils pourront ressortir l'artillerie lourde à la veille d'élections plus importantes pour influencer le maximum d'électeurs et essayer de faire gagner leur candidat.

Grèce.

Les pays de la zone euro fourniront une aide de 20 à 25 milliards d'euros à la Grèce, a calculé le ministère allemand des Finances, selon l'hebdomadaire Der Spiegel.

Selon Der Spiegel, tous les pays de la zone euro apporteront leur contribution et la part de l'Allemagne s'élèverait à quatre ou cinq milliards d'euros et serait gérée par la banque publique KfW.

Des parlementaires reconnaissent toutefois en coulisses que l'Allemagne a préparé des mesures au cas où un sauvetage deviendrait inévitable.

Der Spiegel fait également état d'un rapport interne de l'autorité allemande des marchés financiers, la BaFin, concluant que les banques allemandes seraient sérieusement menacées si la Grèce ou d'autres pays comme l'Espagne, le Portugal et l'Italie devenaient insolubles. (Reuters 20.02)

Pays-Bas.

La question afghane fait tomber le gouvernement néerlandais. Le Premier ministre Jan Peter Balkenende a annoncé samedi matin à Amsterdam l'éclatement de la coalition au pouvoir depuis 2006, faute de position commune sur la mission du pays en Afghanistan.

L'Alliance chrétienne démocrate de M. Balkenende et le Parti travailliste, les deux principaux partenaires de la coalition, ne sont pas parvenus à s'entendre sur la date de retrait des troupes, malgré 16 heures de négociations.

Quelque 1.600 soldats néerlandais sont déployés depuis 2006 dans la province afghane d'Uruzgan (sud). (AP 20.02)

Tunisie.

Le militant tunisien des droits de l'Homme Khémaïs Chamhari a entamé samedi une grève de la faim à son domicile pour protester contre le "harcèlement" et "l'abus de pouvoir" dont il affirme être victime.

Dans un communiqué, M. Chamhari (67 ans), co-fondateur de la Fondation euro-méditerranéenne de soutien aux défenseurs des droits de l'Homme (FEMDH), s'insurge contre la "décision arbitraire" des autorités interdisant l'accès de son domicile à toute personne à l'exception des membres de sa famille.

Il considère cette décision comme une "atteinte intolérable à une de (ses) libertés fondamentales et à (sa) vie familiale et privée".

"Mon domicile continue de faire l'objet d'une surveillance policière ostensible", a-t-il déclaré au téléphone à l'Associated Press en déplorant le

refoulement du président de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, Me Mokhtar Trifi, venu lui rendre visite au premier jour de sa grève de la faim.

"Jusque là, notre problème était de revendiquer le SMIG démocratique, aujourd'hui nous sommes dans l'infra-SMIG", a-t-il opiné en demandant que cesse au plus tôt "cette injustice". (AP 20.02)

Etats-Unis. Autant en emporte la crise ou vive la crise !

1- Les autorités américaines ont fermé quatre banques ce week-end, de Californie en Floride, portant à 20 le nombre des établissements bancaires en faillite depuis le début de l'année. Il y en avait eu 140 l'an dernier, un record. (AP 20.02)

2- Goldman Sachs, la banque d'affaires et de fonds spéculatifs américains a su placer ses «anciens élèves» dont elle a fait des millionnaires à tous les postes clés de l'économie mondiale : Trésor américain, administration Obama, Banque centrales européennes, Banque mondiale. Des institutions censées réguler les banques...

A la fois pieuvre et vampire, Goldman a renoué brillamment avec les profits et les bonus ces derniers mois. Après avoir empoché les milliards de dollars des contribuables américains qui l'ont sauvée de la crise produite par ses placements spéculatifs. Comme le dit Robert Reich, ancien ministre de Clinton : «*La résurrection de Goldman devrait donner des frissons, parce que son business model n'a pas changé d'un pouce depuis l'implosion de Wall Street ; elle continue à alimenter des paris géants avec de l'argent emprunté.*» (Libération.fr 20.02)

Le 22 février

L'indépendance des syndicats par rapport au parti combattant pour le socialisme est l'expression de la capitulation devant le capital, une théorie réactionnaire.

Dans un communiqué de presse de la coordination des syndicats CGT du groupe Total du 20 février, on peut lire parmi ses exigences, que la CGT demande :

1- "*des dispositions pour permettre le maintien du contrat de travail Total en cas de cession*", ce qui revient à capituler, car envisager la "cession" signifie accepter par avance la fermeture de cette raffinerie, même lorsque cette issue est la plus probable, un syndicat n'a pas le droit de l'évoquer aussi longtemps qu'une possibilité existe d'empêcher la fermeture d'une usine ou que tout n'a pas été tenté pour l'empêcher et que les travailleurs n'ont pas tiré toutes les leçons de leur combat à cette étape, ce point est extrêmement important du point de vue du mûrissement de leur conscience de classe, de leur donner les moyens de situer leur combat dans la perspective de l'abolition du capitalisme, afin qu'ils fassent le lien entre leur combat et cet objectif pour qu'ils comprennent ce qu'il leur a manqué pour vaincre, qu'ils considèrent leur lutte comme une étape vers cet objectif et que le combat continue.

Autant dire que pour adhérer à la conception pratique du syndicalisme que je viens d'exposer, il faut avoir développé une conscience de classe politique et situer son combat dans la perspective du socialisme puisque l'abolition du capitalisme sera forcément précédée par le renversement du pouvoir politique en place et la prise du pouvoir par les travailleurs. Si la plupart du temps le combat contre la classe des capitalistes commence par le combat sur le terrain économique, s'il ne se situe pas dans une perspective politique, si son contenu politique est systématiquement nié, il sera vécu comme une abstraction, une exception avant de reprendre le chemin de la routine de l'exploitation quotidienne, de ce fait les travailleurs n'en tireront aucune leçon politique à même de les aider à avancer sur la voie de leur émancipation du capital qui passe par le socialisme... C'est en concevant chaque combat comme un moment du combat pour le socialisme qu'il acquière et conserve son caractère spécifique de classe, autrement dit qu'on se situe sur le terrain de l'indépendance de classe du syndicat et du prolétariat par rapport à l'Etat et au capitalisme.

On s'aperçoit ici que la réelle indépendance du syndicat par rapport au capital et à l'Etat ne peut exister que lorsque notre combat est relié au combat pour le socialisme, et que dans le cas contraire, on en arrive forcément à la position adoptée par le CGT de Total qui consiste à dire qu'il est inutile de se battre pour empêcher la fermeture de ce site et qu'il n'y a plus qu'à négocier les conditions de départ, ce qui est démobilisateur, au-delà, une trahison. La suite le confirme.

2- "*la tenue d'une table ronde nationale sur l'avenir du raffinage et l'indépendance énergétique du pays (industrie pétrolière, gouvernement, organisation syndicale)*", l'équivalent des Etats généraux de l'industrie dont l'objectif était d'associer les syndicats à la politique antisociale du gouvernement et du patronat pour la faire accepter par les travailleurs et leur interdire une autre issue, bref, pour les enchaîner plus sûrement au capitalisme.

On a compris que les bureaucrates syndicaux de la CGT ne peuvent pas faire autrement que d'appeler à la grève, mais dans le même temps, ils s'apprêtent à la briser.

Cohn-Bendit : à droite toute.

1- Interrogé sur Canal+ si l'idée d'un péage urbain relancée par Chantal Jouanno était bonne, le chef de file Europe Ecologie Daniel Cohn-Bendit a en revanche répondu: "*Oui, tout à fait d'accord*". (AP 21.02)

2- Cohn-Bendit a déclaré sur Canal+ dimanche vouloir "*soutenir*" la secrétaire d'Etat aux Sports Rama Yade. (AP 21.02)

Le 23 février

Revendiquer le versement d'une partie de la TVA sur les cigarettes ou l'alcool revient à légitimer la TVA qui est l'impôt le plus injuste qui soit, puisqu'il frappe indistinctement le patron et l'ouvrier, le riche et le pauvre, c'est pourquoi on ne peut pas reprendre à notre compte cet argument pour financer les retraites ou la Sécu. Pourquoi pas se réjouir de la hausse du prix des cigarettes ou de l'alcool pendant qu'ont y est !

S'agissant des 256,3 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales dont les patrons ont bénéficié entre 1992 et 2008, un rappel et une remarque.

Cette somme a été versée à la Sécu par l'Etat à la place des patrons, donc expliquer la supercherie du gouvernement qui évoque un "trou" dans la caisse de la Sécu à partir de cet argument relève de la manipulation des faits, nous rejetons catégoriquement cette méthode contraire à nos principes, qui ne peut que discréditer ceux qui la mettent en oeuvre et finalement conforter la théorie du gouvernement aux yeux des travailleurs et des militants.

Par contre, et je dois avouer que j'ai manqué d'à propos en ne relevant pas qu'en étant exonérés de ces cotisations sociales, les patrons bénéficient d'une baisse du coût du travail, cela correspond à une augmentation de la productivité ou de l'exploitation des travailleurs, de plus cette somme qui a été versée à la Sécu est venue gonfler la dette publique de l'Etat qui avait atteint 1.428 milliards d'euros au deuxième trimestre 2009 et qui coûte plus de 45 milliards d'euros à l'Etat en intérêts versés par an aux banquiers. Donc par l'entremise de l'Etat, le gouvernement, ce sont à la fois les patrons et les banquiers les bénéficiaires de cet arrangement dont la charge est répartie sur l'ensemble de la population, à la manière de la TVA pour faire simple. Je voulais en venir au fait que ce n'était pas seulement après les patrons qui ont bénéficié de ce somptueux cadeau qu'il fallait s'en prendre, mais aussi ou principalement à l'Etat, l'Etat qui gère les comptes publics dans l'intérêt des capitalistes et des banquiers.

L'Etat (les institutions, les commissions des Finances de l'Assemblée nationale et du Sénat) qui est rarement la cible des attaques des partis ouvriers, alors qu'il est aux commandes de l'économie, l'Etat qui est également l'employeur des 5 millions de fonctionnaires qui l'ignorent ou presque. On a entendu des dirigeants dénoncer la gestion de l'Etat comme une entreprise privée, mais l'Etat capitaliste a-t-il fonctionné un seul jour autrement depuis que le capitalisme existe ? Parce que l'Etat gère les services publics ou des entreprises publiques, il serait autre chose qu'une entreprise privée, l'Etat n'exploiterait pas ses salariés, il ne ferait pas de profits, l'Etat gèrerait les recettes publiques pour ainsi dire comme une association à but non lucrative, il y aurait d'un côté les recettes et d'un autre les dépenses, les comptes s'équilibreraient, mais comme ce n'est pas le cas, il s'endetterait auprès des banquiers et des institutions financières sur le marché pour couvrir ses dépenses ou investissements qui excèdent ses recettes...

Si une partie du budget de l'Etat sert à couvrir les frais de personnel afférents au fonctionnement des services publics, les salaires (et retraites) des fonctionnaires, où passe le reste, il est affecté au budget des différents ministères. Bien, en dehors des salaires des agents de l'Etat dont il a déjà été question, du remboursement de la dette évoquée plus haut, le reste des dépenses de l'Etat concerne les commandes auprès des entreprises privées, qui elles n'ont rien d'associations à caractère philanthropique, elles n'existent que pour engranger de la plus-value, du profit, profit qu'elles réalisent en bout de chaîne grâce aux commandes de ses clients dont l'Etat pour certaines d'entre elles, aucun ministère ne pourrait fonctionner sans recourir aux entreprises privées pour se fournir en matériel ou en services.

Il existe donc un rapport de dépendance entre l'Etat et les entreprises privées. Certaines entreprises capitalistes feraient faillite ou seraient amenées à disparaître sans les commandes de l'Etat ou tout du moins leurs chiffres d'affaires seraient dangereusement amputés. Dans chaque ministère, le budget se répartie entre ses frais de personnel et ses dépenses de fonctionnement, si ces dernières sont trop importantes, il ne restera rien pour augmenter les salaires par exemple ou disons que cela servira utilement d'argument au ministre, à l'inverse si la part des salaires est trop importante, certaines dépenses devront être reportées alors qu'elles pouvaient s'avérer urgentes, la mise au norme de sécurité de certains bâtiments par exemple. Que l'on travaille dans une école, une université, un hôpital, une gare, une usine, un bureau de poste, que l'on conduise un bus ou un train, etc. la même règle s'applique partout à des degrés divers, quand l'un des agents de ces ministères correspondant se lave les mains, il rapporte de l'argent à Véolia ou une autre entreprise privée puisque l'eau a été privatisée, etc.

Maintenant la part des salaires peut constituer les trois quart (ou plus) des dépenses d'un service public, je ne l'ai pas vérifié mais cela doit être le cas de La Poste par exemple. L'Etat prétend que La Poste lui coûte cher, que le salaire (son statut) du postier coûte trop cher, mais pourquoi le salaire du postier a-t-il atteint le niveau qu'il a aujourd'hui (qui reste misérable !) et pourquoi les postiers estiment-ils (à juste titre)

qu'il est très insuffisant pour vivre décemment ? Laissons de côté la question de savoir si ce service est rentable ou non, dégage un excédent ou une perte en fin d'année.

Le postier évalue le niveau auquel devrait être son salaire, d'une part en fonction de ses besoins, ce qui en soi n'est pas négociable, ses besoins sont parfaitement légitimes alors que celles du rentiers ne le sont pas, lui seul est en mesure de dire ce dont il a besoin pour vivre décemment, d'autre part en fonction des prix auxquels il peut acquérir ce dont il a besoin (matériel ou service), prix qu'ils ne fixent pas mais qui lui sont imposés, il n'a aucun possibilité de les influencer.

On voit ici que le revenu et le niveau de vie du fonctionnaire dépend à la fois de l'Etat et des entreprises capitalistes qui influent sur les deux facteurs. Résumons, le postier a pour patron l'Etat qui est client des entreprises privées, tandis qu'il est lui-même un client quotidien, assidu, permanent, des entreprises privées, pour se nourrir, se vêtir, se déplacer, communiquer, se divertir, etc.

On voit bien que le fonctionnaire loin d'être coupé de la réalité du capitalisme baigne en plein dedans, que le capitalisme est à l'origine de son mode de vie et qu'il appartient bien à la classe des exploitées, au-delà du fait qu'il ne possède rien en dehors de sa tête, ses bras et ses jambes pour travailler, aucun des rapports auxquels il participe n'échappe aux règles fixées par le capitalisme, qu'il en ait conscience ou non.

Si l'Etat est le garant de la propriété privée des moyens de production, il ne l'est pas de l'existence des services publics qui sont soit le produit des besoins du capitalisme lui-même pour se développer à un moment donné, soit le produit d'un rapport de force entre les classes défavorable au capital mais qu'il a su interpréter en sa faveur, puis revendiquer ouvertement avec la complicité des dirigeants du mouvement ouvrier traîtres, afin de les liquider au détours d'un retournement de ce rapport de force, le prolétariat n'ayant pas un niveau de conscience aussi développé que la classe dominante au pouvoir pour les défendre et les conserver ou n'ayant pas un niveau très développé de ses intérêts de classe, ce qui revient au même.

Le capitalisme d'Etat (les nationalisations d'après-guerre notamment) et le développement des services publics sous le contrôle de la classe dominante n'ont pas servi de modèle au prolétariat pour lui montrer la voie à suivre pour liquider le capitalisme puisqu'ils n'étaient pas orientés dans cette perspective (le socialisme), au contraire, ils ont servi à mieux l'asservir au capitalisme et à le diviser.

On peut expliquer aux fonctionnaires et au prolétariat en général que cette méthode était la bonne et que pour la généraliser, l'améliorer et empêcher tout retour en arrière, il faut exproprier les banquiers et les propriétaires des quelques 2.000 grandes entreprises du pays qui s'enrichissent sur le dos de l'Etat et des consommateurs, des travailleurs que par ailleurs ils exploitent, qu'en changeant les bases de l'économie, les rapports de production qui déterminent les rapports sociaux, c'est le seul moyen de parvenir à ce que l'Etat représente les intérêts et les besoins de la majorité de la population et soit en mesure de les satisfaire, ce qui ne peut être qu'un Etat auquel participe cette majorité de la population, un Etat ouvrier.

Mais pour parvenir à cet objectif, il faut commencer par se débarrasser de l'Etat tel qu'il existe aujourd'hui, donc liquider son appareil bureaucratique et répressif, l'ensemble de ses institutions politiques qui ont été modelées au fil du temps pour servir exclusivement les intérêts du capitalisme..

En commençant cette article j'avais dans l'idée de mettre en relief le rôle de premier plan que joue l'Etat dans la société, notamment auprès des fonctionnaires qui sont venus renforcer les bataillons de l'aristocratie ouvrière qui soutient le régime au lieu de le combattre. On aura beau nous dire que c'est parmi les fonctionnaires que l'on trouve le plus de syndiqués et qu'ils remplissent un rôle politique non négligeable, on ne pourra pas nous empêcher de constater et de dire que la majorité d'entre eux soutiennent des partis dits ouvriers, le PS, le PCF et peut-être le PG, ajoutons les Verts, autant dire des partis liés depuis toujours au régime capitaliste.

Notre combat en direction des fonctionnaires doit consister à les aider à prendre conscience de la nature sociale de l'Etat pour qu'à l'étape suivante ils prennent leur distance puis rompent avec les institutions et le capitalisme, cela ne servirait à rien de les blâmer, comme il ne nous viendrait pas à l'idée d'accuser un ouvrier du secteur privé d'être subordonné au capitalisme. Ce n'est certainement pas en se contentant de défendre le statut des fonctionnaires qu'on les aidera à avancer dans cette voie et à trouver le chemin du socialisme. Défendre le statut du fonctionnaire sans situer son combat dans la perspective du socialisme, revient à légitimer sa subordination au capitalisme, à conforter sa soumission envers l'Etat et le capitalisme, au-delà, c'est du corporatisme maladoitement et fauduleusement maquillé à l'aide d'arguments tirés de la lutte de classe.

Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, les fonctionnaires qui font l'objet de l'attention du gouvernement et de nombreux partis feraient bien d'y réfléchir. Leur destin est intimement lié à celui des travailleurs du secteur privé, l'unité du public et du privé ne pourra se réaliser pleinement que sur la base du combat pour en finir à la fois avec les institutions et le capitalisme, le sort et l'avenir du prolétariat tout entier en dépend.

Quelques infos en bref.

Vaut mieux s'en tenir aux intérêts collectifs de la classe ouvrière, au socialisme, car rien ne distingue fondamentalement la gauche de la droite.

"Si on arrive à nous établir entre 12 et 15% par exemple au niveau national, cela veut dire qu'on est la troisième force politique, et la deuxième à gauche, ce qui était impensable il y a encore un an et demi", a estimé lundi le chef de file d'Europe Ecologie Daniel Cohn-Bendit sur France-2. (AP 22.02)

Le très réactionnaire Cohn-Bendit de "gauche", comme Dominique Strauss-Kahn, Pascal Lamy, Bernard Kouchner, etc.

Quand le gouvernement français à la botte de l'impérialisme américain dans les petites et les grandes choses bafoue la légalité.

Un premier scanner corporel censé améliorer les capacités de contrôle dans les aéroports a été mis en service en France à titre expérimental à Roissy-Charles de Gaulle pour les vols vers les Etats-Unis.

Le passage dans le scanner est facultatif pour l'instant.

Il ne remplace pas les portiques et fouilles habituelles mais s'y ajoute. Cette expérience censée durer plusieurs mois est menée sur initiative du gouvernement.

La Ligue des droits de l'homme a fait remarquer que cette mesure n'était formellement pas légale, puisqu'elle vient d'être votée en première lecture la semaine dernière à l'Assemblée et qu'elle doit encore être examinée au Sénat puis promulguée. (Reuters 22.02)

Le complexe militaro-industriel choyé par Sarkozy.

Conformément à la décision de Sarkozy de mettre les armées françaises aux meilleurs standards mondiaux en les rééquipant massivement, entre 2009 et 2014, dans le cadre de la loi de programmation militaire (LPM), un peu plus de 100 milliards d'euros, soit en moyenne 17 milliards par an, seront consacrés à l'achat de matériels de toute sorte : frégates multimissions, avions de combat Rafale, véhicules blindés de combat et d'infanterie VBCI ou encore l'équipement Felin pour le fantassin du futur.

En contrepartie de cet investissement sans précédent, les militaires se sont engagés dans une vaste restructuration. Fermeture de casernes ou bases aériennes, externalisation de pans entiers d'activité, le tout avec à la clef 47 600 suppressions de postes entre 2009 et 2014.

Au total, la balance reste positive pour la Défense. Selon la LPM, ses dépenses doivent augmenter en volume de 1 % en 2012, de 0,9 % en 2013 et 0,8 % en 2014. Soit une enveloppe supplémentaire de près de 1 milliard d'euros sur la seule année 2012.

Difficile à justifier alors que les autres ministères sont à la diète. Et Bercy est d'autant plus attentif que la Défense, avec ses 37 milliards de budget annuel, retraites comprises, représente le troisième poste de dépense de l'État, derrière l'Éducation nationale (61 milliards) et le service de la dette (44 milliards).

La dépense en armement est «productive», explique-t-on dans l'entourage d'Hervé Morin, le ministre de la Défense. Elle est la locomotive de l'innovation, du développement des technologies dites critiques et assure un volant d'activité aux industriels français. La LPM apporte à EADS, Thales, Dassault Aviation, Safran, DCNS et autre Nexter un horizon de travail et de rentrée financière. (lefigaro.fr 22.02)

+ 9%, c'est la prochaine augmentation du prix du gaz programmée pour être appliquée... juste après les élections régionales.

Les prix du gaz pourraient augmenter de 9% en France le 1er avril en application de la formule tarifaire utilisée par GDF Suez, rapporte lundi Le Figaro. C'est l'équivalent d'une hausse de quatre euros par mégawatt heure (MWh).

Un décret publié voici plusieurs semaines a modifié la procédure de révision des prix du gaz. La Commission de régulation de l'énergie (CRE), qui n'avait jusqu'à présent qu'un avis consultatif, émet maintenant une décision contraignante tandis que le ministère de l'Economie, qui avait autrefois la haute main sur la fixation des tarifs, ne donne plus que des éléments de cadrage annuel.

"Seulement, en plein période électorale, on voit mal comment le gouvernement se désintéresserait du dossier", observe Le Figaro. "Sur le plan technique, GDF Suez doit saisir la CRE de sa demande tarifaire 21 jours au plus tard avant le 1er avril. Soit quelques jours seulement avant le premier tour des élections régionales".

L'Etat, actionnaire de référence de GDF, pourrait lui demander de différer un peu sa demande ou d'opter pour une augmentation moindre, quitte à procéder à un nouveau rattrapage un peu plus tard, écrit le journal en citant un expert du secteur. (Reuters 22.02)

Grande-Bretagne.

Wilshire, Grande-Bretagne - Une femme est retournée au travail à peine sept heures après avoir accouché. Elle donnait naissance à son troisième enfant et est retournée sur son lieu de travail, le bébé dans les bras.

Helen Wright est la directrice d'une école pour filles jouissant d'une grande notoriété. Elle a estimé qu'il était alors de son devoir de reprendre rapidement le travail après son accouchement, cc'est à dire sept heures seulement après avoir mis au monde sa fille Jessica. Elle lui a donné naissance tôt le matin, et était de retour, sa fille dans les bras, à son poste de directrice à l'heure du déjeuner. La directrice explique être heureuse d'avoir pu reprendre le travail aussi rapidement... (Zigonet 22.02)

Mexique.

Le produit intérieur brut (PIB) du Mexique, la deuxième économie la plus puissante d'Amérique latine derrière le Brésil et la plus touchée par la crise financière dans la région, a chuté de 6,5 % en 2009, a annoncé, lundi 22 février, l'institut national mexicain des statistiques (Inegi).

Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), organisme économique dépendant de l'ONU, les économies d'Amérique latine ont reculé de 1,8 % en 2009 et devraient connaître une reprise 'plus rapide que prévu' en 2010, avec 4,1 % de croissance en moyenne.

Le Brésil, première puissance économique de la région, devrait prendre la tête de cette reprise à l'échelle de la région, avec une croissance de 5,5 %, selon la Cepal, suivi du Pérou et de l'Uruguay (5 %), de la Bolivie, du Chili et de Panama avec 4,5 %. (Lemonde.fr 22.02)

Aghanistan. Une coalition d'assassins.

Vingt-sept civils ont été tués par un bombardement de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan dimanche, selon le gouvernement afghan. L'Alliance atlantique a présenté des excuses lundi pour cette nouvelle bavure, la troisième en moins d'un mois.

Le 14 février, 12 civils afghans ont été tués par des tirs de roquettes de l'OTAN qui ont manqué leur cible, lors de la vaste offensive lancée par la coalition dans le secteur de Marjah. Ces combats destinés à desserrer l'emprise de l'insurrection sur le sud du pays ont tué 16 civils, selon un bilan de l'OTAN. Le 19 février, dans la province de Kunduz (nord), ce sont sept policiers qui ont été tués par erreur.

Au total 2.412 civils afghans ont été tués en 2009, selon un bilan des Nations unies. (AP 22.02)

Le 24 février

Plus de temps de causer, il est quand même 12h30 et je bosse depuis 7h30. Mageswary ne comprendrait pas que je passe ma journée entière à bosser le jour de notre vingtième anniversaire de mariage, eh oui déjà ! Elle m'a supporté pendant 20 ans, c'est déjà pas mal, un exploit, je déconne bien sûr !

Bonne journée à tous camarades.

Le PS gère la société capitaliste au côté de l'UMP.

Le député socialiste Didier Migaud a été nommé premier président de la Cour des comptes en remplacement de Philippe Séguin, décédé en janvier, une illustration selon le gouvernement de la politique d'"ouverture" voulue par Nicolas Sarkozy.

Sarkozy s'apprête à poursuivre "l'ouverture" au Conseil constitutionnel, en y nommant le sénateur Michel Charasse (exclu du PS), ce qui donne satisfaction au PS qui s'apprêtait à protester si aucun représentant de la gauche n'était nommé au Conseil constitutionnel à la place d'un autre ministre socialiste de François Mitterrand, Pierre Joxe.

Droite et gauche ont salué le choix fait en conseil des ministres de cette personnalité consensuelle (Migaud), président de la commission des Finances de l'Assemblée.

Hier j'ai expliqué que la gauche et la droite marchaient séparément mais frappaient ensemble la classe ouvrière, qu'ils n'étaient pas dans le même camp que nous, une confirmation qui ne s'est pas fait attendre, j'espère que les militants apprécieront que je sois aussi en phase avec l'actualité en France, alors que je n'ai pas mis les pieds dans ce pays depuis bientôt huit ans, je dis cela au passage...

Les places valent chers et Sarkozy n'est pas ingrat avec le PS qui joue parfaitement son rôle d'opposition institutionnelle tel que le conçoit l'UMP, en faisant mine de s'opposer quand cela ne lui coûte rien, et quand les choses sont plus sérieuses, il s'aligne sur les objectifs de l'UMP en procédant à un consensus avec ce parti. On dispose d'une multitude d'exemples pour le prouver au cours des dernières années.

Selon le porte-parole du gouvernement, le président de la République a salué en Didier Migaud un "grand professionnel". Il sait de quoi il parle, Migaud est considéré comme l'un des "pères" de la Lolf, la machine à broyer les services publics !

Sarkonapoléon distribue les métaux et les titres aux fidèles serviteurs du régime, temporaires certes, mais des titres quand même, on se croirait sous l'Ancien régime !

"*Pour le président de la République, l'ouverture c'est un état d'esprit à la tête d'un pays qui a besoin de tolérance*", a ajouté Luc Chatel en parlant de "*choix historique*" alors que la Cour des comptes peut désormais contrôler l'Elysée.

Tu parles, le Parlement avec ces groupes de députés et de partis politiques n'a aucun pouvoir sur le Palais, alors on ne voit pas comment un individu isolé pourrait peser sur La Talonnette, il risquerait de se tasser, de rapetisser, non, pas cela ! Contrôler aussi la caisse noire de l'Elysée pendant qu'ils y sont ! Et puis, Sarkozy n'a pas choisi n'importe qui, un comptable qui aurait pu travailler au ministère des Finances en Grèce, lire l'article complet de Rue89 à ce sujet, en ligne dans la page info sociale.

Le député UMP Michel Bouvard, vice-président de la Commission des finances, a salué un "*excellent choix*".

Le député socialiste Jack Lang a pour sa part porté la décision au crédit du président de la République.

"*C'est un geste fort d'ouverture intellectuelle et politique (...) a-t-il souligné dans un communiqué.*"

Politique parce que Sarkozy est de plus en plus rejeté, isolé, or il faut éviter que la population rompe avec les institutions ou n'écoute plus le gouvernement et les médias qui font de la propagande en permanence pour la politique de Sarkozy. Sarkozy et l'UMP ne sont pas isolés dans la tour d'ivoire des institutions, le PS leur tient compagnie ; l'UMP ne peut pas se rendre chez Total à Dunkerque, mais le PS si, en renfort des dirigeants pourris des syndicats pour dévoyer le combat des ouvriers de chez Total qui veulent absolument garder leur emploi et leur salaire chez Total et nulle part ailleurs, les traites vont proposer le reclassement ou le chômage avec le droit à une formation rémunérée, et quand ta formation sera terminée tu te retrouveras au chômage !

Sarkozy fait d'une pierre deux coups.

Selon une source parlementaire, le député socialiste Jérôme Cahuzac sera proposé mercredi par le groupe PS de l'Assemblée pour lui succéder à la tête de la commission des Finances. Il est le porte-parole du groupe dans les débats budgétaires.

La présidence de la commission des Finances échoit désormais de droit à l'opposition.

C'est toujours cela de gagner pour mieux neutraliser ou contrôler cette commission qui était déjà acquise à la politique de Sarkozy, elle a soutenu la décision d'engager plus de 400 milliards d'euros dans les banques et l'industrie avec l'argent du contribuable dont nous faisons tous partie, et une partie a directement servi à spéculer et rapporte des milliards d'euros aux banques et aux assurances. Cela doit être le côté "*professionnel*" de Didier Migaud selon Sarkozy, il a reconnu la nécessité de verser des centaines de milliards d'euros aux banquiers, il est récompensé !

L'autre aspect "*professionnel*" de Migaud.

Il a été nommé mardi matin à la tête de la Cour des comptes, alors que la chambre régionale des comptes (CRC) de Rhône-Alpes a rendu il y a quelques semaines un rapport pointant la gestion parfois hasardeuse, le recours à des emprunts toxiques et les finances dégradées de la communauté d'agglomération de Grenoble, qu'il préside.

Le président de communauté d'agglomération Didier Migaud a, au mieux, fait preuve de légèreté dans le rendu comptable de sa gestion et, au pire, usé d'artifices. Ce que réproverait certainement le premier président de la Cour des comptes, Didier Migaud.

...l'Elysée ne pouvait pas ignorer que Didier Migaud n'a pas fait preuve de qualités de comptable exemplaires avant sa nomination au poste (irrévocable) de premier président de la Cour des comptes. (Rue89 23.02)

En nommant un comptable foireux, qui sait, un comptable véreux, Sarkozy savait parfaitement ce qu'il faisait, cela lui permettra de garder la main sur lui, de mieux contrôler cette institution qui lui était déjà acquise.

Le respect de la Constitution de la Ve République avant tout.

S'agissant du Conseil constitutionnel et de la nomination de Charasse, soucieux d'imposer sa marque sans pour autant donner l'impression de reprendre en main une institution qu'il juge par trop frondeuse, Nicolas Sarkozy souhaitait du renouvellement et du rééquilibrage chez les "Sages".

Les neuf membres du Conseil veillent à la conformité des lois à la Constitution et au respect du partage des compétences entre le

gouvernement et les assemblées.

Gageons qu'avec Charasse en remplacement de Pierre Joxe, les institutions bonapartistes et réactionnaires de la Ve République seront bien gardées.

Qui pourra prétendre lors des prochaines élections que pour "*battre la droite*" il faut voter PS ? Qui osera ? Le PCF et le PG, le NPA, LO ?

(source : Reuters 22 et 23.02)

Consensus UMP-PS. Eh oui ce n'est pas fini !

Les députés ont adopté mardi à la quasi unanimité une proposition de résolution socialiste visant à aligner par le haut les droits des femmes sur les pays de l'Union européenne où ils sont les mieux garantis, suivant le principe de la "*clause de l'Européenne la plus favorisée*".

Tous les groupes parlementaires, de droite comme de gauche, ont appelé à voter le texte, qui a été adopté par 462 voix pour, et 7 contre.

Lors de la discussion de cette proposition, les députés UMP ont amendé le texte pour encadrer la clause dite "*de l'Européenne la plus favorisée*". La résolution rappelle ainsi qu'il appartient "*aux Etats membres de prendre l'initiative d'agir dans les domaines relevant de leur compétence propre en matière d'égalité femmes-hommes*".

Il s'agit de la première fois depuis la mise en oeuvre au Parlement de la réforme constitutionnelle de juillet 2008 qu'un texte inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée par un groupe d'opposition est adopté.

Le président de l'Assemblée Bernard Accoyer "*y voit la démonstration que sur un texte déposé par l'opposition, un travail approfondi, auquel ont participé des députés de tous les groupes en commission et en séance, peut aboutir au vote du texte*". (AP 23.02)

Après avoir liquidé certains droits plus favorables aux femmes qu'aux hommes (interdiction du travail de nuit dans les industries chimiques notamment) au nom de l'égalité entre les hommes et les femmes, ce texte n'a pas pour vocation de rétablir ces droits, mais de coordonner au niveau européen les attaques contre l'ensemble des droits encore favorables aux femmes qui travaillent, les députés français incitent donc l'ensemble de leurs homologues européens à se pencher sur cette question et à suivre leur exemple, ce qui pourra être fait au niveau de chaque Etat indépendamment de l'UE comme ont tenu à le mentionner les députés UMP.

Finalement la clause dite "*de l'Européenne la plus favorisée*" servira juste à camoufler la remise en cause des droits des femmes par les différents Etats qui ne s'étaient pas encore engagés dans cette voie, une sorte de caution que leur accordera l'UE pour légitimer leurs mauvais coups contre les droits des femmes, c'est sa seule raison d'être. Il fallait y penser !

La décomposition du PS, suite.

"*L'ensemble des camarades du Languedoc-Roussillon*" figurant sur la liste du président du conseil régional de Languedoc-Roussillon Georges Frêche pour les élections régionales "*se sont mis eux-mêmes en dehors du parti*", a annoncé mardi soir la direction du Parti socialiste à l'issue d'une réunion du bureau national.

"*Ils ne sont plus membres du PS pour une période de deux ans. A l'issue de ce délai, ils peuvent demander leur réintégration*", a précisé à l'Associated Press François Lamy, lieutenant de la Première secrétaire Martine Aubry.

La direction du PS n'a toutefois pas prononcé l'exclusion ou la suspension officielle des socialistes dissidents qui figurent sur la liste de Georges Frêche. (AP 23.02)

Comment le gouvernement légitime l'existence des paradis fiscaux.

La France s'apprête à ratifier une série d'accords sur l'échange de renseignements avec des pays présentés jusqu'ici comme des paradis fiscaux.

Le conseil des ministres a examiné mardi les projets de loi autorisant l'approbation de ces accords avec Andorre, les Bahamas, les Bermudes, les Iles Caïmans, Gibraltar, Guernesey, Jersey, le Liechtenstein, l'île de Man, Saint-Marin, les Iles Turques et Caïques et les Iles Vierges britanniques.

Il s'est aussi penché sur des projets de loi autorisant l'approbation d'avenants aux conventions fiscales avec Bahreïn, la Belgique, le Luxembourg, la Malaisie, Singapour et la Suisse.

Ces textes sont présentés par les ministres de l'Economie, du Budget et des Affaires étrangères, Christine Lagarde, Eric Woerth et Bernard Kouchner. (Reuters 23.02)

Tiens donc, Kouchner est de la partie, et moi qui avait des scrupules à inscrire son nom à la suite de Sarkozy et Fillon en appelant à combattre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner. J'avais raison et je continuerai, pas pour me distinguer des partis, mais parce que cela correspond bien à la réalité, le ministère des Affaires étrangères est un poste clé au gouvernement dont les prérogatives vont bien au-delà de simples relations diplomatiques avec les autres Etats, les ventes d'armes et les paradis fiscaux en font partie.

Hausse des prix = baisse du niveau de vie. Insee entre info et intox.

Les prix à la consommation ont diminué de 0,2% en janvier en France par rapport à décembre mais ils ont augmenté de 1,1% sur un an, le taux d'inflation le plus élevé depuis 14 mois, a annoncé l'Insee mardi.

En données corrigées des variations saisonnières, les prix ont toutefois augmenté de 0,4% d'un mois sur l'autre.

La publication des chiffres de l'inflation a coïncidé avec l'annonce d'un recul de 2,7% de la consommation des ménages en produits manufacturés en janvier.

En janvier, les prix des produits alimentaires frais ont bondi de 7,8% par rapport à décembre.

Les prix de l'énergie ont pour leur part grimpé de 2,6%, avec une hausse de 4,4% pour les produits pétroliers.

Au sein des produits manufacturés, les prix de l'habillement-chaussures ont dégringolé de 9,9% (-1,9% sur un an), à comparer à une baisse de 7,5% en janvier 2009.

Dans les services, les prix ont été stables dans l'ensemble par rapport à décembre mais avec une hausse de 0,6% dans les transports et communications.

Conséquence de la baisse des prix des produits manufacturés et de la stabilité des services, l'inflation sous-jacente, c'est-à-dire hors éléments volatils comme l'alimentation et l'énergie, a reflué à +1,6% après +1,8% en décembre.

"Compte tenu du maintien de fortes surcapacités de production et de la faiblesse de la demande interne, le repli de l'inflation sous-jacente va se poursuivre", prédit Frédérique Cerisier, économiste chez BNP Paribas.

"La statistique d'aujourd'hui confirme que la surperformance de l'économie française au quatrième trimestre a été largement tirée par le secteur automobile, et maintenant on rentre dans une période qui s'annonce beaucoup plus difficile", prévient Olivier Gasnier, économiste chez Société générale. *"Cette surperformance, c'est une espèce d'emprunt qu'on a fait sur 2010 et là on rembourse."* (Reuters 23.02)

Comment ils emballent la misère.

Quelques 342.000 personnes ont bénéficié à ce jour en France du statut d'auto-entrepreneur, qui permet depuis 2008 de créer sa propre activité avec des démarches très simplifiées.

Selon un communiqué gouvernemental, les auto-entreprises créées avant le 1er octobre 2009 ont représenté un chiffre d'affaires de 816 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires moyen par auto-entrepreneur actif s'élève à un peu plus de 3.700 euros par trimestre. (Reuters 23.02)

Le calcul est rapide à faire, un chiffre d'affaires de 3.700 euros par trimestre, donc 1.233 euros par mois, une fois défalqués les achats de matériel, les frais généraux (électricité, téléphone, transport, etc.), combien reste-t-il pour le salaire ? Une misère ! Un sacré succès... sur fond d'intox.

L'enfumage.

Les députés ont adopté mardi une proposition de loi UMP qui impose l'installation d'un détecteur de fumée dans tous les logements privés d'ici cinq ans, à la charge de l'occupant.

Le texte rend obligatoire l'installation d'au moins un détecteur de fumée dans tous les logements d'habitation, neufs ou anciens, dans les parties privatives, dans les cinq ans suivant la publication de la loi. Actuellement, cette obligation ne concerne que les immeubles d'entreprises ou accueillant du public.

La responsabilité de l'installation et de la maintenance du détecteur incombera à l'occupant du logement, qu'il soit ou non propriétaire, sauf pour les locations saisonnières, foyers, logements de fonction et locations meublées. Dans ce cas, l'installation et l'entretien du détecteur reviendra au propriétaire.

L'occupant du logement sera tenu de fournir une déclaration d'installation à son assureur.

Les compagnies d'assurance ne seront pas autorisées à réduire la prise en charge des sinistres en cas de non respect de l'obligation d'installer un détecteur ou de défaut de déclaration d'installation.

Côté pratique, un détecteur est un appareil à l'alarme stridente fixé au plafond, de préférence à proximité des chambres et pas dans la cuisine. Indépendant du secteur, il fonctionne avec une pile qu'il faut changer tous les ans (un dispositif signale qu'elle est en fin de vie). Son prix oscille entre 10 et 50 euros, pour une durée de vie moyenne allant de cinq à dix ans. (AP 23.02)

J'allais oublier de préciser que cette nouvelle loi était pour votre bien, pour faire baisser le nombre de victimes d'incendies, mais vous aviez deviné.

Grèce. Une "ambiance quasi insurrectionnelle".

Forte mobilisation prévue contre le plan d'austérité. Transports, écoles, médias seront paralysés ce mercredi.

«*La ploutocratie doit payer la crise*», ce slogan est devenu un leitmotiv depuis quelques semaines en Grèce. Il flottait encore mardi matin, devant la Bourse d'Athènes, sur les banderoles du syndicat du Parti communiste, le Pame. Quelque trois cents personnes ont bloqué l'accès du bâtiment aux employés des lieux contraignant les échanges à se faire électroniquement pour la journée.

«*Cette spirale n'en finit plus. Le monde entier s'acharne sur nous, et nous, nous serons privés de nos retraites demain avec ces nouvelles mesures*», s'insurge Babis Vortelinos, l'un des membres de ce syndicat. Le Pame manifesterà ce mercredi aux côtés des deux grands syndicats grecs, la Confédération générale des travailleurs et la Fédération des fonctionnaires, en marge d'une grève générale de vingt-quatre heures. La mobilisation s'annonce importante, ainsi, les transports aériens et maritimes, écoles, administrations et tribunaux seront paralysés alors que les banques et hôpitaux fonctionneront au service minimum. Les médias seront aussi en grève. «*C'est le moment ou jamais de se mobiliser*», reprend Babis Vortelinos «*une fois les mesures annoncées ce sera trop tard, il faut dissuader Bruxelles de nous broyer et protéger nos droits acquis*», conclut-il, le verbe belliqueux.

Parmi les mesures déjà adoptées : l'augmentation de la TVA, l'augmentation des taxes sur les carburants, les cigarettes et l'alcool, l'imposition des produits de luxe, et de nouvelle baisse dans les allocations/primes des fonctionnaires. (lefigaro.fr 23.02)

Tremble carcasse !

Belgique

Carrefour, le numéro 2 mondial de la distribution, prévoit de supprimer 1.672 emplois en Belgique et d'y fermer 21 magasins, a déclaré mardi à Reuters Jan De Weghe, représentant du syndicat ABVV.

Selon le syndicat, les fermetures concerneraient 14 de ses 56 hypermarchés et sept supermarchés sur les 378 dont il dispose dans le pays. Carrefour envisagerait en outre de se séparer d'autres points de vente. (Reuters 23.02)

Etats-Unis. La fuite en avant vers l'abîme.

Les entreprises financières de Wall Street ont distribué pour 20 milliards de dollars (14,6 milliards d'euros) de bonus en 2009 après avoir été renflouées l'année précédente avec l'argent du contribuable américain pour cause de crise économique, a annoncé mardi le contrôleur de gestion de l'Etat de New York. Ce chiffre représente une hausse de 17% sur un an.

Pour un grand nombre de grandes sociétés financières, les rémunérations totales ont progressé l'an dernier de 31% alors qu'elles ont grimpé en moyenne de 27% pour l'ensemble du secteur, s'établissant à 340.000 dollars (249.000 euros).

Les bonus aident les finances de l'Etat de New York, confronté à un déficit de 8,2 milliards de dollars (6 milliards d'euros), mais sont difficiles à accepter pour la plupart des contribuables américains. (AP 23.02)

Chine.

Le gouvernement chinois a annoncé mardi un renforcement du contrôle sur la création de nouveaux sites Web, au nom de la lutte contre la pornographie sur Internet.

La Chine, qui restreint et contrôle l'accès de ses citoyens à Internet en prétextant notamment la nécessité de lutter contre la pornographie et la subversion, compte le plus grand nombre d'utilisateurs d'Internet au monde, avec 384 millions d'internautes. (AP 23.02)

Le 25 février

L'actualité est si chargée que j'y consacre tout mon temps.

Compte tenu de l'ampleur que prennent les infos sociale, politique, syndicale et internationale, les fichiers bi-mensuels deviennent trop volumineux à ouvrir pour consulter ces rubriques, aussi pour les rendre plus accessibles aux camarades, ces infos figureront dans des fichiers mensuels et chaque fin de mois je les proposerai sous la forme de fichiers pdf. Cela va me faire un peu de travail supplémentaire au départ, ensuite ce sera la routine.

N'hésitez pas à me faire part de vos commentaires, politiques de préférence ou témoigner votre soutien au site que j'anime, on se sent un peu seul parfois, mais jamais enfermé dans une tour en ivoire.

Non à la fermeture de la raffinerie de Dunkerque !

Le directeur général de Total Christophe de Margerie s'est efforcé mercredi soir de rassurer les salariés de la raffinerie de Dunkerque, assurant qu'il n'y aurait *"pas de licenciement"* et que *"tout le monde"* serait repris.

"Il est évident que nos employés, nos personnels, nos salariés, ne seront pas touchés par cette crise. Nous nous sommes déjà engagés avant d'attendre le comité à leur dire: 'aucun emploi de supprimé'", a-t-il déclaré lors du journal de France 2.

"Les salariés Total n'ont aucun souci à se faire (...): il n'y aura pas de licenciement, tout le monde sera repris, reclassé à son niveau à l'intérieur de l'entreprise Total", a ajouté M. de Margerie. *"On va vraiment s'occuper d'eux de manière responsable",* a-t-il assuré.

"Pour pouvoir discuter, il faut que le calme revienne, il faut qu'il y ait une certaine forme de sérénité. La sérénité, c'était que les cinq autres raffineries du groupe (...) comprennent qu'elles ne sont pas concernées", selon Christophe de Margerie.

Il a reçu le soutien du ministre de l'Industrie et des syndicats qui ont appelé en coeur à l'arrêt de la grève.

Le ministre de l'Industrie Christian Estrosi s'est déclaré mercredi *"satisfait de l'appel de la CGT"* la veille en faveur d'une suspension de la grève chez Total.

"Je respecterai la décision des salariés" qui doivent se réunir mercredi en assemblées générales, *"mais je crois que toutes les conditions sont réunies désormais"* pour cet arrêt de la grève, a-t-il ajouté. (AP 24.02)

Si j'ai bien compris, c'est l'intersyndical CGT-FO-Sud qui a voté la poursuite de la grève à Dunkerque, j'imagine que ce sont les ouvriers de cette raffinerie qui ont voté la poursuite de la grève en présence de cette intersyndicale, cela ne veut pas dire qu'ils disposent d'un comité de grève élu, ils demeurent donc les otages des délégués syndicaux toujours prêts à les trahir à la première occasion.

Il faudrait que les ouvriers élisent leur comité de grève indépendamment des délégués syndicaux, ils peuvent les inclure mais à condition qu'ils soient minoritaires dans ce comité, de plus, il faut exiger que ce soit les représentants du comité de grève qui représentent les grévistes et non les délégués syndicaux auxquels il faut impérativement retirer le contrôle de la grève et le droit de négocier quoi que ce soit avec la direction de Total.

Il faut également exiger que toute discussion avec les représentants de la direction de Total se déroule en assemblée générale du personnel et que les ouvriers présents votent à main levée à l'issue de chaque réunion si une proposition a été portée à leur connaissance, rien ne doit être décidé dans leur dos, c'est le seul moyen de contrer les bureaucrates syndicaux et de conserver l'unité de l'ensemble du personnel en grève le plus longtemps possible.

Après avoir appelé à la reprise du travail dans toutes les raffineries à l'exception de celle de Dunkerque et obtenu la promesse du directeur général de Total qu'il ne fermerait aucune autre raffinerie dans les cinq ans à venir, les dirigeants syndicaux pourris ont isolé les ouvriers en grève illimitée de la raffinerie de Dunkerque pour les obliger à cesser leur grève et accepter la proposition de la direction de Total.

Ces ouvriers qui travaillent pour certains depuis des dizaines d'années dans cette raffinerie, ils ont toute leur vie sur place, il est totalement inacceptable d'exiger d'eux qu'ils aillent refaire leur vie ailleurs. De plus, avec la fermeture de la raffinerie ce sont des centaines d'emplois qui vont être supprimés chez les sous-traitants, de ceux-là personne ne parle, sacrifiés un point c'est tout.

La solidarité doit s'organiser avec les ouvriers de Dunkerque, il faut les aider à tenir bon et s'attaquer résolument au carcan des appareils traitres, les dénoncer pour ce qu'ils sont et les combattre sans relâche.

Il y a la logique des capitalistes et il y a la logique de la classe ouvrière, celle des capitalistes est minoritaire et illégitime, seule celle de la classe ouvrière mérite d'être défendue et de vaincre. Nous sommes la majorité, nous sommes les producteurs, c'est donc à nous de décider de notre avenir et à personne d'autre.

A bas la dictature du capital qui nous inflige chômage, précarité et pauvreté, à bas le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner et les institutions de la Ve République au service du capitalisme ! Il nous faut un Etat ouvrier et un gouvernement ouvrier révolutionnaire qui exproprient les capitalistes et abolissent les institutions antidémocratiques de la Ve République. Organisons-nous dans cette perspective, le socialisme.

Le PS au secours de Sarkozy et des institutions de la Ve République.

A propos des nominations par Sarkozy de Migaud et Charasse issus du PS à des postes clés des institutions, le directeur de l'institut de sondages ViaVoice, François Miquet-Marty estime que *"cela entretient l'idée dans l'opinion que l'opposition entre le PS et le pouvoir est en partie factice, que le PS n'est pas vraiment une force d'alternance et que la vraie gauche est la gauche contestataire"*.

Voilà une manoeuvre qui reflète une réflexion à court terme qui fait bien nos affaires, pas celle du petit-bourgeois qui se satisfait du sort privilégié que lui réserve le PS et qui est incapable de penser au-delà de ses intérêts mesquins, car elle ne peut que profiter à long terme à la construction d'un véritable parti révolutionnaire indépendant du PS et des institutions, du capital.

Sur France Info, Pierre Moscovici a tenté de minimiser la portée de ces nominations au sein des institutions bonapartistes de la Ve République *"ce n'est pas exactement l'ouverture dans la mesure où il ne s'agit pas de postes de ministres"*, Michel Sapin précisant sur LCI *"on n'est pas en train de faire approuver la politique de Nicolas Sarkozy par des hommes de gauche, on est en train (...) de faire sa place à la gauche dans les institutions"*.

Sapin revendique le soutien du PS aux institutions réactionnaires de la Ve République, on ne pouvait être plus clair, merci monsieur Sapin. Voter PS en mars prochain signifiera soutenir les institutions de la Ve République.

Arnaud Montebourg qui a les mêmes préoccupations que Sarkozy et pas d'autre horizon que la Ve République a estimé que le conseil constitutionnel était *"en perdition"* et otage des *"amitiés partisans"*, avec la nomination de Charasse qui avait exclu du PS en 2007 pour vouloir appeler à voter Sarkozy, le voilà rassurer, les institutions sont entre de bonnes mains. Montebourg s'était fait remarquer en 2007 en pronant une VIe République, ce devait être la Ve plus Montebourg au gouvernement !

Quant au porte-parole du PS Benoît Hamon qui est censé représenter la *"gauche"* du PS, il a salué la nomination de Didier Migaud nous apprend l'agence Reuters. (Reuters 24.02)

Epilogue.

Le socialiste Didier Migaud, nommé mardi à la présidence de la Cour des Comptes, a annoncé qu'il se retirait de la politique pour se consacrer à ses nouvelles fonctions avec *"neutralité"* et *"impartialité"*.

"Je crois que le président de la République est sincère quand il veut bousculer un certain nombre de choses dans le fonctionnement de nos institutions." (Reuters 24.02)

Voilà un philistin arrivé à ses fins semble-t-il, une ambition médiocre que celle de servir un président aussi médiocre, on est comme on est dans la vie ! Pour nous la question n'est pas de "bousculer" mais de renverser les institutions !

L'offensive au pas de charge des contre-réformes va continuer. Attali, banquier et dirigeant du PS, rappeler en renfort par Sarkozy et Fillon.

Le président Nicolas Sarkozy et le Premier ministre François Fillon *"ont demandé à Jacques Attali de reprendre les travaux de la Commission pour la libération de la croissance française"*, annoncé mercredi l'Élysée.

La commission devra *"dresser un bilan de la mise en oeuvre de ses recommandations"* et *"proposer des réformes nouvelles"*, annonce l'Élysée, *"une première version du rapport sera remise au président de la République et au Premier ministre à la mi-mai et le rapport définitif"*

en juin", précise le communiqué.

Tailler à la hache dans les services publics.

"Ces propositions s'inscriront pleinement dans le cadre du rétablissement de l'équilibre de nos finances publiques".

"Le premier rapport de la Commission remis au Président de la République le 23 janvier 2008 a contribué à la préparation d'un grand nombre de réformes menées par le Gouvernement", précise la présidence de la République dans un communiqué. (AP 24.02)

Le PS «Sarko compatible».

L'horizon s'éclaircit un peu pour Malek Boutih. Dépouvu de toute fonction importante à la direction du PS depuis fin 2008, l'ancien président de SOS Racisme pourrait rebondir dans les prochains jours en prenant la présidence de la Halde.

Le 8 mars, Louis Schweitzer quittera en effet son bureau de la rue Saint-Georges, après cinq années de mandature. Et pour lui succéder, l'Elysée lorgnerait singulièrement sur Boutih, un «pro-Royal» régulièrement présenté par ses camarades socialistes comme «Sarko compatible».

Dans un rapport sur l'immigration commandé par la direction du PS et publié en 2005, il s'était prononcé en faveur de quotas et de flux migratoires régulés, reprenant à son compte la politique de Sarkozy.

Dès décembre 2008 il avait lancé un appel en direction de Sarkozy dans la presse : «Ça m'intéresse et je l'ai fait savoir. Le président veut des nominations [de personnes issues de la diversité, NDLR] à des postes importants. Je le prends au mot».

Au Parti socialiste, la probable nomination de l'ancien président de SOS Racisme à la tête de la Halde semble plutôt bien accueillie. «C'est une bonne chose pour lui. On a beau ne pas être toujours d'accord sur tout, je dois lui accorder une vraie compétence sur les questions de discriminations», affirme Pouria Amirshahi, secrétaire national du PS aux Droits de l'Homme. «Je pense que Malek s'emmerde au PS, et qu'il est à une étape où il a envie de s'engager dans un nouveau combat, d'être utile autrement», poursuit Amirshahi, qui accusait Boutih il y a à peine plus d'un an d'«applaudir Sarkozy à chacune de ses déclarations» et de «marcher sur les pas de ceux qui, comme Bockel et Besson, ont fait le lit de la droite - avant d'y finir carrément».

Boutih intronisé par Sarkozy avec la bénédiction du PS comme ce fut le cas avec Kouchner, Attali, Lang, et les autres. Ils sont très nombreux au PS à "applaudir Sarkozy" ! A part cela le PS ne soutient la gouvernement, il n'y participe pas, ben voyons ! (source : lefigaro.fr 24.02)

Pendant ce temps-là, on cumule chômage, précarité et pauvreté.

Les présidents et vice-présidents des groupements de communes ont vu leurs indemnités exploser de... 43, 8 % entre 2002 et 2007 ! Les revenus des élus communaux et des responsables d'intercommunalités ont augmenté de 14,5 % en cinq ans. En comparaison, sur la même période, les salaires des Français ont augmenté de 0,6 % par an. Quant aux représentants des groupements qui ne sont pas élus, leurs revenus représentent 15, 5 % des indemnités communales en 2007, contre 7,4 % en 2000...

Grâce au cumul de leurs fonctions de conseillers généraux et municipaux, les élus parisiens touchaient, en 2008, 68.808 euros en moyenne, contre 29.909 euros pour les élus des autres départements et 31.555 euros pour les conseillers régionaux.

Tout dépend de la région à laquelle ils appartiennent. Ceux de Guyane, de Martinique et de Corse gagnent moins de 24.000 euros par an (soit moins de 2.000 euros par mois). Viennent ensuite les conseillers régionaux de 10 régions qui gagnent entre 24.000 et 28.000 annuels. Cinq régions traitent généreusement leurs élus en leur octroyant un traitement supérieur à 34.000 euros par an (2.833 euros par mois). Arrive en tête la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (avec 44.918 euros par élu et par an), suivie de la Bretagne, le Nord-Pas-de-Calais, le Pays de la Loire et Rhône-Alpes (avec 34.236 euros par élu).

Mais ces élus sont souvent des "cumulards", qui siègent également comme députés, maires, conseillers municipaux... (lepoint.fr 24.02)

Tous les présidents de la Ve République ont soutenu les présidents-dictateurs africains, Sarkozy compris.

Nicolas Sarkozy a apporté un soutien appuyé au président gabonais Ali Bongo, vainqueur controversé du scrutin organisé l'été dernier après la mort de son père, Omar Bongo.

"Ce jour-là, grâce au peuple gabonais, le Gabon a confirmé son ancrage à la démocratie et franchi une étape essentielle de sa vie politique", a-t-il dit en assurant qu'Ali Bongo n'avait pas été le candidat de la France.

Symboliquement, le président français avait entamé sa visite de 24 heures à Franceville, dans l'est du Gabon, par un dépôt de gerbe au mausolée d'Omar Bongo, mort en juin dernier après 41 ans passés à la tête du pays.

"Vous et moi ignorons le contenu réel de ce qui est communément et confusément appelé Françafrique mais nous assumons courageusement cet héritage historique riche d'aspects aussi bien positifs que négatifs", a dit Ali Bongo à l'adresse de Nicolas Sarkozy.

La France s'y engage notamment à aider le Gabon à rendre son économie moins dépendante de la rente pétrolière qui, si la tendance actuelle se poursuit, devrait avoir disparu à l'horizon 2020.

Un des défis du pays est de parvenir à transformer sur place une partie de ses ressources naturelles, bois et minerais notamment. Le président gabonais a décidé de le relever en interdisant abruptement l'exportation du bois brut, au grand dam de groupes français qui avaient négocié auparavant avec Libreville un étalement de cette mesure dans le temps.

"Je vous demande d'être attentifs à ce que les périodes de transition ne soient pas trop brutales, pour encourager d'autres investisseurs à venir", lui a dit Nicolas Sarkozy, tout en reconnaissant comme légitime son combat pour développer l'industrie locale.

Le président français a enfin souligné que, s'il y avait des raisons objectives à vouloir refonder la relation franco-gabonaise, celle-ci ne saurait être exclusive. *"Il n'existe plus de pré-carré et je ne le regrette pas"*. (Reuters 24.02)

Omar Bongo, 41 ans au pouvoir, cela méritait bien d'être salué ! J'ai un trou de mémoire, je ne parviens pas à mettre un nom sur le grand patron milliardaire dont j'ai appris récemment qu'il avait fait fortune grâce au commerce du bois, que Sarkozy ait insisté pour défendre les intérêts d'un de ses amis milliardaire pilleurs des ressources de l'Afrique n'a rien d'étonnant, il est leur VRP et rien d'autre !

Chômage. Toujours en hausse.

Le nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de 19.500 personnes (+0,7%) le mois dernier, à 2.664.600.

Au final, pour la catégorie A, en 2009 après correction, le taux de variation annuel s'élève à 18,7%.

Le taux de chômage du quatrième trimestre 2009 ne sera pas publié avant le 4 mars mais Eurostat, l'agence statistique de l'Union européenne, l'a chiffré à 10,0% en décembre.

Christine Lagarde estime que *"l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en janvier 2010 est près de deux fois plus faible que la hausse moyenne mensuelle observée en 2009, et trois fois plus faible que celle de janvier 2009"*.

Concernant *"le repli du chômage des jeunes pour le 3e mois consécutif"*, la ministre juge qu'il *"reflète le retour à une croissance positive et les effets de la relance de l'apprentissage mise en oeuvre par les pouvoirs publics"*. (Reuters 24.02)

1- Ces chiffres ne tiennent pas compte des salariés qui ont subi un licenciement économique et qui ont signé un contrat de transition professionnel (CTP) ou accepté une convention de reclassement personnalisée (CRP), ils ne sont pas décomptés comme demandeurs d'emploi mais comme stagiaires de la formation professionnelle, ils ont été des centaines de milliers dans ce cas-là en 2009, des jeunes qui ont accepté un stage ou un emploi précaire en désespoir de cause, au total ce n'est pas 3.849.200 chômeurs que compte le pays, mais bien plus de 5 millions.

2- Les chiffres du chômage sont mauvais, mais ils auraient pu être pire, pire que cela encore, alors réjouissons-nous, traduction de la déclaration de Lagarde à l'adresse de la population qui devrait accepter indéfiniment la dégradation de sa situation économique et sociale, pendant que les banques et les entreprises du CAC 40 continuent d'engranger des milliards de profits.

3- L'apprentissage des jeunes sert utilement à camoufler le chômage qui les frappent particulièrement, mais ce qu'oublie madame Lagarde, c'est que cela ne remplit pas un ventre, et là elle peut se faire du souci. Le PS vient de réclamer *"le rétablissement des emplois jeunes"*, des emplois précaires avant de rejoindre la case chômage.

Ce que veulent les travailleurs et les jeunes, c'est un vrai travail à durée indéterminée avec un salaire minimum de 1.600 euros net par mois pour pouvoir vivre décemment.

OMC. Reprise durable pas durable, "difficile à dire".

Les échanges commerciaux internationaux ont diminué d'environ 12% en 2009 mais ils commencent à relever la tête, déclare Pascal Lamy, le directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

Le patron de l'OMC a souligné qu'il s'agissait d'une très forte contraction, sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Interrogé sur les perspectives du commerce mondial pour 2010, il n'a pas donné de chiffres.

"Il y a certainement une reprise. Est-ce que cette reprise sera de court terme (...) ou sera-t-elle durable (...) c'est difficile à dire mais il y a indéniablement une reprise", a-t-il dit.

Il a jeté un froid cette semaine à l'OMC en déclarant que les divergences et les incertitudes étaient encore trop fortes dans les négociations pour réunir les ministres fin mars afin de déterminer si les discussions pourraient aboutir d'ici la fin de l'année afin de conclure les négociations dites du cycle de Doha sur la libéralisation des échanges commerciaux. (Reuters 24.02)

Faites sauter la banque !

Pour l'exercice 2009, le bénéfice net de la banque franco-belge Dexia s'élève à 1,01 milliard d'euros contre une perte de 3,3 milliards en 2008.

Sauvée de la faillite à l'automne 2008 par une intervention conjointe des Etats belge, français et luxembourgeois, Dexia est parvenu, début février, à un accord avec la Commission européenne pour compenser les aides publiques perçues au plus fort de la crise. La banque franco-belge s'engage ainsi à sortir du dispositif de garantie des Etats le 30 juin 2010. (lefigaro.fr 24.02)

Voilà à quoi sert l'Union européenne... des banquiers et des multinationales. Par contre, lorsqu'il s'agit de "sauver" des emplois, elle oppose son veto... que les chefs d'Etat respectent à la lettre puisque ce sont eux qui décident en dernier ressort, en France, Constitution de la Ve République oblige.

Allemagne. L'économie en état "d'hibernation".

L'activité économique en Allemagne a stagné au quatrième trimestre, la baisse des investissements et de la consommation ayant contrebalancé l'amélioration du commerce extérieur, ce qui rend les perspectives incertaines pour 2010.

"C'est comme si l'économie allemande était entrée en hibernation : stagnation de la croissance au quatrième trimestre et, hier, dégradation de l'indice Ifo", commente Carsten Brzeski, économiste à ING Financial Markets.

L'Allemagne, qui est très dépendante des résultats de son commerce extérieur, a été durement frappée par la crise l'an dernier, marqué par une contraction record de 5% de son PIB.

"Le PIB allemand va probablement se contracter au premier trimestre et ensuite nous devrions voir une reprise. Toutefois, il y aura des creux en cours de route", commente Jörg Lüscho, analyste à WestLB.

Ajusté du nombre de jours ouvrés, le PIB s'est contracté de 2,4% sur un an au quatrième trimestre. (Reuters 24.02)

Etats-Unis. Sur fond de concurrence féroce et de protectionnisme...

Tandis que le patron de Toyota se livrait au Congrès américain à un exercice de confrontation inhabituel dans son pays, le FBI a investi les bureaux de trois de ses sous-traitants pour une enquête sur les pratiques monopolistiques du constructeur.

"La division antitrust étudie une possible conduite contraire aux lois anticartel" a ajouté Gina Talamona, porte-parole du ministère de la Justice. (AP 24.02)

Sur fond de chômage et de surendettement.

Freddie Mac, le numéro deux américain du refinancement de crédits hypothécaires, annonce 7,8 milliards de dollars de pertes au quatrième trimestre 2009 tout en précisant qu'il n'aurait pas besoin d'un nouveau refinancement par l'Etat fédéral. (Reuters 24.02)

Japon.

Les exportations japonaises ont augmenté de 40,9% en janvier par rapport au même mois de l'an dernier, montrent les statistiques officielles.

Les exportations vers l'Asie, qui représentent plus de la moitié du total des ventes à l'étranger du Japon, ont augmenté de 68,1% sur un an.

La balance commerciale nipponne affiche pour janvier un excédent de 85,2 milliards de yens (699 millions d'euros). Les importations n'ont augmenté que de 8,6% par rapport à janvier 2009. (Reuters 24.02)

Afghanistan. La guerre perpétuelle contre le peuple afghan.

1- Les taliban résistent plus farouchement que prévu à l'offensive lancée contre eux par les forces de l'Otan et l'armée afghane dans la région de Marjah, a indirectement reconnu le général James Conway, chef du corps des marines américains.

"Nous pensons que Marjah sera une zone disputée aussi longtemps que nous serons là-bas et qu'il ne feront pas leurs bagages", a-t-il dit lors d'une audition devant le Congrès. "C'est une zone où ils sont implantés depuis longtemps. D'une certaine manière, ils y ont leurs familles." (Reuters 24.02)

On a appris que 28 civils ont été tués depuis le début de l'offensive de l'armée impérialiste d'occupation sur Marjah. A défaut de pouvoir rompre les relations entre les résistants afghans et leurs familles et de pouvoir massacrer l'ensemble de la population, ils la terrorisent quotidiennement.

2- Par un décret signé la semaine dernière et publié lundi, Karzaï s'octroie le pouvoir de nommer les cinq membres de cette commission qui avait mis au jour les fraudes en sa faveur lors de la présidentielle d'août 2009.

Auparavant, les Nations unies désignaient le président de cette commission et deux autres membres, tandis que la commission des droits de l'Homme et la Cour suprême afghanes en nommaient chacune un.

Désormais, le président afghan pourra nommer lui-même les cinq membres de la commission des plaintes électorales après s'être concerté avec les chefs des groupes parlementaires et le président de la Cour suprême. (Reuters 24.02)

On n'est jamais mieux servi que par soi-même !

Palestine.

1- La balance.

Mosab Hassan Youssef, le fils d'un des fondateurs du Hamas, aurait fourni des informations aux services de renseignements israéliens pendant plus de dix ans, affirme mercredi le quotidien israélien "Haaretz".

Le père de Youssef, cheikh Hassan Youssef, est l'un des principaux dirigeants du Hamas en Cisjordanie. Il est actuellement emprisonné pour six ans dans une prison de l'Etat hébreu.

Si elles étaient confirmées, ces informations porteraient un nouveau coup au mouvement de résistance islamique, qui a vu un de ces cadres assassiné à Dubaï la semaine dernière.

Le jeune Youssef s'est converti au christianisme et vit aux Etats-Unis depuis 2007. (AP 24.02)

2- Un assassinat signé du Mosad et de la CIA

Les autorités de Dubaï annoncent avoir identifié 15 autres suspects porteurs de passeports européens dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat le 19 janvier dans l'émirat d'un responsable du Hamas, Mahmoud al Mabhouh.

Sur les 26 suspects, auxquels s'ajoutent deux Palestiniens extradés de Jordanie et détenus pour complicité dans cette opération, on compte 12 porteurs de passeports britanniques et six détenteurs de passeports irlandais.

Quatre autres possédaient des documents de voyage français, trois des passeports australiens et le dernier un passeport allemand.

"Les pays amis qui nous assistent dans cette enquête ont assuré à la police de Dubaï que ces passeports ont été délivrés de façon illégale et frauduleuse", soulignent les autorités émiraties dans un communiqué.

La police locale a diffusé les photos des passeports des nouveaux suspects, des images prises par des caméras de surveillance ainsi que les références de leurs cartes bancaires, dont une quinzaine émanaient de la même banque américaine. (Reuters 24.02)

Le 26 février

J'essaie sans cesse d'améliorer la présentation des pages du site pour en rendre la lecture plus agréable avec le peu de connaissances que j'ai en informatique. La version définitive de la page d'accueil des articles de presse archivés en 2010 est en ligne. Dès le 1er de chaque mois les infos et les causeries du mois précédent seront disponibles sous la forme d'un fichier pdf (Acrobat Reader), ainsi vous pourrez les archiver facilement.

Bon week-end à tous.

En lisant la page 5 du dernier numéro d'*Informations ouvrières*, je me suis pincé, je n'en croyais pas mes yeux, comment avaient-ils pu titrer un article sur le combat engagé chez Total à Dunkerque : "*On veut des garanties sur l'avenir des raffineries*", l'argument que les dirigeants syndicaux avaient justement avancé et qui a été repris ensuite par le directeur général de Total et le gouvernement pour l'opposer au mot d'ordre de grève illimitée jusqu'au retrait du projet de fermeture de la raffinerie de Dunkerque, à moins que ce soit ces derniers qui l'aient soufflé aux dirigeants syndicaux, puisqu'ils sont tous les jours fourrés dans un ministère (lire plus loin les infos en bref).

Maladresse, méprise, méconnaissance de la situation ou complicité avec les appareils, la direction de Total et le gouvernement, de la part du POI ? Essayons de comprendre.

Ce numéro d'*Informations ouvrières* est paru le 25 février, il a été bouclé la veille, or dès le 20 février soit quatre jours plus tôt, dans un communiqué de presse de la coordination des syndicats CGT du groupe Total on pouvait lire que la CGT réclamait "*la tenue d'une table ronde nationale sur l'avenir du raffinage et l'indépendance énergétique du pays (industrie pétrolière, gouvernement, organisation syndicale)*", je précisais pour ma part que c'était "*l'équivalent des Etats généraux de l'industrie dont l'objectif était d'associer les syndicats à la politique antisociale du gouvernement et du patronat pour la faire accepter par les travailleurs et leur interdire une autre issue, bref, pour les enchaîner plus sûrement au capitalisme.*"

On a compris que les bureaucrates syndicaux de la CGT ne peuvent pas faire autrement que d'appeler à la grève, mais dans le même temps, ils s'apprêtent à la briser, exactement ce qu'ils ont fait en appelant dans un second temps les ouvriers des autres raffineries à débrayer non pas en solidarité avec leurs collègues de Dunkerque, mais afin d'obtenir des garanties de la direction de Total qu'ils ne subiraient pas le même sort, une fois cette garantie obtenue, ils se sont empressés d'appeler à la reprise du travail, isolant les ouvriers de Dunkerque toujours en grève pour sauver leurs emplois, pour les faire céder au diktat de la direction de Total.

Ce que j'avais compris au quart de tour en étant à 10.000 kilomètres de Dunkerque, le POI ne l'aurait pas compris en étant sur place, étrange, non ?

Dès le 21 février Estrosi déclarait que le directeur général de Total M. De Margerie s'était engagé à ce qu'aucune raffinerie "*ne soit touchée par la moindre fermeture*", en dehors de Dunkerque, ce qui signifie qu'à partir de cette date, cet argument n'avait plus aucune raison d'être, sauf à l'opposer à la grève illimitée de toutes les raffineries en solidarité avec celle de Dunkerque pour l'abandonner lorsque les dirigeants le jugeraient bons et abandonner les ouvriers de Dunkerque à leur sort, ce qu'ils firent deux jours plus tard. Le POI l'ignorait-il, ignorait-il aussi que la grève dans les autres raffineries avaient été commandées par les bureaucrates syndicaux et que dans ces conditions ils étaient à la fois maîtres de son déclenchement, de sa poursuite et de sa fin quand ils le décideraient ? N'est-ce pas ce qui s'est passé ?

Laurence Fayard sait de quoi elle parle lorsqu'elle cite la réunion de l'intersyndicale avec la direction du 21 février, puis une réunion qui a eu lieu deux jours plus tard, donc elle est parfaitement informée du contenu de ces réunions, or, lors de ces réunions l'argument qui a été repris pour faire le titre de l'article d'*Informations ouvrières* figurait déjà à l'ordre du jour de ces réunions, il était donc possible d'en comprendre la signification et de le rejeter, or le POI le revendique, c'est comme s'il revendiquait la fermeture de la raffinerie de Dunkerque à la suite des appareils et de la direction de Total !

Les syndicats en avançant cet argument ont tendu la perche à la direction de Total (ou l'inverse dans un scénario monté ensemble en coulisse) qui l'a saisie au bond, ils ont organisé un simulacre de grève de solidarité des autres raffineries, puis l'isolement des ouvriers de Dunkerque qui se retrouvaient sans issue, on en est là le 26 février au matin.

Le POI victime de son social-patriotisme.

Autrefois c'était les staliniens qui avançaient le mot d'ordre *produire français*, depuis ils ont été relayés par le POI (et bien d'autres) qui s'inquiètent de la désertification industrielle de la France, comme s'ils étaient comptables du développement du capitalisme ou son orientation à l'échelle mondiale au lieu de combattre les institutions dans la perspective du socialisme.

On pourrait prendre le cas de Philips pour l'illustrer, où le POI continue de faire croire à qui veut bien l'entendre qu'il serait possible d'empêcher la fermeture d'une usine quand elle a été programmée par ses propriétaires.

Une grève spontanée des salariés ou préparée de longue date avec eux et ayant obtenu au préalable l'accord de la majorité du personnel d'une entreprise n'a rien à voir avec une grève appelée par les appareils. La première sera plus difficile à dévoyer et à briser, tandis que

dans l'autre cas, les appareils en resteront les maîtres quoiqu'il arrive. Chez Total ils ont décrété la grève dans toutes les raffineries du groupe en France, en assemblée générale les ouvriers ont suivi, ce qui était prévisible puisqu'ils en ont autant ras le bol que la majorité des travailleurs du pays, qui plus est, ils en ont profité pour avancer leurs propres revendications, salariales notamment, puis les bureaucrates syndicaux ont appelé à la reprise du travail sans attendre que les assemblées générales se réunissent, cela non plus ce n'est pas écrit dans *Informations ouvrières*, les camarades qui ont lu les articles de presse que j'ai mis en ligne ont pu le constater comme moi, les autres peuvent toujours les consulter et vérifier.

J'essaie de suivre l'actualité sociale en temps réel, d'ici ce n'est pas toujours facile, je crains toujours de faire un contresens, par exemple sur l'expérience de Philips, je me demande quelle leçons pourront tirer les ouvriers de cette usine après avoir eu recours aux institutions pour sauver provisoirement leurs emplois, alors qu'il s'agit de les aider à rompre en premier lieu avec ces institutions pour pouvoir avancer sur la voie menant à la remise en cause des fondements du capitalisme... La "justice" a donné raison aux employés de Philips, pour un peu, ils seraient en droit de tout attendre des institutions, alors que leur tâche est de les renverser ou de se préparer à les renverser, ce qui n'est pas du tout la même chose, pas vraiment la même orientation politique.

Que cela ait été un moyen de poursuivre leur combat contre la fermeture de l'usine où ils travaillent, je le conçois parfaitement, mais ce que je ne conçois pas en revanche ou que je ne peux pas accepter d'un parti ouvrier, c'est qu'il ne saisisse pas cette occasion pour expliquer qu'il faudra aller plus loin et liquider les institutions de la Ve République, dont le ministère de la Justice est un des piliers, pour s'attaquer vraiment au capitalisme et garantir notre avenir et celui de nos enfants ou des générations futures, tout est fait pour escamoter systématiquement les institutions du combat politique, dans ces conditions, il y a fort à parier que ces travailleurs ne tireront aucune leçon pour les combats à venir, c'est dommage car on n'avancera jamais en suivant cet exemple. On pourrait me rétorquer qu'une fois passée leur désillusion dans les institutions, ils les combattront, sauf qu'ici ce n'est pas de cela dont il s'agit, la justice est légitimée, elle figure dans le titre d'un article, ce n'est pas le meilleur moyen de la combattre que de lui rendre hommage.

Et puis le tribunal n'a fait que suspendre le "plan social", il n'a pas interdit la fermeture de cette usine, il y a eu vice de forme, une fois que la direction de Philips se sera conformée à la législation en vigueur, cette usine fermera, comme des dizaines de milliers d'autres depuis 50 ans.

Shapira écrit "*Lundi 22 février, les salariés de l'usine Philips, à Dreux, ont repris le travail à la suite du jugement du tribunal*", mais il s'est bien gardé de préciser sur quoi portait au juste ce jugement. J'ai lu l'autre article qui relatait le meeting de Dreux, mais nulle part cette question n'a été abordée franchement, comme si pas un n'avait eu le courage de dire la vérité aux travailleurs de Philips présents dans cette salle.

Pire, dans l'article intitulé "*Ceux qui nous traitaient d'utopistes se sont trompés*", il est écrit que "*ce meeting montre que, dans l'unité, nous pouvons mettre fin au système capitaliste*", tu parles, d'une part parmi les dirigeants ou élus présents la très grande majorité d'entre eux (PCF, PS, PG, Europe écologie, sans compter la plupart des syndicalistes réformistes) sont farouchement contre la liquidation du capitalisme, alors pourquoi faire croire le contraire, c'est criminel, d'autre part, il en faudrait beaucoup plus pour ébranler le capitalisme dont le pouvoir est concentré au niveau des institutions politiques, et oui encore elles, toujours elles, il faut bien que quelqu'un le dise puisque c'est la vérité, le pays ait ainsi fait. A moins de vouloir nous faire croire qu'on pourrait abolir le capitalisme entreprise par entreprise...

Si maintenant repousser la date de fermeture d'une usine de quelques semaines ou mois ce serait "*mettre fin au système capitaliste*" où l'on va ! Au fait, ce sont les banquiers qui détiennent les cordons de la bourse, donc sans les exproprier en premier, dans la foulée des institutions j'entends, tous les discours sur la fin du capitalisme ressemble à un vœux pieux ou à un constat d'impuissance, idem pour la répartition des richesses chère au NPA.

Je rajoute un épilogue sur Total. Un mot d'ordre dont les appareils sont à l'origine.

«*Nous avons reçu des nouvelles indiquant que le gouvernement va faire dans la journée une annonce acceptant la tenue d'une table ronde sur l'avenir du raffinage en France que nous réclamions*», a expliqué à l'AFP le 23 février Laurent Delaunay, délégué CGT de Port-Jérôme.

Au mot près on retrouve les termes du titre d'*Informations ouvrières*, garantir "*l'avenir du raffinage en France*", comme si les capitalistes français pouvaient garantir quoi que ce soit aux travailleurs, comme s'ils fallait les croire sur parole, quand c'est uniquement le profit à l'échelle mondiale qui dicte la production et les restructurations des grandes entreprises et la disparition des plus petites ou des moins concurrentielles, personne ne peut prévoir ce qui attend une multinationale ou une importante institution financière qui peut être conduite à la faillite, être démantelée, avec la crise actuelle, même P. Lamy qui dirige l'OMC avoue son impuissance à produire le moindre pronostic, exiger des garanties de la part des capitalistes, c'est nourrir des illusions dans le capitalisme dans la tête des travailleurs, les détourner des tâches politiques qu'ils ont à accomplir, après la liquidation de la sidérurgie, des mines, de la métallurgie, du textile, etc. plusieurs millions d'emplois, tout est possible, même l'inconcevable, cela transcende l'entendement, le profit seul guide la politique du capitalisme mondial en dehors de toutes autres considérations, et peu importe pour eux si pour parvenir à leurs fins ils entraînent l'humanité vers l'abîme, ils n'ont pas le choix, ce sont les lois internes du capitalisme qui dictent leur conduite.

C'est valable des deux côtés, les capitalistes peuvent péter les plombs et ne voir que leurs intérêts, et le peuple aussi, mais pas en tirant dans la même direction, le peuple tirant sur eux pour se défendre et faire respecter ses droits, on appelle aussi cela la dictature du prolétariat, qui implique la démocratie dans les rangs ouvriers, la libre discussion et expression, l'analyse sérieuse de toutes les propositions avancées, agir ensemble vers le même objectif qui ne peut être que le socialisme, il faut bien nommer les choses, non ? Une analyse

tronquée est pire qu'une analyse complète erronée.

Les camarades qui doivent se rendre à Dunkerque pour rencontrer les ouvriers de Total en grève illimitée, feraient bien de recentrer la discussion sur le plan politique, contre le gouvernement et les institutions qui sont les garantes de la propriété privée, qui ont donné raison aux ouvriers de Philips dans un premier temps, mais qui se rangeront au côté de sa direction lorsqu'elle aura présenté un plan de fermeture conforme à la législation en vigueur.

Ils peuvent avancer l'idée de la nécessité de constituer un organisme permanent au niveau national regroupant les délégués élus de tous les comités de grève, la nécessité de constituer des comités de travailleurs sur la base de leurs revendications dans toutes les entreprises du pays dans la perspective d'exproprier le capital, condition indispensable pour mettre fin au chômage, à la précarité, à la pauvreté, etc., en associant syndicats et partis, qui pour leur part (les partis) combattent pour en finir avec les institutions de la Ve République, préalable politique indispensable pour pouvoir s'attaquer aux fondements du capitalisme, pas dans une entreprise seulement, mais au niveau de l'ensemble des grandes entreprises du pays, en premiers lieu desquelles, les banques et les compagnies d'assurance, d'avancer sur la voie conduisant à la constitution d'un Etat ouvrier et d'un gouvernement ouvrier révolutionnaire, du socialisme...

Ne pas poser ces questions, c'est se priver de toute issue politique et demeurer prisonnier du capitalisme et du régime. Capitalisme ou socialisme, existerait-il une autre alternative ?

Je reviendrai peut-être sur ce numéro d'*Informations ouvrières*, car paradoxalement à ce que je viens d'écrire de peu flatteur sur le POI, j'ai cru percevoir un changement de ton contre le régime, mais peut-être est-ce pour se conformer uniquement à l'air du temps qui est à la contestation sociale.

Ils ont rectifié le tir en page 2, il n'est jamais trop tard : "30,7 milliards

C'est le montant des exonérations de cotisations sociales accordées aux patrons en 2008 (et presque autant en 2009).

C'est l'Etat (avec nos impôts : TVA, impôt sur le revenu, taxe sur l'essence) qui paie à la place des patrons ! 30 milliards, c'est aussi l'équivalent du « déficit » (fantaisiste) des retraites annoncé par Sarkozy le 15 février."

Les camarades qui m'avaient interpellé sur cette question peuvent constater que je ne leur avais pas raconté d'histoires, du coup l'argument des 212 milliards dûs à la Sécu tombe de lui-même, alors que le PT puis le POI n'ont eu de cesse de le marteler, une manipulation intenable qui prend fin et c'est tant mieux. Continuez sur cette voie, si je peux me permettre.

Quelques infos en bref.

Du côté des banksters.

Le Crédit Agricole vient d'annoncer qu'il va verser 49 millions d'euros de bonus à ses traders au titre de l'année 2009 soit à quelque 400 opérateurs de marché de la banque. (libération.fr 25.02)

Le calcul est vite fait, cela donne 122.500 euros en moyenne, soit 5,10 salaires sur la base de 2.000 euros brut par mois, l'équivalent au total de 2041 emplois. (AP 25.02)

Les banquiers en tremblent !

Le Parlement français a adopté définitivement le projet de loi de finances rectificative pour 2010.

Le "*collectif budgétaire*" fixe à 149 milliards d'euros le déficit budgétaire pour 2010, soit une dégradation de 31,7 milliards par rapport à la loi de finances initiale.

Le déficit public atteindrait 8,2% du produit intérieur brut, un record depuis au moins un demi-siècle.

Le texte prévoit la création d'une taxe exceptionnelle payée par les banques sur les bonus des traders, dont le produit, estimé initialement à 360 millions d'euros, sera affecté en totalité à Oseo, la banque publique de financement des PME.

Le texte de la CMP a retenu l'amendement du Sénat qui étend cette taxe aux supérieurs hiérarchiques des traders. Elle portera sur toute la chaîne allant du dirigeant de la banque d'investissement au trader, en passant par le chef d'équipe, le chef de salle et le responsable des activités de marché.

Cette taxe exceptionnelle est égale à 50% du montant versé au-delà de 27.500 euros par salarié.

Le collectif budgétaire met aussi en place le grand emprunt de 35 milliards d'euros voulu par le chef de l'Etat pour financer des investissements stratégiques dans l'enseignement supérieur, la formation, la recherche, les filières industrielles, les PME, le développement durable et l'économie numérique. (Reuters 25.02)

Quand les économistes prennent leurs désirs pour la réalité. Ils ne vivent pas dans le même monde que nous.

Les indicateurs conjoncturels français virent au rouge titre Reuters.

Baisse inattendue du moral des ménages, remontée du chômage et regain de tension sur les prix laissent augurer d'une rechute de la croissance française au premier trimestre après une embellie fin 2009 qui détonnait au sein de la zone euro.

Vingt économistes interrogés par Reuters s'attendaient à une poursuite de l'amélioration du moral des ménages... (Reuters 25.02)

Pas de bol, c'est le contraire qui se produit, conséquence de l'aggravation de la crise et ses conséquences que le gouvernement fait payer à la majorité de la population.

Jusqu'au cou !

Les dépôts de dossiers de surendettement ont augmenté de 15% au cours de l'année 2009, 744.000 ménages étaient officiellement en situation de surendettement, selon le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, (ONPES) remis jeudi au gouvernement.

Par ailleurs, selon l'ONPES, *"l'endettement moyen par dossier a lui aussi augmenté, passant de 38.847 euros en janvier 2009 à 41.700 euros en septembre 2009"*. (AP 25.02)

Chômage. A Matignon on se rassure comme l'on peut.

Le chômage va continuer d'augmenter *"au moins jusqu'à la mi-2010"*, a estimé jeudi le Premier ministre François Fillon, lors d'un déplacement en Seine-Maritime.

"On voit que autour de nous, le chômage augmente encore très fortement, aux Etats-Unis, aujourd'hui même, les chiffres sont très mauvais dans la plupart des autres pays européens. Ça veut dire que, au moins jusqu'à la mi-2010, on va voir le chômage augmenter", a-t-il affirmé

"Cette augmentation est beaucoup moins forte que pendant la période la plus dure de la crise. Donc on va aller progressivement vers un équilibre et puis, on va recommencer à créer des emplois, si toutefois la situation internationale le permet", a ajouté le Premier ministre. (AP 25.02)

Oui, c'est aussi à l'échelle mondiale qu'il faut combattre le chômage et en finir avec le capitalisme.

Effet d'annonce à l'approche des élections régionales.

L'Etat et l'assurance chômage (Unedic) vont allouer ensemble *«plusieurs centaines de millions d'euros»* pour des chômeurs en fin de droits, a affirmé jeudi sur RMC/ BFM TV le secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez, évoquant des mesures opérationnelles *«fin mars»*.

Après avoir achevé mardi des réunions bilatérales avec les *«huit partenaires sociaux qui travaillent avec nous sur ce sujet»*, le secrétaire d'Etat a indiqué que *«dès la semaine prochaine, on fera une séance de bilan pour précisément se dire combien il y a de personnes concernées qui auront besoin de nous en 2010»*.

«La semaine prochaine on aura notre réunion de diagnostic, la semaine d'après je souhaite que les mesures soient arrêtées et qu'elles soient opérationnelles avant la fin du mois de mars», a-t-il précisé.

Sur un million de personnes qui devraient arriver en fin de droits à une indemnisation chômage en 2010, *«une partie bénéficie de la solidarité nationale (RSA, ASS, autres aides) et d'autres, qui peuvent avoir des niveaux de revenu au-delà des seuils parce que leur conjoint travaille, sont un peu dans un trou noir de notre système de solidarité nationale»*, a observé Laurent Wauquiez.

«On estime -et c'est tout l'objet de notre réunion de la semaine prochaine avec les partenaires sociaux- entre 350.000 et 400.000 les personnes en dehors de nos aides», a-t-il indiqué.

Pour Laurent Wauquiez, *«il y a trois pistes d'actions»*, à commencer par *«réagir avant que la personne se retrouve dans cette espèce de*

nasse du chômage de longue durée parce que ses chances de retrouver un emploi diminuent et parce qu'elle n'a plus d'indemnités à la fin».

Prenant l'exemple d'une femme 45 ans qui cherche un emploi dans le secteur du textile et qui n'en a pas trouvé au bout d'un an, il a considéré qu'«il faut lui proposer, avant qu'elle soit à un an, une formation pour se reconvertir par exemple dans les services à la personne».

Il a aussi prôné de *«miser sur la formation, parce que quelqu'un qui ne trouve pas dans son domaine au bout d'un an, c'est que ce n'est pas le bon domaine, donc il faut l'aider à se reconvertir»* et de recourir à *«tout ce qui permet, y compris à travers des aides, de recommencer à travailler, notamment des contrats aidés».*

Quant aux demandeurs d'emploi *«qui sont déjà en fin de droits, il faut leur proposer des formations rémunérées»*, a jugé Laurent Wauquiez, évoquant là encore *«un cofinancement»* entre l'Etat et les partenaires sociaux. (Libération.fr et AFP 25.02)

L'avenir des millions de chômeurs en conservant l'Etat capitaliste et ses institutions :

- 1- les RSA ou ASS en complément d'un boulot à temps partiel, la misère quoi !
- 2- Les "contrats aidés", en réalité des contrats de travail précaires au Smic !
- 3- Une formation qui ne débouchera pas sur un emploi pour cause de chômage massif !
- 4- Mettre en formation des centaines de milliers de chômeurs, ce sera autant de chômeurs comptabilisés en moins dans la perspective de 2012 !
- 5- Et tout cela se fait avec la collaboration des dirigeants syndicaux qui gèrent le chômage et la crise du capitalisme au côté du gouvernement des banquiers et des capitalistes !

La jeunesse du prolétariat sacrifiée au profit des banquiers.

Les jeunes et les précaires devraient subir le plus durement la crise économique actuelle, selon le rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale remis jeudi au gouvernement français.

"La dégradation du marché du travail, en touchant les personnes qui étaient déjà les plus vulnérables, engendre un risque d'irréversibilité du chômage et de la pauvreté", a dit Agnès de Fleurieu, présidente de l'Observatoire, en remettant le rapport au secrétaire d'Etat au Logement, Benoist Apparu, et au Haut commissaire aux solidarités actives, Martin Hirsch.

"Plus particulièrement pour les jeunes, une entrée dans la vie active retardée, dans une phase de basse conjoncture, peut être synonyme de déclassement de longue durée, voire d'exclusion pour les plus précaires", a-t-elle ajouté.

Selon le rapport, *"l'irréversibilité de la pauvreté constitue un risque certain pour les jeunes sans qualification qui cherchent à s'insérer professionnellement et pour les personnes qui étaient déjà éloignées de l'emploi". "Ces personnes risquent de souffrir durablement d'une perte de compétences, mais aussi de se désinsérer socialement."*

L'Observatoire souligne, en plus, que les jeunes de moins de 25 ans ont difficilement accès à l'assurance chômage, du fait des durées de cotisation requises, et quasiment pas au Revenu de solidarité active (RSA).

Selon le rapport, *"l'extension de la pauvreté aux classes moyennes devrait être relativement limitée et pourrait essentiellement concerner les travailleurs qualifiés des secteurs industriels touchés par la crise"*.

"L'intensification de la pauvreté, c'est-à-dire la dégradation de la situation relative des personnes pauvres, est plus probable", poursuit le texte. (Reuters 25.02)

Pas comique du tout !

Jean Dujardin, Dany Boon et Sophie Marceau ont été les acteurs les mieux payés du cinéma français en 2009, selon un palmarès à paraître vendredi dans le Figaro.

Selon ce quotidien, Jean Dujardin arrive en tête avec 4,4 millions d'euros, suivi de Dany Boon avec trois millions d'euros, puis Sophie Marceau avec 2,9 millions d'euros. (Reuters 25.02)

Allemagne. Passons aux aveux.

La chancelière allemande Angela Merkel reconnaît jeudi que l'euro se trouvait en position difficile pour la première fois depuis sa création, mais qu'il surmonterait la crise. (AP 25.02)

Etats-Unis. Un Etat d'exception, antidémocratique.

Après le Sénat, la Chambre des représentants a voté jeudi la reconduction pour un an des mesures antiterroristes exceptionnelles du Patriot Act, qui devaient expirer fin février.

Le Patriot Act avait été passé en réaction aux attentats du 11-Septembre 2001, en levant une bonne part des protections des droits des citoyens reconnues dans la Constitution. Parmi les mesures acceptées figurent les écoutes des conversations téléphoniques, la saisie de documents comme la liste des ouvrages consultés dans les bibliothèques, et la surveillance d'un individu isolé potentiellement dangereux sans qu'il appartienne à aucun groupe terroriste. (AP 25.02)

Le 27 février

Second complément : comme annoncé, j'ai mis en ligne au format pdf l'ensemble des infos de février sociale, politique, syndicale et internationale, et par chance l'ensemble des liens renvoyant aux différents articles ont été préservés.

Demain je m'accorderai un jour de repos si vous le voulez bien, sauf situation exceptionnelle bien entendu.

Complément : j'ai corrigé quelques fautes dans la rubrique Actualité rédigée trop rapidement.

Pas le temps de causer. Je rencontre encore un problème avec le modem, donc ne vous étonnez pas si je ne peux pas actualiser le site un de ces jours. Tous les articles qui figurent pendant deux ou trois jours dans la page d'accueil du site sont ensuite recopiés dans les pages des rubriques correspondantes.

Bon week-end à tous. Le printemps sera chaud !

Comme je ne suis pas certain que vous téléchargerez le document de FO mis en ligne aujourd'hui, je reproduis ci-dessous mon commentaire qui déborde largement son contenu.

La position de FO est correcte ici, à ceci près que ce syndicat inscrit les solutions à apporter au chômage, à la précarité, à la pauvreté et à la question des retraites dans le cadre du régime capitaliste comme horizon indépassable, ce à quoi on ne peut évidemment pas souscrire.

A l'opposé et conformément à l'objectif du mouvement ouvrier dont font partie FO et les syndicats ouvriers, nous proposons de situer notre combat sur toutes ces questions dans la perspective de l'abolition du salariat, donc du capitalisme.

Force ouvrière estime qu'il serait possible au capitalisme de procéder à « un changement du modèle » économique, ce qui signifie que ce serait possible, voire souhaitable, c'est méconnaître ou ne pas comprendre, ne pas vouloir comprendre plutôt, que c'est le développement du capitalisme mondial au cours de la deuxième moitié du XXe siècle au stade de l'impérialisme stade suprême du capitalisme qui est à l'origine de la situation économique et sociale actuelle, et que ce développement obéit aux lois internes de fonctionnement du système économique capitaliste qui sont des lois incontournables qui demeurent inchangées depuis l'avènement de ce mode de production et de répartition des richesses basé sur la propriété privée des moyens de production entre les mains d'une poignée d'exploiteurs.

Malgré les trésors d'ingéniosité mis en œuvre par les représentants de l'aristocratie financière qui domine le capitalisme pour échapper à ces lois depuis le début des années 70, puis au début des années 90, l'impasse dans laquelle se trouve plongé le capitalisme aujourd'hui témoigne à elle seule, que quoiqu'ils puissent tenter pour tenter de contourner ces lois, elles finissent toujours par les rattraper et par s'imposer avec leurs lots de destructions gigantesques de forces productives entraînant des souffrances sans nombre à tous les peuples, en premier lieu à la classe ouvrière.

Le capitalisme conduit à une accumulation toujours plus importante de capitaux entre les mains d'une infime minorité de la population, la classe des exploiters, c'est sa seule raison d'être, son seul objectif, tandis que la pauvreté à l'échelle mondiale continue de frapper une masse toujours plus considérable de travailleurs et leurs familles, c'est cette contradiction entre l'existence d'une classe ultra minoritaire dans la société qui possède les moyens de production et les banques et qui ne sait plus quoi inventer pour accumuler toujours plus de richesses dans un monde livré à l'anarchie et à une concurrence féroce entre capitalistes pour conserver leurs privilèges qui sont la source véritable de leur pouvoir, de leur dictature sur tous les peuples, et à l'opposé, l'existence d'une classe qui représente l'immense masse de la population, qui ne possède rien et dans bien des cas manque de tout, y compris de quoi simplement survivre, c'est cette contradiction qui est à l'origine de toutes les crises du capitalisme depuis qu'il existe.

Contrairement à ce que pense J-C Mailly, les représentants du capitalisme ne prennent pas la décision de s'attaquer aux acquis ou aux droits du prolétariat au détriment d'une autre décision moins risquée qui n'empêcherait pas le capitalisme français de survivre, non, ils n'ont pas le choix, sauf à accepter de se saborder eux-mêmes ce que l'on ne peut pas concevoir à leur suite.

Ceux qui expliquent que le capitalisme français pourrait se permettre de lâcher l'équivalent de ce qu'il avait accordé au prolétariat entre 1945 et 1950, n'ont-ils pas suivi le développement du capitalisme au cours de la deuxième moitié du XXe siècle ou ils n'y ont rien compris, car il suffit de comparer à l'échelle mondiale dans quelle situation se trouvait le capitalisme français avec ses colonies en 1945 avec la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui, pour comprendre qu'il ne se trouve pas du tout dans la même situation et qu'elle lui est nettement plus défavorable aujourd'hui, sa position de cinquième ou sixième économie mondiale est à relativiser lorsque l'on sait que plus de la moitié des capitaux des entreprises du CAC 40 sont détenus par des capitalistes d'autres pays et que plus de la moitié des bénéfices réalisés par ces sociétés ont été engrangés en dehors de France.

Le capitalisme français doit s'aligner sur le capitalisme qui bénéficie du coût de la main d'œuvre le meilleur marché dans le monde pour rester compétitif, conserver sa place ou son rang sur le marché mondial, il est prisonnier de cette loi qui s'applique à tous les capitalistes qui exige toujours plus de sacrifices de la part du prolétariat, plus d'exploitation, plus de productivité et à l'arrivée plus de profits, cela n'a rien à voir avec une décision abstraite qui serait prise uniquement pour satisfaire la cupidité aveugle ou la soif insatiable de pouvoir de quelques capitalistes. Ce sont des besoins objectifs qui dictent le comportement ou la volonté des capitalistes, J-C Mailly commet l'erreur d'inverser les termes de cette relation de dépendance.

Les capitalistes sont obligés de penser en terme de concurrence à l'échelle mondiale s'ils ne veulent pas être évincés à leur tour, être absorbés ou disparaître au profit de capitalistes plus puissants, ils sont en guerre les uns contre les autres, même si en dernier ressort ils se liguent contre le prolétariat, c'est dans ces termes qu'il faut analyser le développement du capitalisme pour comprendre son évolution à l'échelle nationale et mondiale.

On pourrait se poser une question qui doit brûler les lèvres de nombreux militants : quel regard, quelle attention portent-ils aux conséquences sociales et politiques de leur comportement agressif et antisocial envers la classe ouvrière ?

Si vous avez pris le temps de lire les articles des journalistes du Réseau Voltaire, vous aurez compris qu'ils sont loin de se désintéresser de ces questions, qu'ils mettent même le paquet pour soumettre tous les Etats à leur volonté et maintenir le prolétariat mondial dans un état de soumission permanent afin de garantir la pérennité de leur pouvoir.

Maintenant, comme je l'ai précisé plus haut, ils sont prisonniers des lois internes de fonctionnement du système capitaliste, ils n'ont aucun moyen d'y échapper, ils peuvent tout au plus ralentir le processus qui conduit à l'exacerbation des contradictions du régime capitaliste mais ils ne peuvent pas les faire disparaître, il arrive toujours un moment où ils doivent y faire face, où il leur faut solder les comptes, comptes truqués, plus longtemps ils ont repoussé cette échéance et moins ils ont les moyens d'y faire face, sauf à se réfugier dans une fuite en avant synonyme demain d'une situation totalement hors de contrôle, à force de brûler la mèche par les deux bouts, il arrive un moment où ils se brûlent les doigts.

Il ne faut pas craindre les mauvais coups, mais rendre coup pour coup, c'est le meilleur moyen d'entraîner le prolétariat au combat de classe et de le préparer à l'affrontement final.

Après avoir pressurisé le prolétariat des pays en voie de développement ou surexploité celui des pays dominés, mis l'Afrique sous tutelle et l'avoir pillé tout en la maintenant dans un état de sous-développement, l'avoir réduit à la mendicité internationale ou un état de dépendance permanent, il ne leur reste plus qu'à se retourner contre leur propre prolétariat pour leur reprendre les acquis ou droits qu'ils ont dus leur concéder, quitte à prendre le risque de se retrouver face à une explosion sociale qui pourrait se répandre comme une traînée de poudre à travers tous les continents et conduire à la recomposition du mouvement ouvrier international sur un axe révolutionnaire, car l'illusion que le capitalisme pourrait être réformé prendra fin un jour au l'autre, la crise actuelle ne peut qu'accélérer ce processus et la radicalisation politique de chaque classe, on peut déjà le constater en France (ou en Italie, en Grande-Bretagne et bien d'autres pays) à travers la campagne électorale nauséabonde d'un côté, et la multiplication des grèves dans tout le pays de l'autre.

Si les capitalistes pouvaient faire autrement que de devoir affronter le prolétariat, ils n'hésiteraient pas un instant, si pour nous combattre pour nos droits est une question de vie ou de mort, c'est la même chose pour eux. Soit ils font en sorte que les actionnaires continuent de s'en mettre plein les poches et de percevoir des dividendes exorbitants, et alors le bal peut continuer, soit ils en sont incapables et ils n'ont plus qu'à mettre la clé sous la porte ou allez voir ailleurs où les conditions sont plus favorables pour engranger de nouveaux profits et satisfaire ainsi les actionnaires, tout dépendra en dernier lieu des exigences de ces derniers.

Toutes les grandes sociétés sont endettées, ce sont les banques et l'industrie financière qui tirent les ficelles et décident de leur avenir, elles ont un droit de vie ou de mort sur l'économie capitaliste, sur la constitution des conseils d'administration qui doivent donner la priorité à la satisfaction des intérêts des actionnaires. Les choses sérieuses sont discutées et se passent ailleurs, entre le gouvernement et les banquiers, les patrons sont convoqués et se font tancer par le gouvernement quand ils n'ont pas été capables de faire face à leurs responsabilités, de faire passer un plan social ou une restructuration en douceur, si possible à moindre frais car les actionnaires veillent, les banquiers et les milliardaires amis du Président.

Qui permet aux banques de manipuler de l'argent qui ne leur appartiennent pas comme s'il s'agissait du leur, bien au-delà de leurs actifs (8 à 10 fois plus) dont chacun sait qu'une bonne partie est toujours pourrie et de spéculer avec ? En voilà une question intéressante. Le gouvernement en premier lieu puisqu'il dispose toujours du privilège de battre monnaie, autrement dit de mettre en œuvre la planche à billets, avec l'aval de la Banque de France et de la BCE, par contre avec le passage à l'euro il ne peut plus dévaluer la monnaie pour se mettre au niveau de celles qui la concurrencent, il n'a pas d'autres alternatives que d'inonder le marché d'argent sans qu'il puisse savoir à l'avance si cet argent aura un effet bénéfique sur la croissance économique, en réalité comme cet argent est en grande partie détournée vers les marchés financiers et la spéculation, ce qui reste en direction de l'industrie ne sert qu'à payer la note des restructurations et éviter que le climat social se détériore et devienne incontrôlable, ou à absorber des concurrents moins chanceux ou plus faibles au moment de la crise, procéder à de nouvelles concentrations du capital pour mieux affronter les concurrents et voir venir l'avenir sans que le capitalisme ne soit remis en cause, les affaires reprennent de plus belles et la vie continue comme avant... en attendant la prochaine crise ou plutôt la prochaine étape de la crise du capitalisme qui est devenue permanente.

C'est bien Sarkozy qui a décidé d'avancer plus de 400 milliards d'euros aux banquiers et aux industriels, Sarkozy est Président de la République, il est une institution à lui tout seul, une des institutions de la Ve République, son sommet, il concentre plus de pouvoir entre ses mains que n'importe quel président en Europe, des dictateurs l'envie c'est pour dire, c'est donc dans sa direction qu'il faut faire converger tous les combats, contre le pouvoir politique en place qui sert de pare-feu ou de couverture au pouvoir des banquiers et des capitalistes, contre l'ensemble des institutions auxquelles en aucun cas nous ne devons rendre hommage, pas de compromis avec l'ennemi.

On peut imaginer les discussions qu'ils peuvent avoir entre eux, le gouvernement en est réduit à jouer le rôle de détecteur d'incendies envers les banquiers, de pompier de service face à des situations de détresses totales qu'il a lui-même engendrées parmi la population en mettant en œuvre une politique exclusivement tournée vers la satisfaction des besoins des capitalistes, il est obligé de prendre le risque d'en arriver à devoir gérer des conditions sociales extrêmes sans en avoir les moyens politiques, il s'appuie sur ses alliés du mouvement ouvrier sur lesquels il sait pouvoir compter, mais ils ne peuvent pas tout contrôler, ils seront impuissants à endiguer la vague de mécontentement qui monte des profondeurs de la classe ouvrière et qui finira bien par se traduire par une gigantesque explosion sociale et politique, ils auront tout tenté pour l'éviter, en vain, car les conditions objectives finissent toujours par l'emporter, par pousser le prolétariat à se soulever, ce qui paraissait encore impossible la veille aux pessimistes et autres diseuses de mauvaises aventures, paraîtra logique et salutaire au plus grand nombre dans les jours ou les semaines qui suivront le début de la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pour la conquête du pouvoir, notre seul objectif.

Comment pour les capitalistes et leurs représentants conjuguer des attaques sans fin de plus en plus brutales contre le prolétariat et garantir la paix sociale indéfiniment, mission impossible, voilà le fin mot de l'histoire, l'histoire de la lutte des classes qui ne s'achèvera vraiment que lorsque le prolétariat aura terrassé son ennemi de classe à l'échelle mondiale, qu'il aura vaincu le capitalisme, que les différentes classes et les Etats auront disparus, que tous les peuples seront réunis dans une seule République sociale universelle garantissant à tous le bien-être, la paix et l'harmonie entre tous les peuples, le règne de la liberté deviendra enfin réalité.

Avant d'y parvenir, le chemin sera long et tortueux, il faudra franchir bien des obstacles, passer par des étapes intermédiaires que nous n'aurons pas spécialement choisies mais qui s'imposeront à nous pour aller de l'avant, car on ne peut pas atteindre notre objectif final d'un coup, le niveau de conscience de la population est trop hétérogène, il reflète l'hétérogénéité de la population, ne pas en tenir compte se serait sombrer dans le gauchisme ou l'anarchisme par impatience, c'est le temps qu'il faudra pour modifier radicalement les conditions objectives qui déterminera en grande partie le temps qu'il faudra pour élever le niveau de conscience des masses jusqu'à la prochaine étape, et ainsi de suite. La révolution permet de réaliser en un jour ce qui aurait réclamé des années autrement, les consciences mûrissent plus vites au contact de la révolution, tout s'accélère et personne ne peut prévoir les rythmes et les délais que prendront chaque étape conduisant à notre émancipation de l'exploitation et de l'oppression tant le processus sera complexe, à l'échelle mondiale ne l'oublions jamais, nous ne sommes pas internationalistes pour rien.

Ce n'est pas pour rien non plus que l'on explique à la suite de Marx et Engels que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, c'est la condition sans laquelle leur émancipation demeurera toujours impossible ; si l'on ne peut pas faire le bonheur d'autrui contre sa volonté, a fortiori, la classe des exploités ne pourra jamais se défaire de ses chaînes si elle ne les brise pas elle-même, personne ne le fera à sa place. Lui fournir les outils pour y parvenir, l'aider à se les forger, tel est la raison d'être du parti révolutionnaire à la première étape, celle que nous vivons actuellement.

Voilà notre programme résumé en quelques lignes, qui je l'espère demeure fidèle à l'esprit du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels sans lequel il n'aurait sans doute jamais existé.

Crise à l'UMP.

Nicolas Sarkozy a convoqué les têtes de liste UMP pour les élections régionales en Ile-de-France afin de recadrer une campagne chaotique, a-t-on appris auprès du principal parti de la majorité.

Le président de la République "est un peu agacé par des personnes qui ne font pas assez campagne ou qui jouent contre leur camp", a-t-on expliqué de même source à Reuters.

Sont convoqués mardi à la première heure à l'Élysée la ministre de l'Enseignement supérieur Valérie Pécresse, chef de file de l'UMP en Ile-de-France, les têtes de liste départementales, ainsi que le secrétaire général du Parti, Xavier Bertrand, et Roger Karoutchi.

"*Il balance saloperie sur saloperie en off aux journalistes*", accuse un cadre de l'UMP, selon qui Nicolas Sarkozy demandera aux uns et aux autres de serrer les rangs. (Reuters 26.02)

Le Palais sert de bureau à l'UMP ! Bonaparte et son armée...

De 1 à 19.000. C'est le rapport qui existe entre le plus bas et le plus haut salaire chez France Telecom.

Le groupe, qui a présenté ses résultats 2009 jeudi, prévoit de distribuer 1,40 euro de dividende par action en 2010. Avec un peu plus de 26 % du capital, l'État, premier actionnaire, devrait empocher près d'un milliard d'euros ! Une manne providentielle, alors que les finances publiques ne cessent de se dégrader, mais qui n'est pas du goût de tout le monde.

Et pour cause ! Si les dividendes restent au même niveau qu'en 2008, les profits de France télécom ont chuté de 26 %... Du coup, s'insurge la CFE-CGC, la part revenant aux actionnaires sera "supérieur[e] aux bénéfiques" de 2009 ! Elle devrait en effet atteindre quelque 3,65 milliards pour un résultat net consolidé (incluant les bénéfiques revenant aux actionnaires minoritaires des filiales du groupe) de seulement 3,465 milliards. Une "folle politique de distribution des dividendes", selon le syndicat.

Le groupe France télécom compromet-il l'avenir dans le seul intérêt financier de ses actionnaires ? Non, répond Alexandre Iatrides, gérant chez KLB Richelieu finance. Selon lui, la distribution de dividendes s'apprécie aussi à la lumière du cash flow dégagé par l'entreprise en 2009. Or, sur ce plan, France télécom a dépassé ses objectifs en générant 8,35 milliards d'euros (une hausse de 4,2 % par rapport à 2008). Le gérant souligne également qu'une fois retirés les éléments non récurrents, le résultat net part du groupe se monte à 4,85 milliards d'euros, une somme bien supérieure à la distribution prévue de dividendes. Quant à la dette de France télécom, elle reste largement soutenable, argumente-t-il, comme en témoigne la notation qui lui est attribuée, une des meilleures existantes.

Pour Alexandre Iatrides, l'investissement de France télécom reste dans la moyenne des sociétés européennes, l'endettement très soutenable du groupe permettant même d'éviter l'emballement des dépenses les moins rentables. Une nuance toutefois : Alexandre Iatrides gère l'argent des investisseurs, il est donc normal qu'il ne se plaigne pas que les dividendes de France télécom soient généreux ! (lefigaro.fr 26.02)

La Haute Autorité de la santé est d'une redoutable "efficacité"... antisociale.

Ils sont jugés «*peu efficaces*» par la Haute Autorité de santé. Résultat, le gouvernement avait décidé, à l'automne, de diminuer le remboursement d'une série de médicaments. On en connaît désormais la liste, ils sont 200 médicaments, annonce le site des Echos. De 35% de remboursement par la Sécurité sociale, ils vont passer à 15%.

Selon le quotidien économique, cela devrait permettre une économie de 145 millions de euros cette année.

Concrètement, il va s'agir de traitements comme le Tanakan, qui agit sur les troubles de la mémoire des personnes âgées, ou encore Equanil (un anxiolytique), l'Hexoméline (un antiseptique), et la crème contre l'herpès Zovirax.

Les Echos précise que les laboratoires pharmaceutiques sont actuellement informés des médicaments concernés. «*Les décisions, médicament par médicament, paraîtront au "Journal officiel" à partir d'avril*», précise le site. (20minutes.fr 26.02)

[Haut de page ↗](#)